

LETTRES LIBRES

Alain Deneault

LA MÉDIOCRATIE

LUX

« Rangez ces ouvrages compliqués, les livres comptables feront l'affaire. Ne soyez ni fier, ni spirituel, ni même à l'aise, vous risqueriez de paraître arrogant. Atténuez vos passions, elles font peur. Surtout, aucune "bonne idée", la déchiqueteuse en est pleine. Ce regard perçant qui inquiète, dilatez-le, et décontractez vos lèvres – il faut penser mou et le montrer, parler de son moi en le réduisant à peu de chose : on doit pouvoir vous caser. Les temps ont changé. Il n'y a eu aucune prise de la Bastille, rien de comparable à l'incendie du Reichstag, et l'Aurore n'a encore tiré aucun coup de feu. Pourtant, l'assaut a bel et bien été lancé et couronné de succès : les médiocres ont pris le pouvoir. »

Alain Deneault, docteur en philosophie de l'Université Paris-VIII, est notamment l'auteur de Noir Canada (Écosociété 2008), Offshore (Écosociété / La Fabrique 2010), Paradis sous terre (Écosociété / Rue de l'Échiquier 2012), « Gouvernance » (Lux 2013) et Paradis fiscaux. La filière canadienne (Écosociété 2014). Il est aussi chroniqueur à la revue Liberté.

TABLE

Introduction

La médiocratie

Chapitre 1

Le «savoir» et l'expertise

Perdre l'esprit

De savants faiseurs d'opinion

C'est terne: c'est scientifique

Une écriture en perdition

Des intellectuels petits

«Jouer le jeu»

Les perdants

Des effets pervers

Le salut: l'écrivain en chômage, l'enseignant au statut précaire et le maître ignorant

Chapitre 2

Le commerce et la finance

L'économie stupide

Des experts en renfort

Malade d'argent

L'économie cupide

Le télé-pillage

Portrait du colon

Des syndicats «en lutte» contre leurs camarades mondiaux

Chapitre 3

Culture et civilisation

L'avis des gens riches et célèbres

Le capital culturel

L'artiste ne compte pas

Portrait de l'artiste en travailleur social
Un rapport disloqué au réel
L'art subversionné
Une vision du monde faite de carton

Chapitre 4

La révolution: rendre révolu ce qui nuit à la chose commune

Co-rompre

Remerciements

Références

ALAIN DENEAULT

LA MÉDIOCRATIE



© Lux Éditeur, 2015

www.luxediteur.com

Dépôt légal: 4^e trimestre 2015

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN: 978-2-89596-195-6

ISBN (epub): 978-2-89596-645-6

ISBN (PDF): 978-2-89596-845-0

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

INTRODUCTION

LA MÉDIOCRATIE

RANGEZ CES OUVRAGES compliqués, les livres comptables feront l'affaire. Ne soyez ni fier, ni spirituel, ni même à l'aise, vous risqueriez de paraître arrogant. Atténuez vos passions, elles font peur. Surtout, aucune «bonne idée», la déchiqueteuse en est pleine. Ce regard perçant qui inquiète, dilatez-le, et décontractez vos lèvres – il faut penser mou et le montrer, parler de son *moi* en le réduisant à peu de chose: on doit pouvoir vous caser. Les temps ont changé. Il n'y a eu aucune prise de la Bastille, rien de comparable à l'incendie du Reichstag, et l'Aurore n'a encore tiré aucun coup de feu. Pourtant, l'assaut a bel et bien été lancé et couronné de succès: les médiocres ont pris le pouvoir.

La principale compétence d'un médiocre? Reconnaître un autre médiocre. Ensemble, ils organiseront des grattages de dos et des renvois d'ascenseur pour rendre puissant un clan qui va s'agrandissant, puisqu'ils auront tôt fait d'y attirer leurs semblables. L'important n'est pas tant d'éviter la bêtise que de la parer des images du pouvoir. «Si la bêtise ne ressemblait pas à s'y méprendre au progrès, au talent, à l'espoir ou au perfectionnement, personne ne voudrait être bête», remarquait Robert Musil. Se satisfaire de dissimuler ses carences par une attitude normale, se réclamer du pragmatisme, mais n'être jamais las de perfectionnement, car la médiocratie ne souffre ni les incapables ni les incompetents. Il faut pouvoir faire fonctionner le logiciel, remplir un formulaire sans rechigner, reprendre naturellement à son compte l'expression «hauts standards de qualité en gouvernance de sociétés dans le respect des valeurs d'excellence» et dire bonjour opportunément aux bonnes personnes. Mais, surtout, *sans plus*.

«Médiocrité» est en français le substantif désignant ce qui est moyen, tout comme «supériorité» et «infériorité» font état de ce qui est supérieur et inférieur. Il n'y a pas de «moyenneté». Mais la médiocrité désigne le stade moyen en acte plus que la moyenne. Et la médiocratie est conséquemment ce stade moyen hissé au rang d'autorité. Elle fonde un ordre dans lequel la moyenne n'est plus une élaboration abstraite permettant de concevoir synthétiquement un état des choses, mais une norme impérieuse qu'il s'agit d'incarner. Se dire *libre* dans un tel régime ne sera qu'une façon d'en manifester l'efficace.

La division et l'industrialisation du travail – manuel comme intellectuel – ont largement contribué à l'avènement du pouvoir médiocre. Le perfectionnement de chaque tâche utile à un tout qui échappe à tous a contribué à rendre «experts» des sans-dessein pérorant en flux tendus sur des tronçons de vérité, et à réduire à des exécutants des travailleurs pour qui l'«activité vitale n'est rien sinon que l'unique moyen de subsistance». Karl Marx l'avait relevé dès 1849, le capital, en réduisant le travail à

une force, puis à une unité de mesure abstraite, et enfin à son coût (le salaire correspondant à ce qu'il en faut pour que l'ouvrier régénère sa force), a rendu les travailleurs insensibles à la chose même du travail. Progressivement, ce sont les métiers qui se perdent. On peut confectionner des repas à la chaîne sans même être capable de se faire à manger chez soi, énoncer à des clients par téléphone des directives auxquelles on ne comprend rien soi-même, vendre des livres et journaux qu'on ne lit pour sa part jamais... La fierté du travail bien fait disparaît par conséquent. Marx précise en 1857, dans son *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, que «l'indifférence à l'égard du travail particulier correspond à une forme de société dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à un autre, et dans laquelle le genre déterminé du travail leur paraît fortuit et par conséquent indifférent. Les moyens d'arriver à ses fins deviennent, dans un tel régime, uniformes. Le travail est alors devenu, non seulement en tant que catégorie, mais dans sa réalité même, un moyen de produire la richesse en général». Ce «moyen» que s'est donné le capital pour croître, c'est ce travail dévitalisé qui passe également aux yeux du travailleur pour un «unique moyen de subsistance». Patrons et travailleurs s'entendent au moins là-dessus: le métier est devenu un emploi et lui-même passe unanimement pour «moyen». Ce n'est là ni un jeu de mots ni une simple coïncidence lexicale, le travail devient un simple «moyen» le jour où on le calibre sous la forme d'un apport strictement «moyen». La conformité d'un acte à son mode moyen, lorsqu'obligée et universelle, confine toute une société à la trivialité. Le moyen renvoie étymologiquement au milieu, notamment celui de la profession comme lieu du compromis, voire de la compromission, où nulle œuvre n'advient. Cela se révèle insidieux, car le médiocre ne chôme pas, il sait travailler dur. Il en faut des efforts, en effet, pour réaliser une émission de télévision à grand déploiement, remplir une demande de subvention de recherche auprès d'une instance subventionnaire, concevoir des petits pots de yaourt à l'allure aérodynamique ou organiser le contenu rituel d'une rencontre ministérielle avec une délégation d'homologues. Ne se donne pas les *moyens* qui veut. La perfection technique sera même indispensable pour masquer l'inénarrable paresse intellectuelle qui est en jeu dans autant de professions de foi conformistes. Et cet engagement exigeant dans un travail qui n'est jamais le sien et dans des pensées qui restent toujours commandées fait perdre de vue leur peu d'envergure.

En la matière, on n'arrête pas le progrès. Jadis, le médiocre se trouvait décrit en situation minoritaire. Pour Jean de la Bruyère, il était surtout un être vil qui tirait son épingle du jeu grâce à sa connaissance des ragots et des intrigues en vigueur chez les puissants. «Celse est d'un rang médiocre, mais des grands le souffrent; il n'est pas savant, il a relation avec des savants; il a peu de mérite, mais il connaît des gens qui en ont beaucoup; il n'est pas habile, mais il a une langue qui peut servir de truchement, et des pieds qui peuvent le porter d'un lieu à un autre.» Devenus dominants, les Celse du monde n'auront personne d'autre à imiter qu'eux-mêmes. Le pouvoir, ils le conquièrent progressivement et presque à leur insu. À force de chapeautage, de passe-droits, de complaisance et de collusion, ils coiffent les institutions. Chaque génération aura dénoncé le phénomène en tant qu'il s'amplifie, témoins les carnets du poète Louis Bouilhet cités par son ami Gustave Flaubert: «Ô médiocratie fétide, poésie utilitaire, littérature de pions, bavardages esthétiques, vomissements économiques, produits scrofuleux d'une nation épuisée, je vous exécute de toutes les puissances de mon âme! Vous n'êtes pas la gangrène, vous êtes l'atrophie! Vous n'êtes pas le phlegmon rouge et chaud des époques fiévreuses, mais l'abcès froid aux bords pâles, qui descend, comme d'une source,

de quelque carie profonde!» Mais ce sont encore des impostures et infatuations que l'on dénonce, c'est une volonté impuissante à faire grand que l'on démasque. Pas encore un système qui se satisfait du peu et qui prescrit rigoureusement cette satisfaction. Laurence J. Peter et Raymond Hull témoigneront parmi les premiers de ce devenir médiocre à l'échelle de tout un système. Leur thèse développée dans les années d'après-guerre est d'une netteté implacable: les processus systémiques encouragent l'ascension aux postes de pouvoir des acteurs moyennement compétents, écartant à leurs marges les «super compétents» tout comme les parfaits incompetents. Un exemple frappant: dans une institution d'enseignement, on ne voudra pas de la professionnelle qui ne sait pas respecter un horaire et qui ignore tout de sa matière, mais on n'endurera pas davantage la rebelle qui modifiera en profondeur le protocole d'enseignement pour faire passer la classe d'étudiants en difficulté au stade des meilleurs de toute l'école. Le principal reproche qu'on fera à l'intéressée, signalent les auteurs du *Principe de Peter*, sera certes de déroger aux modalités formelles d'enseignement, mais surtout de susciter «une grave anxiété chez l'enseignant qui, l'année suivante, hériterait d'élèves ayant déjà fait le programme». On a ainsi créé l'être de «l'analphabète secondaire», selon l'expression d'Hans Magnus Enzensberger, celui que les institutions d'enseignement et de recherche produisent en masse. Ce nouveau sujet, formé sur mesure, se fait fort d'une connaissance utile qui n'enseigne toutefois pas à remettre en cause ses fondements idéologiques. «Il se considère comme informé, sait déchiffrer modes d'emploi, pictogrammes et chèques, et le milieu dans lequel il se meut le protège, comme une cloison étanche, de tout désaveu de sa conscience», résume l'écrivain allemand dans son essai *Médiocrité et folie*. Le savant médiocre ne pense jamais par lui-même, il délègue son pouvoir de pensée à des instances qui lui dictent ses stratégies aux fins d'avancement professionnel. L'autocensure est de rigueur pour autant qu'il sait la présenter comme une preuve de roublardise.

Depuis, cette tendance à l'exclusion des non-médiocres se voit confirmée régulièrement, mais on le fait aujourd'hui en prenant le parti de la médiocrité. Des psychologues trouvant toute leur place dans des écoles de commerce inversent les rapports de valeur en présentant les formes singulières de compétence comme un surcroît de «maîtrise de soi». Principale auteure de «The Burden of Responsibility: Interpersonal Costs of High Self-Control» (Le fardeau de la responsabilité: les coûts interpersonnels d'un excès d'autocontrôle), Christy Zhou Koval de la Duke University's Fuqua School of Business présente les travailleuses et travailleurs qui se trouvent exigeants envers eux-mêmes comme des sujets quasi responsables du fait qu'on finit par abuser d'eux. Il leur revient d'apprendre à restreindre leur activité à un cadre étroit. Leur propension au travail bien fait et au sens large des responsabilités passe désormais pour un problème. Ils dérogent ainsi à leurs objectifs «personnels», soit leur carrière telle que la paramètrent leurs institutions de tutelle.

La médiocratie désigne donc l'ordre médiocre érigé en modèle. En ce sens, le logicien russe Alexandre Zinoviev a décrit les aspects généraux du régime soviétique en des termes qui le font ressembler à nos démocraties libérales. «C'est le plus médiocre qui s'en tire» et «c'est la médiocrité qui paie», constate le personnage du barbouilleur dans *Les hauteurs béantes*, le roman satirique qu'il a fait paraître clandestinement en 1976. Ses théorèmes: «Je parle de la médiocrité, comme d'une moyenne générale. Et il ne s'agit pas du succès dans le travail, mais du succès social. Ce sont des choses bien différentes. [...] Si un établissement se met à fonctionner mieux que les autres, il attire fatalement l'attention. S'il est officiellement confirmé dans ce rôle, il ne met pas longtemps à devenir

un trompe-l'œil ou un modèle expérimental-pilote, qui finit à son tour par dégénérer en trompe-l'œil expérimental moyen.» S'ensuit une imitation du travail qui produit une illusion de résultat. La feinte accède au rang de valeur en soi. La médiocratie amène ainsi chacun à subordonner toute délibération à des modèles arbitraires que des autorités promeuvent. Les symptômes aujourd'hui: tel politique expliquant à ses électeurs qu'ils doivent se soumettre aux actionnaires de Wall Street; telle professeure jugeant «trop théorique et trop scientifique» le travail d'un étudiant excédant les prémisses soulevées dans un «PowerPoint», telle productrice de cinéma insistant pour qu'une célébrité brille dans un documentaire dans lequel elle n'a rien à faire ou encore tel expert débitant sur l'irréfléchie croissance économique afin de se positionner du côté de la «rationalité». Zinoviev voyait déjà en cela, à son heure, un psychopouvoir dressant les esprits: «L'imitation du travail se contente seulement d'un semblant de résultat, plus exactement d'une possibilité de justifier le temps dépensé; la vérification et le jugement des résultats sont faits par des personnes qui participent à l'imitation, qui sont liées à elle, qui sont intéressées à sa perpétuation.»

Les participants à ce pouvoir affichent un rictus complice. Se croyant les plus malins, ils se satisfont d'adages tels que: *il faut jouer le jeu*. Ici, le *jeu* – expression floue s'il en est et en cela convenant à la pensée médiocre – en appelle tantôt à se plier de manière obséquieuse à des règles établies aux seules fins d'un positionnement de choix sur l'échiquier social, tantôt à se jouer complaisamment de ces règles dans des collusions multiples qui pervertissent l'intégrité d'un processus, tout en maintenant sauvées les apparences. Cette expression naïve était la bonne conscience d'acteurs frauduleux. C'est sous le signe de ce mot d'ordre tout sourire que des sociétés pharmaceutiques s'assurent que l'on guérisse à grands frais des cancers de la prostate pourtant voués à ne se développer de manière alarmante que le jour où ceux qui en sont atteints auront 130 ans. C'est sous couvert de «jouer le jeu» que des médecins font subir des interventions dans leur secteur à des patients qui n'en ont nul besoin, puisqu'à chaque prestation, n'est-ce pas, tombe la rétribution prévue par les conventions. C'est aussi tout en clins d'œil que des agents du fisc outillés pour contrer des grands fraudeurs économiques vont préférer s'acharner sur la serveuse aux pourboires non déclarés, que les policiers mettront fin à des enquêtes sitôt que les filatures mènent aux proches du premier ministre, que les journalistes reprendront les termes tendancieux des communiqués de presse que publient les puissants afin de demeurer dans les courants aveugles de mouvements historiques qu'ils ne conçoivent pas. C'est aussi en soumettant à d'intimidants rites initiatiques la recrue du professorat universitaire qu'on fera valoir à ses yeux la prédominance des logiques du marché sur les principes fondateurs d'institutions publiques qu'il s'agit de détourner. *Le jeu*, c'est transformer les soutiens étatiques à la gestion de garderies à domicile en l'objet d'un véritable business qui n'a cure du sort des enfants. C'est, dans une entreprise, faire suivre un atelier aux nouveaux venus pour leur apprendre ensemble à se tromper mutuellement dans le cadre de leurs relations informelles. C'est jouer sur les ressorts intimes d'un employé en lui disant: «Votre identité est un actif et cet actif nous appartient.» Collectivement, «jouer le jeu» comme jouer à la roulette russe, jouer son va-tout, jouer sa vie, comme si ça ne comptait pas. C'est badin, c'est drôle, *c'est pas pour de vrai*, on joue, c'est seulement un vaste simulacre qui nous engloutit dans son rire pervers. Ce jeu auquel il faudrait jouer passe toujours, entre deux clins d'œil, pour un manège que l'on dénonce un peu, mais sous l'autorité duquel on se place tout de même. Pourtant, on se garde bien d'en expliciter les règles générales, car

ces règles mêlées à leur conjoncture se confondent inexorablement à des stratégies particulières, le plus souvent personnelles, et arbitraires, pour ne pas dire abusives. C'est le règne de la duplicité et de la triche érigé en *jeu* tacite dans l'esprit de qui se croit habile, au détriment de ceux que celui-ci relègue au rang d'imbéciles. «Jouer le jeu», contrairement à ce que l'expression laisse penser (pour mieux s'abuser soi-même), consiste à ne se soumettre à rien d'étranger à la loi de l'avidité. Il s'agit d'une représentation qui inverse le rapport à l'opportunisme, en le faisant passer pour une nécessité sociale étrangère à soi. L'«expert», auquel se confond aujourd'hui la majorité des universitaires, s'érige bien entendu comme la figure centrale de la médiocratie. Sa pensée n'est jamais tout à fait la sienne, mais celle d'un ordre de raisonnement qui, bien qu'incarné par lui, est mû par des intérêts particuliers. L'expert s'emploie alors à en transfigurer les propositions idéologiques et les sophismes en objets de savoir apparemment purs – cela caractérise sa fonction. Voilà pourquoi on ne peut attendre de lui aucune proposition forte ou originale. Surtout, et c'est ce que lui reproche par-dessus tout Edward Saïd dans les *Reith Lectures* de la BBC en 1993, ce sophiste contemporain, rétribué pour penser d'une façon certaine, n'est porté par aucune curiosité d'amateur – autrement dit, il n'aime pas ce dont il parle, mais agit dans un cadre strictement fonctionnaliste. «La menace qui pèse le plus lourd sur l'intellectuel de nos jours, en Occident comme sur le reste du monde, ce n'est ni l'université, ni le développement des banlieues, ni l'esprit affreusement commercial du journalisme et de l'édition, mais plutôt une attitude à part entière que j'appellerais le professionnalisme.» La professionnalisation se présente socialement à la manière d'un contrat tacite entre, d'une part, les différents producteurs de savoirs et de discours, et, d'autre part, les détenteurs de capitaux. Les premiers fournissent et formatent sans aucun engagement spirituel les données pratiques ou théoriques dont les seconds ont besoin pour se légitimer. Saïd reconnaît conséquemment chez l'expert les traits distinctifs des médiocres: «faire “comme il faut” selon les règles d'un comportement *correct* – sans remous ni scandale, dans le cadre des limites admises, en se rendant “vendable” et par-dessus tout présentable, apolitique, inexposé et “objectif”». Le médiocre devient dès lors pour le pouvoir l'être-moyen, celui par lequel il arrive à transmettre ses ordres et à imposer plus fermement son ordre.

Ce fait social mène fatalement la pensée publique à un point de conformisme qui se présente sans surprise comme le milieu, le *centre*, le moment moyen érigé en programme politique. Il se fait l'objet d'une représentation électorale portée par un vaste parti transversal n'ayant à offrir au public pour toute distinction qu'un ensemble de fétiches que Freud désignait par les termes de «petites différences». Les symboles plus que les fondements sont en cause dans cette apparence de discorde. Il faut voir comment, dans les milieux de pouvoir, comme les parlements, les palais de justice, les institutions financières, les ministères, les salles de presse ou les laboratoires, des expressions telles que «mesures équilibrées», «juste milieu» ou «compromis» se sont érigées en notions fétiches. Tellement, qu'on n'est plus à même de concevoir quelles positions éloignées de ce centre peuvent encore exister pour qu'on participe, justement, à cette proverbiale mise en équilibre. N'existe socialement d'emblée que la pensée à son stade pré-équilibré. Si sa gestation la prépare déjà dans les paramètres de la moyenne, c'est que l'esprit est structurellement neutralisé par une série de mots centristes, dont celui de «gouvernance», le plus insignifiant d'entre tous, est l'emblème. Ce régime est en réalité dur et mortifère, mais l'extrémisme dont il fait preuve se dissimule sous les parures de la modération, faisant oublier que l'extrémisme a moins à voir avec les limites du spectre politique

gauche-droite qu'avec l'intolérance dont on fait preuve à l'endroit de tout ce qui n'est pas soi. N'ont ainsi droit de cité que la fadeur, le gris, l'évidence irréfléchie, le normatif et la reproduction. Sous les auspices de la médiocratie, les poètes se pendent aux confins de leur désarroi appartemental, les scientifiques de passion élaborent des réponses à des questionnements que nul n'entretient, les industriels de génie construisent des temples imaginaires tandis que les grands politiques soliloquent dans des sous-sols d'église. C'est l'ordre politique de l'extrême centre. Ses politiques ne correspondent pas tant à un endroit spécifique de l'axe politique gauche-droite qu'à la suppression de cet axe au profit d'une seule approche prétendant au vrai et à la nécessité logique. On habillera ensuite la manœuvre de mots creux – pis, ce pouvoir usera pour se dire de termes qui précisément trahissent ce qu'il tient en horreur: l'innovation, la participation, le mérite et l'engagement. Puis on évincera les esprits qui ne participent pas à la duplicité, et ce, bien entendu, de manière médiocre, par le déni, le reniement et le ressentiment. Cette violence symbolique est éprouvée.

La médiocratie nous incite de toute part à sommeiller dans la pensée, à considérer comme inévitable ce qui se révèle inacceptable et comme nécessaire ce qui est révoltant. Elle nous idiotifie. Que nous pensions le monde en fonction de variables moyennes est tout à fait compréhensible, que des êtres puissent ressembler à tout point de vue à ces figures moyennes va de soi, qu'il y ait une injonction sourde ordonnant à tous d'incarner à l'identique cette figure moyenne est, par contre, une chose que d'aucuns ne sauraient admettre. Le terme «médiocratie» a perdu le sens de jadis, où il désignait le pouvoir des classes moyennes. Il ne désigne pas tant la domination des médiocres que l'état de domination exercé par les modalités médiocres elles-mêmes, les inscrivant au rang de monnaie du sens et parfois même de clé de survie, au point de soumettre à ses mots creux ceux et celles qui aspirent à mieux et osent prétendre à leur souveraineté.

CHAPITRE 1

LE «SAVOIR» ET L'EXPERTISE

LE JOURNALISTE ÉTATS-UNIEN Chris Hedges y va sans détour: les universitaires sont responsables de nos maux historiques. Pour la plupart coupés du monde, spécialistes de sous-domaines infinitésimaux, devenus incapables de conscience critique, avalés par les tactiques d'avancement de carrière et enfermés dans une appartenance collégiale qui a les allures d'une «tribu», leur présence se découvre sitôt que l'on sonde les raisons de nos périls collectifs. La crise écologique en progression, les inégalités des revenus menant à des exclusions à une échelle nationale et mondiale, la dépendance aux énergies fossiles, la surconsommation et l'obsolescence programmée, le renversement de la culture en une industrie du divertissement, la colonisation de l'esprit par la publicité, la prédominance du système financier international sur l'économie ainsi que l'instabilité dudit système, par exemple, sont autant de problèmes qui trouvent leur cause dans des recherches et formations développées par les institutions universitaires. Les laboratoires, facultés et départements universitaires forment en effet «l'élite» en cause. N'est-ce pas en vertu de savoirs acquis ou développés à l'université, dont d'imposants diplômes rendent compte, que décideurs et personnel de pointe façonnent et modélisent le monde dans lequel nous vivons? Il y a lieu de s'en inquiéter, insiste Hedges dans *L'empire de l'illusion*, car «les universités d'élite ont renoncé à toute autocritique. Elles refusent de remettre en cause un système n'ayant que son maintien pour raison d'être. Dans ces institutions, il n'y a que l'organisation, la technologie, la promotion personnelle et les systèmes d'information qui comptent». L'université est devenue une composante du dispositif industriel, financier et idéologique contemporain, ni plus ni moins. C'est en ce sens qu'elle se réclame de «l'économie du savoir» à laquelle elle se targue de participer. Les entreprises voient alors l'université leur fournir le savoir de pointe et le personnel qu'elles requièrent, et ce, à partir de fonds publics. Pour 500 millions de dollars, l'Energy Biosciences Institute de l'université de Berkeley fournit à la pétrolière British Petroleum (BP) le travail de chercheurs et l'équipement. «British Petroleum pourra donc fermer un de ses centres privés et profiter de laboratoires financés par le secteur public», est amené à conclure Hedges. Aux États-Unis comme au Canada, jusqu'à ce qu'on trouve l'idée excellente en Europe, telle université se laissera baptiser Rockefeller, tel pavillon arborera le nom des Desmarais, telle chaire se présentera sous le sigle de GoldCorp, telle salle de classe perdra son numéro au profit de l'appellation PriceWaterhouseCoopers, telle bourse d'études se fera naturellement connaître par le nom indélébile de son commanditaire Bosch.

L'université a développé un rapport de subordination tel avec les clients qui achètent les cerveaux qu'elle produit en série, que Max Weber eut été incapable de l'imaginer. Lui-même pourtant dénonçait déjà il y a une centaine d'années la «médiocrité» dans laquelle l'université s'enfonçait en subordonnant son organisation aux rapports de séduction de nature commerciale qui y sévissaient. C'était, à l'époque, le contenu des cours qui passait pour de la marchandise, au profit de clients, qui se révélaient être les étudiants. Enseignants et professeurs se compromettaient pour attirer chez eux des étudiants tiraillés par la concurrence entre les institutions. Cela a tellement perverti les rapports avec la recherche que les choix institutionnels, aux yeux de Weber, se sont mis à relever carrément du «hasard». Le chercheur, mû par des passions impérieuses, des intuitions fortes, une imagination souveraine et le sens du travail, ne pouvait alors souhaiter réussir professionnellement que s'il affichait par ailleurs des dons tout autres lui permettant de manœuvrer dans les arcanes institutionnels. En rendant incontournables ces «conditions extérieures du métier de savant», comme Weber les décrit dans la *Vocation/profession du savant* en 1919, l'institution encourageait la médiocrité. «Il serait injuste d'imputer aux petits personnages des facultés ou des ministères la responsabilité d'une situation qui fait qu'un si grand nombre de médiocres jouent incontestablement un rôle considérable dans les universités. Il faut plutôt en chercher la raison dans les lois mêmes de l'action concertée des hommes, surtout dans celle de plusieurs organismes.»

On n'avait encore rien vu. Aujourd'hui, les étudiants ne sont plus ces consommateurs de l'enseignement et des diplômes offerts sur les campus, ils sont passés au rang de produits eux-mêmes. L'université vend ce qu'elle fait d'eux aux entreprises privées et autres institutions qui la financent, ses nouveaux clients, donc. Le recteur de l'Université de Montréal l'a affirmé sur le ton de l'évidence à l'automne 2011: «Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises.» À même ses conseils décisionnels et comités d'influence, l'institution était alors gérée par des administrateurs issus des milieux bancaire (Banque Nationale), pharmaceutique (Jean Coutu), industriel (SCN-Lavalin), gazier (Gaz Métro) ou médiatique (Power Corporation et Transcontinental). L'Université de Montréal reste pourtant largement financée par l'État. Le plan d'affaires de cette maison du savoir s'apparentait soudainement aux visées d'une vulgaire télévision publique, d'aucuns comparant cette déclaration à celle de Patrick Le Lay, PDG de la télévision TF1, qui affirmait en 2004 que sa chaîne vendait «du temps de cerveau humain disponible» à Coca-Cola.

Libero Zuppiroli l'a observé en Suisse. Lorsque l'École polytechnique de Lausanne est devenue la Swiss Institute of Technology Lausanne, il a vu soudainement pousser des disciplines incongrues, au nom de l'innovation, de l'excellence et de la productivité. Elles étaient bien entendu entièrement consacrées aux intérêts du commerce, comme les théories nouvellement enseignées de la neurofinance, un nouveau secteur de la recherche qui a «pour ambition de mieux comprendre les mécanismes du raisonnement qui préludent aux opérations du négoce». Il en témoigne dans son livre de 2010, *La bulle universitaire*.

Les institutions qui évaluent les universités prennent alors en considération des éléments quantitatifs (nombre de publications des professeurs, nombre de diplômés, ratio de placement, etc.), fétichistes (revues scientifiques choisies, thèmes en vogue, appartenance à des réseaux, publications en anglais, etc.) et publicitaires (commandite, partenariats, présence dans les médias, etc.).

Cette «gouvernance» de l'université ne fait pas que tourner à vide, elle corrompt complètement l'institution. Comme l'illustre en 2012 le sociologue québécois Gilles Gagné dans le quotidien *Le Devoir*, «si j'invente un procédé pour faire des tomates carrées et qu'une entreprise qui trouve ça génial me l'achète parce que ça rentre mieux dans son hamburger carré, est-ce que je contribue à la formation générale? Non. Je contribue à la formation du gars qui va aller travailler à faire des hamburgers carrés pour le compte de la compagnie qui a financé sa recherche de tomates».

PERDRE L'ESPRIT

La pensée se fait médiocre lorsque ses chercheurs ne se soucient pas de rendre spirituellement pertinentes les propositions qu'ils élaborent. Un autre penseur allemand du début du xx^e siècle, Georg Simmel, prédisait un destin tragique aux chercheurs persistant dans cette attitude. C'est comme si, dans son embrigadement économique, la pensée traduisait dans sa pratique les tares de sa propre institution. Il lui faut produire coûte que coûte de la connaissance, peu importe l'écho qu'elle a dans le monde. C'est la théorie qui tend elle-même à devenir inflationniste. L'essai *Le concept et la tragédie de la culture* témoigne d'un impératif de production tel que l'esprit n'arrive plus à suivre, à se reconnaître, à se dire. La machine s'emballe et ne produit de valeur que pour satisfaire un productivisme d'appareil qui n'a plus rien à voir avec l'acte singulier de penser. D'abord parce que surabondent les éléments objectifs par lesquels la pensée se médiatise, à savoir les livres, les rapports, les œuvres qui elles-mêmes sont composées de théories, de concepts, de données factuelles. Il y a tant à considérer que l'esprit se découvre encombré dans le chemin qui doit le mener à élaborer à son tour une œuvre. Embourbé dans cette marée de productions scientifiques, il risque à son tour de ne rien faire de mieux que d'ajouter au lot un élément supplémentaire qui viendra à son tour accentuer le phénomène. On s'éloigne alors considérablement du processus de connaître, à savoir découvrir sa conscience et ce dont son esprit est capable dans «le bonheur que toute œuvre, grande ou minime, procure à son créateur». Celui-ci «comporte toujours – outre la libération des tensions internes, la démonstration de la force subjective et le contentement d'avoir rempli une exigence – vraisemblablement quelque satisfaction objective, du simple fait que cette œuvre existe et que l'univers des objets précieux à quelque titre est désormais plus riche de cette pièce-là». Le processus d'inspiration hégélienne que Simmel traduit n'est plus envisageable. Désormais, la cour est pleine, et engorgée la voie vers la réalisation de la pensée. Le productivisme et son processus d'accumulation en ont eu raison. La multiplication galopante des références obstrue l'esprit dans son travail d'assimilation lente et intime. La médiocrité s'installe alors. Tétanisé devant la montagne de références qui le précède et face à l'infinie petitesse de la question qu'on lui propose de creuser, le chercheur perd l'esprit. Il ne semble plus y avoir de sens à accomplir une œuvre supplémentaire dans le corpus de la culture en méditant ce que les anciens ont réalisé avant soi. Apparaissent plutôt en hordes des gratte-papier se satisfaisant de produire à leur tour du savoir en série, sans se soucier du sens profond que pourrait représenter leur démarche. Un philologue patenté, donné en exemple par Simmel, produira ainsi de la connaissance, massivement et sans perspective aucune.

La technique philologique par exemple s'est développée d'un côté jusqu'à atteindre une liberté insurpassable et une perfection méthodologique, mais de l'autre, le nombre des objets dont l'étude représente un intérêt véritable pour la culture intellectuelle ne s'accroît pas à la même cadence, ainsi les efforts de la philologie se muent en micrologie, en pédantisme et en travail sur l'inessentiel – comme une méthode qui tourne à vide, une norme objective continuant de fonctionner sur une voie indépendante qui ne rencontre plus celle de la culture comme accomplissement de la vie. Dans beaucoup de domaines scientifiques s'engendre ainsi ce que l'on peut appeler le savoir superflu [...]. Cette offre immense de forces jouissant également de faveurs de l'économie, toutes bien disposées, souvent même douées, pour la production intellectuelle, a conduit à l'auto-valorisation de *n'importe quel* travail scientifique dont la valeur, précisément, relève souvent d'une simple convention, même d'une conjuration de la caste des savants.

La recherche entre alors dans une phase tragique. Plus les institutions produisent, plus il semble impossible d'assimiler cette production aux fins d'une contribution sensée, et ainsi de suite. La production culturelle quitte alors les gonds subjectifs pour se soumettre aux impératifs autonomes de la recherche institutionnalisée.

DE SAVANTS FAISEURS D'OPINION

Dans cette «économie», il arrive aujourd'hui que l'université ne vende plus de résultats de recherche, mais seulement sa marque, celle qu'elle appose sur des rapports et dont elle détient les droits. Une firme de communication comme Edelman considère la chose acquise lorsqu'elle propose à sa partenaire, la société TransCanada, gestionnaire d'un oléoduc devant traverser le Québec, d'établir un plan de communication destiné à rendre son projet acceptable aux yeux de la population concernée. Les stratèges d'Edelman conseillent alors à TransCanada de financer une université québécoise afin que ses chercheurs qualifient le projet d'inoffensif d'un point de vue écologique. «Une campagne de financement majeure» est censée suffire pour obtenir de tels résultats, lui indiquent-ils, «cela pourrait aider à montrer le sérieux de TransCanada sur ces sujets et donner une meilleure image». Le document a été révélé par Radio-Canada en novembre 2014. Il ne s'est trouvé aucun professeur, gestionnaire ou administrateur pour dénoncer la situation et évoquer le caractère éventuellement fantaisiste de l'hypothèse. Les gestionnaires d'universités ne se sont pas sentis discrédités par ce document rendu public qui les présentait pourtant comme corrompus.

En s'arrimant sans réserve aux grandes entreprises ainsi qu'aux institutions de pouvoir, les institutions de recherche ne se sont pas contentées de vendre du savoir à leurs clientes. Elles se sont aussi faites les partenaires d'entreprises de manipulation. Les universités demeurent une carte maîtresse pour les firmes de lobbyisme, bien que leurs pratiques se révèlent hautement problématiques. C'est à tort qu'on réduit cette activité au seul démarchage auprès d'élus pour les inciter à voter dans un sens ou dans un autre. Ces spécialistes de l'opinion travaillent beaucoup plus largement à générer les conjonctures qui vont contraindre les élus, sans même qu'ils aient nécessairement à les interpeller, à orienter leurs choix dans un sens ou dans un autre. Pour travailler le réel lui-même, les lobbyistes cherchent à fabriquer un climat favorable à leurs intérêts, par

exemple en mobilisant publiquement les «experts» que l'industrie finance. C'est un spectacle. Éric Eugène, lui-même lobbyiste de carrière, explique dans son livre témoignage de 2002 *Le Lobbying est-il une imposture?* que son métier consiste en mille moyens pour parvenir à une fin, se payer une décision de la part d'institutions autorisées, parmi lesquelles se trouvent la corruption, l'intimidation, la manipulation ou les enquêtes. Il est aisé, à son sens, de repérer un savant qui participe de ce manège. «D'où vient l'expert, quel est son plan de carrière? Travaille-t-il dans le secteur public et dans ce cas compte-t-il y terminer sa carrière ou envisage-t-il de rejoindre le privé? Qui finance le laboratoire (public ou non) dans lequel il travaille? Il est clair que l'expert n'est pas indépendant et que ses travaux sont forcément orientés par les modes de financement», écrit-il, repentant, dans son ouvrage.

En ce qui concerne l'enjeu du pipeline au Québec, Edelman a proposé à TransCanada de suivre en détective la trace des écologistes opposés à son projet, éventuellement de les discréditer au vu d'informations de nature financière ou judiciaire qu'elle découvrirait sur leur compte, tout en l'invitant à organiser de toutes pièces des manifestations populaires propétrole dont elle financerait directement les «militants». Elle a aussi avancé l'idée de rétribuer une horde d'internautes chargés d'investir les médias sociaux pour que son message y soit relayé. Des figures politiques soutenant le projet, comme Pierre Marc Johnson, Lucien Bouchard ou Monique Jérôme-Forget, auraient été également mises à contribution si le plan en question n'avait pas été éventé dans les médias. C'est dans un tel agencement que les universitaires devaient, comme si souvent, entrer en scène. Il leur suffit de jouer le jeu sans s'enquérir de l'entreprise générale à laquelle ils participent pour que les apparences restent sauvées.

C'EST TERNE: C'EST SCIENTIFIQUE

La présomption des gestionnaires du savoir est toujours la même: jouer à celui qui domine la langue, faire comme si on maniait à sa guise les signaux auxquels on la réduit pour chercher par eux à persuader ses pairs de canaliser l'argent vers soi. On retirera de son formulaire tel mot qui est passé de mode, mais on misera sur telle référence qui est sur toutes les lèvres, bien qu'on ne la connaisse guère, puis on exécutera tout un slalom lexical dans la case au nombre de termes contingenté pour contenir pêle-mêle le chaud et le froid, l'ange et le démon, la vénalité et l'éthique, le consensus et la révolution. Enfin, la crânerie s'observera dans la promesse d'une tout autre attitude le jour ou on aura enfin constitué le proverbial trésor. *Je ne crois pas un mot du baratin de ma demande de subvention, mais qu'on me donne l'argent et on verra de quel bois je me chauffe...* Comme si on était plus fort que les mots avec lesquels on a pactisé, comme si on détenait le langage et non l'inverse. Qu'est-ce qu'on n'a pas lu Blanchot, qu'est-ce qu'on est passé outre Derrida, qu'est-ce qu'on méconnaît Lacan, qu'est-ce qu'on bafoue Kristeva! Sitôt récompensés pour leur couardise par les institutions de pouvoir, voici ces mercenaires du verbe devenir rêches et stériles, oublieux des concepts critiques dont ils se sont détournés, liés à leurs partenaires commerciaux comme à des bouées et déjà chargés de renvoyer l'ascenseur à leurs pairs en usant des mêmes idéologèmes dans leurs intitulés communs.

L'université travaille depuis de nombreuses décennies à se rendre manipulable par quiconque souhaite la financer, si ce n'est même en partie depuis sa fondation moderne. Le livre *Médiocrité et*

folie de l'écrivain Hans Magnus Enzensberger rappelle la lointaine filiation du problème:

Le but que poursuivait l'alphabétisation de la population n'avait rien à voir avec la propagation des Lumières. Ses champions, les amis des hommes et les prêtres de la culture n'étaient que les hommes de main de l'industrie capitaliste, qui exigeait de l'État qu'il mît à sa disposition une main-d'œuvre qualifiée. [...] D'une tout autre nature, le progrès dont il était question consistait à domestiquer les analphabètes, ces «membres de la plus basse classe», à exorciser leur imagination et leur entêtement, pour exploiter désormais non plus seulement leur force musculaire et leur adresse, mais aussi leurs cerveaux.

L'habitus universitaire consiste à se laisser dominer. Ses professionnels étant en pleine déroute, seul l'argent semble donner de la consistance à leurs pratiques. La façon dont elle conçoit sa propre langue dans le travail de recherche découle de cette capitulation. Une règle implicite prévaut dans l'écriture universitaire – et on ne tarde pas à l'explicitier dès lors que quelqu'un y déroge –, à savoir qu'est digne de science une prose dont le ton est neutre, posé et calibré. Terne, si possible. Du point de vue du style, un propos affichant des prétentions au savoir doit osciller autour de l'axe du juste milieu. Si ce n'est pas le cas, un malaise s'installe. Un distingué professeur appréhendera une proposition dès lors qu'elle se trouve présentée autrement qu'en fonction des exigences de la pensée objective. Si l'art et la manière lui semblent impropres aux exigences du milieu, mais qu'il en reconnaît la pertinence, il se contentera éventuellement de la reprendre, mais sans s'y référer nommément. Car le ton est capital.

Le ton a d'abord à voir avec le choix des mots. Il sera préférable de recourir à des concepts d'apparence savante pour désigner une chose, ne serait-ce que pour suggérer qu'on n'inscrit pas *in situ* la pensée que l'on développe. Ne pas parler d'«argent», par exemple, mais seulement évoquer la «monnaie». Aussi, user de termes qui ne sont pas susceptibles d'être chargés d'émotion dans l'histoire: éviter ainsi de parler de «révoltes politiques», mais dire: la «résilience». Ne pas traiter des «classes», mais des «catégories» sociales. On a même déjà fait les fines bouches devant l'expression «justice fiscale», «trop politique».

Ensuite, ne pas accabler de termes crus des acteurs sociaux en vue, surtout s'ils sont puissants, par exemple des multinationales. On pourrait y lire une forme de ressentiment qui contredit l'appel à la neutralité axiologique, comprise selon une lecture étroite du sociologue Max Weber. Pour éviter de susciter d'aussi désagréables impressions, il vaut mieux éviter tout le lexique du droit pénal en faisant comme s'il était l'apanage des seuls juristes – le cas échéant évoquer des «actes douteux» et de la «mal gouvernance» plutôt que des «crimes» et des actes de «pillage». On accolera des termes issus du droit criminel exclusivement à des agissements qualifiés ainsi par des tribunaux – on pourra alors juger ouvertement «criminel» le comportement d'un Bernard Madoff, par exemple. On fera comme si toutes les disciplines scientifiques devaient se laisser subordonner à celle, régionale et fort partielle, du droit. On fera fi alors de la leçon du sociologue Émile Durkheim selon laquelle ce qui ressort du crime relève de tous les champs de la pensée et de la culture.

Puis, au ton normatif s'ajoute la référence à des concepts déjà éprouvés: s'en tenir aux notions de sécurité d'État ou de contrat social telles qu'arrêtées par la tradition, plutôt que de reprendre à son compte les considérations sulfureuses de penseurs comme Louise Michel ou Herbert Marcuse. Donc, penser les problèmes par rapport à ce que le monde devrait être préférablement (privilegier ainsi les

notions plutôt abstraites de normes, de justice et d'éthique communicationnelle), plutôt que jeter les bases d'une réflexion conceptuelle et circonstanciée sur ce qu'il devient (oligarchie, ploutocratie ou totalitarisme financier). Il est aussi pris comme un gage de modération que de fabriquer des substantifs à partir de participes présents, tels que la «migrance», la «consultance», la «survivance», la «militance» et la «gouvernance». Ce temps de verbe est passif et il renvoie par conséquent à un état de fait sans histoire – une fois ramené à un nom, il traite des choses sur un mode désincarné. Se vanter de «ne pas donner de nom» d'acteurs impliqués dans de sulfureuses affaires et présenter cette rétention d'information comme un gage de «scientificité». On comprend ainsi pourquoi, en cinquante ans, l'institution universitaire canadienne n'a produit aucune thèse sur le rôle de l'empire Desmarais auprès de nos institutions publiques – sujet d'importance s'il en est –, mais une foison de propositions sur les normes abstraites à définir dans notre monde.

Le ton n'est pas seulement affaire de lexique. Il touche au rythme également. Le mode d'écriture opératoire aujourd'hui en sciences relève d'une structure lexicale applicable en toutes circonstances. À ce mode s'oppose la «modulation» dont parle Gilles Deleuze dans *Deux régimes de fou*, en référence à Friedrich Nietzsche (qu'aucun universitaire ne voudrait éditer s'il était notre contemporain): «elle trace une ligne toujours bifurcante et brisée, rythmique», comme pour intégrer dans la pensée les contingences de l'histoire, les vicissitudes sociales et autres impondérables dans lesquels les sujets restent en dernière instance les penseurs du monde. Le ton, sitôt qu'on en assume la singularité, qu'on l'adapte à l'objet et lui reconnaît son potentiel imaginaire, redéfinit le moule dans lequel on coule la pensée. Ce mode, ce moule, il s'agit également de les concevoir, sitôt qu'on en fait une chose plastique qui relève du travail d'écriture, comme le dispositif qui travaille à la fois la forme et la teneur mêmes d'un propos. Deleuze s'en remet cette fois à Georges Buffon – biologiste, mais aussi auteur d'un célèbre traité sur le style –, à cette analogie qu'il établit entre l'allure d'un texte et la morphologie d'un animal, en forgeant l'expression du «moule intérieur». La forme témoigne de ce dont un corps ou un texte est capable.

Les institutions de recherche se confinent plutôt à un ton et à un univers policés. Mille et un détails stylistiques déterminent dans ce milieu superficiel l'acceptation ou le refus d'une théorie: la tenue vestimentaire, la façon de se tenir, le regard, les modulations de la voix, le débit, la pondération de l'intensité, l'agencement type des idées, le choix des références retenues, éventuellement l'accent du chercheur, sa provenance, son sexe et son âge. Surtout dans les dossiers de subvention et de candidature. Cet agencement étrié de la forme contient la proposition au sens névrotique, on s'assure qu'un certain *contenu* reste tu à jamais.

Qui motive le développement de telles mœurs et qui ce ton obligé favorise-t-il? Il n'est pas étonnant qu'un des principaux sociologues américains à s'être posé la question soit aussi un des plus grands stylistes de sa discipline. Charles Wright Mills décrit dans *Les cols blancs* «un sentiment vague de crainte généralisée – parfois baptisé discernement ou sagesse –, une sorte d'auto-inhibition dont l'universitaire finit par n'avoir plus conscience». C'est un effet de la bureaucratisation de la profession de savant. Un «code de la bienséance universitaire» exerce une forme de «manipulation» sur «la personnalité du rebelle». Le ton prescrit empêche les professeurs qui l'adoptent de s'éloigner trop des balises que fixe l'idéologie dominante. Il est celui aujourd'hui du professeur-entrepreneur, développant sa clientèle auprès des entreprises privées et d'autres puissances requérant des résultats

de recherches, des témoignages d'experts et autres «symboles». Chris Hedges présente les choses encore plus crûment: «Ces terminologies, par lesquelles “les spécialistes” se démarquent en tant qu'élite, nuisent à l'acquisition d'une vision globale, dissuadent les néophytes de poser des questions embarrassantes, font obstacle à la recherche du bien commun, fragmentent les disciplines, divisent le corps professoral, les étudiants et les chercheurs et incitent les universitaires à s'enfermer dans leur tour d'ivoire en négligeant les questions morales, politiques et culturelles les plus pressantes.»

UNE ÉCRITURE EN PERDITION

Si encore ce ton normatif donnait lieu à une langue qui se tient. Au contraire, l'écriture universitaire avilit les étudiants qui s'y astreignent pendant toute leur formation, tellement qu'ils doivent réapprendre à écrire sitôt qu'ils ont quitté les bancs de la faculté.

Pour Kristen R. Ghodsee, professeure en études féminines au Bowdoin College dans le Maine aux États-Unis, les universitaires posent en responsables de la production d'écrits parmi «les plus impénétrables de la langue anglaise». Elle ajoute dans un texte défouloir jeté en ligne («Ethnographers as Writers: A Light-Hearted Introduction to Academese», 4 janvier 2015): «Si les modes en matière de rhétorique sont passagères, le penchant pour l'opacité n'en est pas moins devenu une caractéristique essentielle des travaux d'érudition contemporains. [...] La langue universitaire est un code secret que certains chercheurs utilisent pour montrer qu'ils font partie du club. Grâce à elle, personne ne peut vraiment dire si leurs idées sont brillantes, mauvaises ou simplement médiocres.» Ghodsee a une dent contre les artifices – ceux qui consistent soudainement à ne plus recourir au suffixe «-isme» réservé aux esprits passéistes pour lui préférer «-ation», signe d'on ne sait quelle distinction –, contre la déclinaison inflationniste de termes empruntant aux suffixes de l'heure – l'étude des oppressions sociales et politiques devenant celle de l'«oppressivité», ou l'étude des réformes scolaires celle de l'«éducativité» – ou encore contre les préfixes à la mode – l'«inter-éducativité» s'ajoutant à tous les termes qui ont pour amorce «bio-», «cyber-», «néo-», «hétéro-», «homo-», «post-» ou encore «techno-». «N'ayez aucune inquiétude si vous n'êtes pas tout à fait sûr de la signification de ces termes, rassure-t-elle. Avec la combinaison juste de préfixes et de suffixes, on arrive le plus souvent à quelque chose qui apparaît convenable, si ce n'est profond.» On peut ajouter à ces tics la pluralisation des concepts – un professeur posera fièrement en subversif après avoir écrit «résurgences» avec un s – donnant un semblant de complexité à des termes dont on comprend pourtant par définition qu'ils traitent de nombreuses situations.

La glose universitaire est «pourrie». L'auteur de cette parole désabusée mais franche est lui-même professeur en psychologie à Harvard. Steven Pinker, dans un article publié en 2014 dans *The Chronicle of Higher Education* et intitulé froidement «Why Academics Stink at Writing» («Pourquoi les universitaires sont-ils pourris en écriture»), recense dans les textes universitaires nombre de travers qui les rendent irrecevables pour tout éditeur ne se complaisant pas dans le milieu, tel que le métadiscours (ponctuer lourdement son texte de mentions telles que «dans le paragraphe précédent, nous avons tenté de démontrer cela, dans celui-ci, nous allons maintenant aborder la question de ceci», etc.); la mise en contexte professionnelle empreinte de vanité (raconter tout ce qu'on a eu à lire pour en arriver à une proposition pourtant simple qu'on met moult paragraphes à tenter d'énoncer);

la mise en valeur outrancière du défi que représente la question que soulève un article (l'abîme que représente la pensée de l'apprentissage chez l'enfant); l'usage entre guillemets de mots courants (écrire alors l'«apprentissage» et l'«enfant»); la fausse nuance («pour ainsi dire», «en quelque sorte», «d'une certaine façon», «une espèce de», «partiellement», «on pourrait dire que», etc.) pour marquer une distance subjective par rapport à un propos qu'on n'ose jamais tout à fait soutenir; la métaconceptualisation (comme dans «adopter l'approche d'une application de la loi» plutôt qu'«appeler la police», ou s'«en référer à un modèle antipréjugés» plutôt que «dénoncer les préjugés»), faisant de la moindre activité, de la moindre réalité, les égales d'un concept. Pinker mentionne enfin l'incapacité à guider son lecteur en présentant un argument étape par étape.

Le professeur critique de ses pairs cherche également à dépasser l'idée reçue voulant que tout discours scientifique soit affaire opaque d'initiés. Il récuse tout autant le traditionnel procès d'intention, à savoir que les scientifiques cherchent délibérément à opacifier leur discours de façon à n'être compris de personne. Si le soupçon est bien sûr fondé dans certains cas, pour Pinker, d'autres considérations l'emportent. Notamment l'enfermement des scientifiques dans l'économie institutionnelle et le sacro-saint contrôle du travail scientifique par les pairs, qui induit une forme d'écriture ne relevant pas de la communication ou de l'échange, mais d'une «représentation de soi» conforme aux standards du milieu. Nous pourrions ajouter en contrepartie l'indifférence, voire le mépris, entretenus par la corporation envers le public, qui finance pourtant largement ses activités. Les articles sont souvent strictement écrits, édités, imprimés et distribués (essentiellement auprès de ceux qui y ont collaboré) pour permettre à leur auteur d'ajouter une ligne à son CV. À la longue, plus personne ne se soucie de l'adresse, autant au sens de l'agilité dans l'écriture que du souci pour des destinataires réels ou escomptés. Il en découle une impossibilité d'imaginer comment pense quiconque ne baigne pas dans les champs de connaissances qui sont les siens. Cela est tout à fait régressif: «Un enfant de trois ans qui voit qu'un jouet a été caché tandis qu'un deuxième enfant a quitté la salle suppose que ce second enfant saura, à son retour, quel est le nouvel emplacement dudit jouet», écrit Pinker en guise d'illustration pour affirmer que maints scientifiques, infantilisés, n'arrivent pas à imaginer un état de conscience distinct du leur.

En réalité, écrire de manière nette est une chose bien plus difficile à accomplir qu'écrire de façon opaque. «Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément», pourrait rappeler Pinker. Mais plutôt que de citer Nicolas Boileau, il souligne à la négative qu'au moment où «Calvin expliquait à Hobbes: “avec un peu de pratique, l'écriture peut être un brouillard intimidant et impénétrable”, il a considéré les choses à l'envers. L'écriture est d'abord embrouillée et c'est à force d'entraînement qu'on en arrive à la clarté». À force de négliger l'écriture, qui est pourtant indissociable de la pensée elle-même, les universitaires finissent par méconnaître leur propre métier, et même par mépriser le genre de l'essai pour la simple raison qu'il regroupe des ouvrages démocratiques voués à faire avancer la pensée autant chez l'initié que chez le profane.

Il n'est pas étonnant, dans un tel contexte, que les professeurs s'affairent maintenant à «écrire» des diaporamas informatiques plutôt que des livres. Qu'attendre d'autre de la part de gens qui ont désormais besoin de mille béquilles informatiques pour avancer? Comme le signale Franck Frommer dans son livre *La pensée PowerPoint*, qui s'annonce dans son sous-titre comme une *Enquête sur ce logiciel qui rend stupide*, les diapositives informatiques n'accompagnent pas

seulement les pratiques de communication, mais elles les transforment. Elles les rendent impotentes. Dès lors qu'on s'en remet à cette prothèse, on est pratiquement contraint de procéder à un enseignement par listes de clichés qui n'excèdent pas les mots d'ordre idéologiques, de points établis sur le mode de pois qui hiérarchisent brutalement des idées ainsi réduites à de simplistes slogans, quand il ne s'agit pas d'illustrations prêtant strictement à l'anecdote. C'est finalement la phrase elle-même qui tend à disparaître de l'université, avec les composantes logiques, les mises en relation fines, les paradoxes et les nuances qu'elle permet. Le schématisme des présentations encouragées par ce logiciel plonge la pensée dans un imbroglio de codes opaques. Que signifient vraiment, par exemple, les cases dans lesquelles on situe grossièrement des catégories entières d'acteurs, et les flèches d'un organigramme qui sont censées témoigner de logiques institutionnelles? Il suffit de voir en plein colloque la panique qui s'empare des universitaires qui en sont dépendants pour constater à quel point ce logiciel prive la pensée de toute autonomie.

DES INTELLECTUELS PETITS

En 1951 déjà, le professeur de lettres canadien Marshall McLuhan voyait en Clark Kent un symbole de l'universitaire du xx^e siècle. Le double civil de Superman est le véritable héros de la fable, conçue à l'origine, faut-il le souligner, par deux adolescents. Ce journaliste maladroit donne ses traits à l'intellectuel niais et empoté de son époque. Se considérant lui-même comme un «moins que rien», on le reconnaît aujourd'hui réduit à des fantasmes de grandeur sur les thèmes de l'excellence et du prestige. Que ce soit sous le jour de ce pitoyable citoyen ou sous celui du héros en cape bravant toutes les adversités, l'engouement pour le personnage en Amérique renvoie à une perte absolue de rapport à la pensée structurée. Pour l'auteur de *Comprendre les médias*, mais aussi d'essais que l'éditeur français Ère a récemment fait paraître, Superman marque la démission de la pensée. Sous son aspect héroïque, il en rend compte par son caractère unilatéral, sa réduction de la justice à une simple affaire de force et sa prétention à détenir sans instruction ni expérience une «intelligence parfaite de toutes les choses». L'impatience dont il témoigne «face aux processus laborieux de la vie civilisée» et son penchant prononcé pour les «solutions violentes» sont tout aussi symptomatiques de sa vanité. Sous son aspect de civil raté, il reflète «la défaite psychologique de l'homme technologique».

C'est une époque, signale McLuhan, où les institutions de recherche et d'enseignement perdent tout respect d'elles-mêmes. En participant à «un enseignement technologique et spécialisé» d'abord motivé par l'économie de guerre, ensuite par un ordre industriel programmant l'obsolescence des biens de consommation en vue de leur renouvellement continu, la vie intellectuelle se voit en déroute. «Production utilitaire? Oui. Mais pour l'usage le plus bref possible, compatible avec l'exploitation du marché et l'accroissement pyramidal des profits.» Le travail de recherche en ressort si désinvesti moralement que tout ce qui finit par importer pour les scientifiques eux-mêmes tient à l'envergure de leur fonds de recherche, leur labo, leur institution. Leur vie professionnelle, ne parlons plus de vocation, se réduit à peu de choses, à l'instar de Clark Kent. Or, relève McLuhan, «plus l'homme est petit et misérable, plus il éprouve une forte envie de posséder des pouvoirs surhumains». Pour lui, «la clé de compréhension de Superman réside en la personne de l'inutile Clark Kent».

Si le citoyen, le penseur, le savant ne trouvent pas de raison de s'estimer davantage que le rouage d'une vaste machine, la vaste machine, elle, acquiert des allures héroïques du fait de la récupération à son compte de toute la force de travail qui est ainsi mise à sa disposition. «La grande puissance physique et industrielle» sait soumettre à son autorité des universitaires pour qu'ils deviennent ses employés et travaillent à son profit. «Ceux qui se soumettent à la formation [universitaire] seulement parce qu'elle les liera plus efficacement au grand mécanisme économique et bureaucratique utilisent leurs meilleures années et leurs facultés comme moyen d'auto-asservissement. Ils saisissent des opportunités pour obtenir plus de moyens économiques et se conformer aux autres.» Les chercheurs qui se sont contenus eux-mêmes dans les paramètres du «pragmatisme» se condamnent à la petitesse. La grande industrie, l'armée nationale, la bureaucratie d'État ou les institutions financières d'envergure planétaire apparaissent alors à leurs yeux comme des surpuissances qui les subordonnent, eux, «une multitude d'individus impuissants, beaucoup d'entre eux nourrissant une profonde amertume vis-à-vis de leur condition».

Superman est à l'image de ce héros construit à partir des compétences des universitaires, mais rendant, tel un Léviathan des temps individualistes, ces derniers petits et méprisables. Il n'est donc pas étonnant que ce soit des diplômés d'universités qui, dans l'histoire, aient œuvré à rendre saillant et vraisemblable cet obscur objet de désir. Ils ont mis leur expertise et leur savoir-faire au service de productions esthétiques rendant toujours plus fascinant cet emblème des souffrances refoulées de l'époque. Après que les maisons de production capitalistes ont fait passer le personnage de la bande dessinée à l'épopée radiophonique, jusqu'au dessin animé, puis aux piteux montages télévisuels, c'est au cinéma que la science s'est essayée à de premiers effets rudimentaires, pour aboutir enfin aux prouesses infographiques qui ont fait fureur au XXI^e siècle. Leurs connaissances techniques ont contribué à rendre toujours plus «vraie» l'esthétique en jeu, comme s'il s'agissait de passer de la représentation à la présentation, de la narration à l'hallucination. En 1978, déjà, la bande-annonce d'une des versions célèbres du héros insistait sur les avancées médiologiques («*the awesome technology of film*») rendant ce personnage soudainement *vraisemblable*. Les discours de 2013 sont similaires. Ils tournent en dérision les recours d'antan à la pneumatique et aux superpositions d'images pour insister sur les prouesses techniques qui, cette fois, donnent au personnage un effet de réel inégalé. Les exploits techniques sont soudainement à l'image du héros lui-même.

À l'apport de ces techniciens de l'image s'ajoute celui de psychologues et de neurologues chargés de suivre le résultat global qu'exercent les intrigues sur les spectateurs. Il faut savoir altérer la fable de façon à ce qu'elle continue de bercer le public dans l'illusion, eu égard aux enjeux politiques et au climat psychologique de l'époque. Faut-il le rendre sensible ou dur, faillible ou invincible, résilient ou colérique? Des scientifiques travaillent alors à partir de groupes cibles, de sondages, d'analyses et de théories pour reprendre convenablement la description et la confection des personnages. La journaliste Marie Bénéilde a démontré rigoureusement dans son essai *On achète bien les cerveaux* combien fondamentale a été la recherche universitaire en psychologie, en neurologie et en sémiologie, pour ne rien dire de l'informatique, du génie, du marketing et de la gestion d'entreprise, pour amadouer et manipuler les cerveaux. Cela n'a jamais été aussi vrai. Dans la neuro-esthétique, en particulier la neurocinématique développée par le psychologue Uri Hasson de l'université Princeton, ce ne sont plus sur ces vétustés aux prétentions cathartiques que sont «la terreur et la pitié» que se

fondent les termes de l'intrigue pour susciter l'identification des spectateurs, mais sur une analyse aigüe du cortex préfrontal médian – le point du cerveau qui s'anime au moment où le sujet se dit «c'est exactement moi!» à la vue de scènes et propositions pourtant très diverses. Les *focus groups* ne se résument donc plus à des sondages s'intéressant au *j'aime* ou *j'aime pas* de spectateurs triés sur le volet, ils consistent plutôt en des études de leurs réactions cérébrales, appuyées sur l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle. Et la plupart de ces études sont loin d'être désintéressées: on cherche comment disposer favorablement lesdits cerveaux à l'accueil des figures d'une œuvre, souvent empreintes d'idéologie, pour qu'ils les adoptent. Plus spécifiquement, des techniciens formés à l'université contribuent à élaborer la figure d'un héros qui rachète emblématiquement des institutions privant leur propre pratique de nobles desseins. Les firmes de Hollywood se révèlent ainsi d'importantes bénéficiaires du travail de recherche.

«JOUER LE JEU»

On éprouve une réelle tristesse à la lecture de ces témoignages nombreux et sévères sur l'inanité de la production scientifique, sur l'autocensure qui la conduit et les abus de tous ordres qui s'observent dans les campus. Et en prenant connaissance des différents rapports, livres et textes qui paraissent aujourd'hui sur son cas, on ne peut qu'anticiper l'absence de protestation de l'institution visée. Le diagnostic d'une vaste transformation perverse de l'université est si juste qu'il s'observe jusque dans l'incapacité de l'institution à répondre à ses détracteurs, parmi lesquels quelques professeurs courageux en son sein.

Le caractère inique des rapports au sein de l'institution est spectaculaire au point qu'Alexandre Afonso, un enseignant au département d'économie politique au King's College de Londres ayant étudié les structures du narcotrafic, compare sans détour les logiques organisationnelles de l'université à celles des bandes mafieuses. Son article intitulé «How Academia Resembles a Drug Gang» («Comment l'université fait penser au narcotrafic en bande organisée»), publié en 2013 sur le site internet de la London School of Economics and Political Science, établit un lien entre la disproportion des revenus dans les réseaux du narcotrafic – les vendeurs de rue gagnent souvent un «salaire» de misère tandis que les caïds raflent presque toute la mise – et les modes de rétribution qui prévalent dans l'institution universitaire. Pourquoi, s'est demandé le sociologue, est-ce que des petits dealers acceptent de travailler à un taux parfois inférieur au salaire minimum? Parce que, comme à l'université, répond-il, «la perspective de la richesse future, bien plus que leur revenu effectif et que leurs conditions de travail, est le principal moteur qui incite les gens à rester dans l'entreprise: les revendeurs de drogue de bas étage renoncent à un revenu actuel pour une (incertaine) richesse future. [...] Ils sont prêts "à devenir riches ou à mourir en essayant"».

Cet espoir suffit à générer le nombre de prétendants requis pour assurer une relève permanente. À l'instar des barons de la drogue, les directions universitaires, titulaires de chaires et membres de la corporation professorale ne sentent nullement le besoin de mieux distribuer la manne dont ils bénéficient. Parlant de «dualisation», l'auteur compare le système à une forteresse: ceux qui se sont introduits à l'intérieur des structures jouissent de tous les avantages, laissant seulement aux autres l'espoir de les y joindre. Quitte à gagner 900 dollars par mois en attendant, soit le montant touché par

les petits trafiquants de drogue... tout comme bien des chercheurs laissés sur la touche. Les chercheurs au statut précaire, exclus, cumulent les petits contrats entre d'angoissants passages à vide, et ce, au moment crucial de leur vie où ils pourraient plutôt souhaiter poursuivre leurs recherches et élever des enfants.

Au Québec, pour Marie-Ève Maillé, docteure en communication, les doctorants se trouvent instrumentalisés par des professeurs qui ne savent plus auprès de qui sous-traiter au rabais leur surcroît de travail.

Les professeurs d'université, dont on exige toujours plus comme s'ils n'en faisaient pas déjà trop, ont besoin des doctorants pour rédiger la plus grande partie des fameux articles scientifiques qu'on leur réclame chaque année, comme si les connaissances se produisaient au même rythme que la saucisse bon marché. Les professeurs ont besoin des doctorants pour enseigner une bonne proportion des cours qu'ils ne peuvent plus donner, trop occupés qu'ils sont à courir les assemblées départementales, les comités facultaires et autres réunions qui encombrant leur agenda. Les professeurs ont besoin des doctorants pour rédiger de longs segments de leurs perpétuelles demandes de subvention, comme des joueurs compulsifs devant la machine à sous; aussitôt les fonds encaissés, la chasse à la prochaine subvention est ouverte au point de se demander quand ils trouvent le temps de dépenser tout cet argent.

Pour éviter de sombrer dans le ressentiment dans lequel l'institution tend à plonger ses doctorants, Tiphaine Rivière, après l'échec de sa thèse, a mis en évidence les abus qui y sont légion dans une bande dessinée caustique, *Carnets de thèse*. Y passent les luttes intestines de professeurs utilisant leurs étudiants comme sauf-conduits, les faux-fuyants rhétoriques tenant lieu de relations intellectuelles avec les professeurs, les cours mineurs à donner bénévolement et le travail administratif effectué à rabais. Il s'ensuit force ruptures sentimentales, de l'isolement, beaucoup d'égotisme et de nombreuses dépressions.

Certes, le nombre croissant de docteurs et docteures dans les États occidentaux explique que plusieurs soient au chômage. Mais ce sont également les conditions objectives du travail qui ont changé au fil des ans. En Allemagne, relate Afonso, rares sont les programmes et structures qui permettent aux chercheurs fraîchement titulaires d'un doctorat de travailler. Aux États-Unis, «plus de 40 % du personnel enseignant dans les universités travaille aujourd'hui à temps partiel sans mandat ou est payé au cours donné, sans assurance maladie ou tout autre avantage lié à une relation d'emploi standard». Au Canada, on trouve trois fois plus de docteurs que de postes permanents de professeurs à combler à l'université. De source gouvernementale, en France, le taux de chômage se révèle bien plus marqué chez les titulaires de doctorats que les détenteurs d'un «master», et parmi ceux qui trouvent du travail, 32 % occupent des postes qui ne sollicitent pas leur compétence en recherche, selon Mohamed Harfi du bureau du premier ministre en France (*Les difficultés d'insertion professionnelle des docteurs*, 2013). L'accent mis aujourd'hui sur la recherche de subventions et les publications de prestige amène tendanciellement les directions d'institutions et leur corps professoral à minimiser la valeur de l'enseignement et à en réserver les tâches à un personnel sous-payé.

Donc, à sa série d'analogies entre l'université et la mafia, Alexandre Afonso aurait pu ajouter la rhétorique du «jeu» qui prévaut dans les deux milieux. En miroir du proverbial «il faut jouer le jeu» du monde universitaire apparaît une référence quasi mythique à «*the game*» dans le monde interlope.

La fiction sociologique sur le trafic de drogue et sa répression que se veut la série télévisée *The Wire* pourrait être conçue comme une étude du sens inépuisable autant que problématique de l'organisation des choses sur le mode du *jeu*. Autant dans le cercle rigoureusement hiérarchisé des trafiquants que dans celui des institutions formelles (politiques, policières, médiatiques ou universitaires), le règne du jeu impose sa loi aveugle et ses intuitions lâches. Penser de la sorte les rapports au monde consiste en une démission de l'esprit. Car «jouer le jeu» signifie trop de choses, souvent contradictoires, pour qu'on puisse échapper à l'arbitraire du strict rapport de forces et au maquignonnage le plus navrant. Et pourtant, l'expression *jouer le jeu* fait complètement écran: constituée de trois mots, dont deux partagent la même racine, elle donne aux choses une allure inoffensive, ludique et même enfantine. Le jeu serait d'abord un ensemble de règles non écrites et de procédures usuelles quoique informelles auxquelles on doit bien se prêter dans un milieu si on compte arriver à ses fins. Le tout passe par la participation à certains rituels qui ne sont pas obligatoires (se montrer à telle soirée, contribuer ostensiblement au financement de telle association caritative, féliciter tel collègue pour son excellent article qu'on n'a pas lu) et marque un rapport de loyauté à un corps, à un réseau, à un tout. Mais le revers de ces mondanités est violent. On tue, symboliquement ou par balles réelles, pour punir un manque d'allégeance au réseau. Une autorité impitoyable veille au respect des règles non écrites. Et parce que ces règles sont floues, le jeu lui-même le reste; il y a du jeu dans l'établissement même des règles du jeu, et le jeu consiste finalement moins en un ensemble de règles qu'en un rapport de force déchaîné entre des acteurs qui tentent d'imposer leurs règles aux autres. C'est un double jeu. Il prend alors les allures d'un sport ou d'une guerre, larvée, dont le cadre ne prévoit rien de clair. Et dans ce jeu fondamentalement sans règles, tout devient permis. Déjà, on sait que «jouer le jeu» et prendre part à *the game* signifie qu'on s'éloigne du champ formel, qu'on triche peut-être, si on n'est pas carrément dans l'immoralité la plus crasse, voire dans la violence ouverte et dans le crime. Il est prévu qu'on s'y fasse prendre. Loin d'y mettre fin, perdre au jeu fait partie du jeu. C'est la case *Go to jail* – la prison ou la précarisation comptant platement au titre des possibilités. Tout comme on peut mordre la poussière en tentant d'obtenir un poste ou un fonds qui nous revient légitimement du fait de combines qui nous ont été fatales. *It's the game yo*. Le jeu comprend des règles par degrés, allant de la stricte convention à la franche hostilité, il signifie pour les uns un ensemble de conventions liées à la loyauté, sinon un ensemble de sanctions conséquentes à des manquements, quand il ne s'agit pas d'éviction aléatoire lorsqu'on se fait faucher par un ordre antagonique imposant au jeu lui-même ses nouvelles règles. Il signifie aussi plus crûment la pure autorité qui se déchaîne dans un ordre compétitif que le capitalisme traduit aussi résolument que le pouvoir de mafias. Ces pouvoirs cultivent certes des régimes de lois et des codes d'honneur, mais aux fins de la mystification.

En réalité, «jouer» au sens de se conformer aux règles est l'apanage des gens faibles. Pour ceux qui voient grand, «le jeu» consiste à surplomber la conjoncture pour la subordonner en en fixant arbitrairement les règles: «*to stay ahead in the game by asserting interpretive authority over it*», écrit le professeur de lettres Paul Allen Anderson de l'université du Michigan, dans un article sur *The Wire*. Ultimement, pour ceux qui le dominent, le jeu porte sur une compétition farouche afin de déterminer, dans un rapport de force dont les moyens sont absolument arbitraires, qui va faire jouer le jeu aux autres, qui va fonder un rapport de force semi-institué sur un territoire ou dans un champ d'influence où on a imposé sa loi non écrite. Varlam Chalamov, qui s'y connaît, rappelle qu'on ne s'improvise

pas maître du jeu; c'est difficilement qu'on le devient. Il précise, dans ses *Essais sur le monde du crime*, qu'«il ne suffit pas de voler, encore faut-il appartenir à cet ordre [des truands héréditaires], et ce n'est pas seulement une affaire de vols et de meurtres. Un "casseur", un assassin, n'occupe pas une place parmi eux uniquement parce qu'il est un voleur et un assassin. Ils ont leur gardien attiré de la pureté des mœurs. Et les secrets particulièrement importants concernent l'élaboration des lois générales du milieu (qui changent, comme la vie)». Le jeu, cet euphémisme, ne renvoie à rien de moins qu'à un autre ordre politique, mal structuré, indicible même chez ceux qui l'instaurent bon an mal an, arbitraire, imprévisible et, bien entendu, résolument antidémocratique. La démocratie consisterait à pouvoir communément délibérer sur les règles, leur bien-fondé, leur rigueur... Le maître truand, notre modèle, se positionne dans un premier temps par rapport à un système législatif psychotique, le sien seul, celui des rapports de force qu'il est à même d'établir. Les règles formelles (lois, règlements, protocoles...) perdurent certes, mais soit pour être bafouées, soit pour être instrumentalisées de loin. De toute façon, les puissants entretiennent quant à eux une position de surplomb. Eux qui établissent les dynamiques du jeu recourent éventuellement aux lois formelles pour faire tomber un adversaire, pour discréditer une idée ou pour écraser un mouvement populaire. Tout acteur se disant: «Je ne vis pas comme vous, j'ai ma vie à moi, avec d'autres lois, d'autres intérêts, un autre sens de l'honneur», est à sa façon un maître truand. *Dixit Chalamov*, l'«éthique» qui en découle consiste à abuser autrui selon une philosophie de l'abjection.

Pour ceux qui y sont soumis, pour ceux qui le jouent, le jeu se résumera à lubrifier leurs rapports avec ceux qui l'instaurent arbitrairement. Une fois introduits dans le labyrinthe de contraintes souvent confondant, ils essaient de se démarquer le moins possible afin de ne pas s'exposer aux sanctions des pairs ou d'acteurs faisant autorité. Tout au plus, tirer son épingle du jeu, gagner sa place dans une conjoncture qui nous dépasse et y rester en se conformant à ce qu'on devine être les attentes. Jouer le jeu et ainsi le restituer à sa manière, s'en attribuer une part, consolider ce qu'on croit être ses règles et trouver autrui à abuser ou à déjouer pour marquer des points. Les médiocres en redemandent – tout pour éviter qu'on ne les sorte du jeu – avec la satisfaction de ceux à qui on ne la fera pas. Ce sont les esprits forts, ceux qui ont «compris». Leur approche stratégique et parfois belliqueuse met évidemment hors-jeu la pensée désintéressée. Leur domination signifie à coup sûr la mort sociale de la pensée.

Où donc l'application des logiques libérales à des domaines inadaptés nous mène-t-elle? Dans un tel contexte, les gestionnaires de l'université basculent progressivement dans des opérations à la limite de la légalité, si elles ne sont pas tout à fait illicites. En écho aux scandales qui secouent les institutions politiques illégalement financées par des intérêts mafieux actifs dans le domaine de la construction, le professeur de philosophie de l'Université de Montréal Michel Seymour fait un véritable travail de veille, ne manquant jamais une occasion de rappeler que la plupart des investissements faits dans le secteur de la recherche de la part des universités et du gouvernement québécois ces dernières années concernent l'immobilier, que ce soit les deux hôpitaux universitaires, l'immeuble de l'Université de Montréal sur le site de la gare de triage à Outremont, l'îlot Voyageur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et une tour que souhaite éventuellement faire pousser la même institution près du Quartier des spectacles, à quoi on peut ajouter tous ces immeubles que les universités font construire à l'extérieur de leur giron, comme l'Université de Sherbrooke à

Longueuil ou l'Université de Rimouski à Lévis, pour mener une vaine concurrence à des institutions qui se disputent un même public. Et on ne parle pas des revenus faramineux que se versent les administrateurs de différentes universités: Radio-Canada estimait en mars 2012 que les recteurs des universités québécoises touchaient en salaires et avantages divers plus d'un demi-million de dollars par année, tandis que dans des pays comme la France, le traitement oscille entre 60 000 et 150 000 euros. Les recteurs nord-américains font comme si les standards outranciers des conseils d'administration de multinationales les concernaient.

Il y va sinon de ratés spectaculaires, jusque dans les paradis fiscaux les plus sulfureux. C'est que l'université fait confiance en priorité aux diplômés qu'elle forme pour conduire ses destinées... L'administration a fait perdre au Régime de retraite de l'Université de Montréal (RRUM) 100 millions de dollars, en confiant ce montant à un gestionnaire des îles Vierges britanniques. Directeur des placements de l'Université au moment des faits, entre 1998 et 2000, Germain Bourgeois a placé à cinq occasions des fonds de la caisse de retraite appartenant aux 10 000 employés de l'institution dans un fonds de couverture (*hedge fund*) des îles Vierges britanniques géré par le Lancer Group, également présent au Delaware, un État américain agissant aussi comme paradis fiscal. Le gestionnaire du fonds, Michael Lauer, a surévalué les placements qu'il a faits en réalité, jusqu'à ce que l'ensemble du trésor disparaisse. L'Université ne fait pas partie des seuls nigauds dans l'affaire. La Ville de Laval s'est également fait avoir, tout comme des entités privées: «Bombardier, la Fondation Lucie et André Chagnon, Desjardins, la Banque Nationale et l'École polytechnique ont aussi été convaincus d'investir dans ces fonds, selon des documents, apparemment tous sur les conseils du même Germain Bourgeois. Au total, c'est plus d'un demi-milliard d'investissements québécois qui auraient été confiés à Lauer», écrit le journaliste Jean-François Cloutier du *Journal de Montréal* le 14 avril 2014. Ces fonds ont tous disparu. Les manœuvres du Lancer Group font déjà l'objet d'une plainte aux États-Unis par la Security Exchange Commission (SEC) – le gendarme américain de la Bourse. La firme a finalement dû payer une amende de 62 millions de dollars, sans être toutefois formellement accusée de fraude... Les îles Vierges britanniques sont un lieu de prédilection de la piraterie financière, ce que l'institution saurait si ceux qui ont été formés chez elle avaient appris à les critiquer plutôt qu'à les utiliser. Le «Secrecy Index», établi par le réseau international Tax Justice Network à propos de l'absence de reddition de compte dans différentes législations, présente les îles Vierges britanniques comme un régime ultrapermissif où le secret bancaire et l'absence de lois substantielles couvrent tout fraudeur qui y évolue. Les très nombreuses sociétés qui s'enregistrent dans ce petit archipel y ont massé, selon le Fonds monétaire international (FMI), 615 milliards de dollars, quoiqu'en dernière instance il soit impossible de vérifier si cette donnée rend vraiment compte de l'ampleur des fonds qui se concentrent dans ce paradis fiscal. Le Tax Justice Network qualifie cette législation d'une des plus nuisibles au monde. C'est par ce repaire – jadis prisé par le camp serbe de Slobodan Milošević – que des investisseurs dans l'immobilier chinois tels que Deng Jiagui, le beau-frère du président Xi Jinping, font transiter des fonds illicites selon *Le Monde* (21 janvier 2014). C'est aussi par le truchement d'une entité offshore créée là que le vigneron français Dominique Giroud a été accusé par la justice suisse en 2012 «d'avoir soustrait 13 millions de francs au fisc grâce à un montage financier complexe passant par une société zougnoise et une autre, offshore, basée aux îles Vierges britanniques», cette fois selon *L'Illustré* du 12 mars

2014. La filiale britannique de Sonatrach, la société nationale des hydrocarbures en Algérie, doit pour sa part au fisc du Royaume-Uni 45 millions de dollars d'impôts, un montant qu'elle a détourné dans cette législation de complaisance, précise l'*Algérie-Focus* du 19 février 2013. On pourrait remonter également jusqu'à l'affaire Parmalat, une des faillites financières les plus retentissantes de l'histoire survenue au tournant du siècle et y retrouver des traces aux îles Vierges britanniques. La société détenait des comptes dans les paradis fiscaux. L'Université de Montréal était donc en mesure de savoir au moins depuis les années 1980 que le régime libertarien des îles Vierges britanniques n'était en rien un lieu sûr sur le plan financier. Pourquoi la direction de cette université a-t-elle alors choisi d'y placer des montants colossaux – des placements qui représentaient jusqu'à 10 % du fonds des employés à certains moments? Pourquoi l'École polytechnique a-t-elle fait de même? Que faisait-elle à cette époque? Elle vantait ses «rendements exceptionnels», comme en témoigne l'article de 1998 de son journal interne *Forum* signé par François Lachance. «La caisse du RRUM obtient un rendement exceptionnel. Elle se classe première dans la catégorie des caisses de retraite de 250 millions de dollars et plus.» Heureusement, «les membres du Régime de retraite à qui la tourmente des marchés boursiers donne des papillons dans l'estomac peuvent se rassurer. La caisse du RRUM continue d'afficher une excellente santé financière, non seulement pour 1997, mais également pour les neuf premiers mois de 1998». Les premiers seront les derniers. Cette affaire est connue à l'Université de Montréal depuis 2003, comme le révélait déjà en janvier 2004 l'émission *Zone libre* de la télévision de Radio-Canada. Cette situation, objet d'un recours collectif intenté par des professeurs de cette institution et malheureusement réglé hors cour, laisse de cruelles questions en suspens: à quelles fins sont gérés les fonds universitaires? À quel jeu jouent ses gestionnaires?

La façon dont l'université enseigne l'économie auprès de ceux qui seront appelés à la gérer ne permet en rien de prévenir de tels maux. Dans ses cours dédiés le plus souvent à l'enseignement de l'idéologie, le mythe d'un marché mettant en présence des acteurs rationnels qui, au mieux de leur connaissance et de leur talent, prennent des décisions en fonction d'une conjoncture, est l'un de ceux qu'elle perpétue avec le plus de frénésie endeuillée. Combien d'étudiants éveillés ont constaté que les écoles de commerce, les facultés de droit ou les départements de science politique leur donnaient l'impression de devenir plus ignorants qu'avant d'y avoir fait leur entrée, sur les raisons de la marche financière et industrielle dysfonctionnelle du monde? L'entreprise universitaire relaie, en même temps qu'elle le produit, un discours d'ignorance.

LES PERDANTS

Si d'aventure un universitaire ne comprend pas les motivations qui justifient l'injonction au quant-à-soi rationnel, à la juste mesure et à l'hermétisme, on les lui fera comprendre brutalement. Victimes de harcèlement moral, licenciés ou privés d'emplois, des chercheurs dont les travaux déplaisent à de «puissants intérêts» y goûtent. Seize universitaires états-uniens et canadiens ont témoigné en ce sens dans *Academic Freedom in Conflict: The Struggle over Speech Rights in the University*. Ce recueil, dirigé par James L. Turk en 2014, porte sur les normes restrictives et les lois formelles encadrant, et parfois étouffant, les perspectives critiques ou nouvelles dans l'institution. Il aurait pu y être également question des politiques de «concurrence» et d'«excellence» qui soumettent les

programmes universitaires au régime des entreprises. L'institution en devient méconnaissable, si ce n'est moralement misérable.

Pour celles et ceux qui ont joué le jeu dans un gage de confiance envers le régime, ceux que les truands appellent «les caves», selon l'expression retenue par Chalamov, la déconvenue est brutale. «J'ai mal à mon diplôme», déclare Catherine Martellini dans un témoignage public en 2014, lorsqu'elle prend conscience qu'en plaidant pour «l'économie du savoir», entre autres slogans, l'appareil universitaire tourne à vide et induit les étudiants en erreur. Non seulement l'université nuit à la vocation de la recherche en professionnalisant et en instrumentalisant à outrance ses approches, mais encore le fait-elle en vain. Pourquoi une institution rejette-t-elle dans la nature des diplômés qu'elle a formés pendant des années, en sachant très bien qu'elle ne pouvait assurer un avenir professionnel à plus de 70 % d'entre eux? Catherine Martellini cite l'exemple qui tue: l'institution financée par des deniers publics continue, par exemple, de former des masses de bibliothécaires, alors que les compressions budgétaires décidées par les gouvernements conduisent elles-mêmes fatalement à d'importantes suppressions de postes dans ce secteur. Alors qu'elle est obsédée par la question de l'employabilité de ses diplômés, l'université ne semble pas se soucier de faire comprendre au public en général en quoi consistent les disciplines autres que le génie, l'administration, la médecine, la psychologie, le droit et quelques autres. La société qui finance les institutions ne se fait pas clairement expliquer la pertinence des études littéraires, de l'urbanisme ou de la sociologie sur le cours de sa vie, probablement parce que les chercheurs eux-mêmes n'ont plus le temps de se poser la question. Cela finit par faire paraître les universitaires, en particulier les docteurs, comme d'irrécupérables marginaux, alors que d'un point de vue citoyen comme professionnel, si l'université consistait à partager et développer la pensée sur un mode ouvert, leurs compétences seraient chéries.

«Jouer le jeu» coûte alors très cher, que l'on y participe à l'aveugle ou qu'on se plie à son corps défendant à ses règles non écrites. Il faudrait désormais publier à outrance, plus qu'une personne peut raisonnablement le faire, éventuellement en recyclant des articles ou en partageant des signatures avec d'autres pour augmenter le nombre d'occurrences, même si cela devient un motif de torture. Puis trouver de l'argent à tout prix, quitte à mettre en péril l'indépendance de la recherche, puisqu'à travers les procédures d'attribution de fonds, c'est bien la communauté des pairs, conformistes, qu'il faut séduire, en plus d'idéologiques bailleurs de fonds. Les intéressés en viendront à se travestir, comme le fiscaliste Luc Godbout, devenu consultant et idéologue auprès du gouvernement du Québec et fort accessoirement professeur en administration à l'Université de Sherbrooke.

Sous l'intertitre «Jouer le jeu de la performance», Luc Bonneville, professeur en communication à l'Université d'Ottawa, a rendu compte en 2014, au terme d'une série d'entretiens, de l'intensification psychologique de la mise sous pression des universitaires.

Cette «règle du jeu» fondamentale fait en sorte qu'une première pression se développe face à sa propre «production» scientifique, dans la mesure où les professeurs «savent» qu'ils doivent publier à tout prix. S'ils ne publient pas en quantité suffisante, certains finissent même par développer une certaine gêne, voire culpabilité. [...] Car on peut toujours, par exemple, publier davantage. On peut toujours être plus productif et l'on est constamment comparé à quelqu'un de

plus productif que soi-même. Il faut donc déposer des demandes de subvention à chaque occasion de financement, pour demeurer dans le circuit de la recherche.

Ces témoignages fascinent, comme celui de ce professeur d'histoire établi:

Les pressions pour faire des demandes de subventions de recherche sur mes jeunes collègues sont très, très, très élevées. [...] Quand j'ai commencé [vers la fin des années 1980], on s'attendait à ce que je sois un bon professeur et à ce que je publie ma thèse en un livre ou sous forme d'articles. Il n'y avait pas d'exigences. On ne m'encourageait pas ou il n'y avait pas de pressions pour faire des demandes de subventions. Mais maintenant les jeunes collègues sont dans le jeu des [demandes de] subventions.

Beaucoup dénoncent ces conditions de travail, mais peu, au vu de cette étude, conçoivent leur engagement autrement qu'à l'intérieur de ces paramètres, comme si rien d'autre n'était possible, bien que les professeurs constituent une des rares catégories socioprofessionnelles à agir sans patron. C'est souverainement qu'ils «jouent le jeu» et deviennent des «entrepreneurs». Et aucun ne témoigne des conséquences néfastes que ce conformisme a sur leur travail, forcément devenu médiocre. Personne pour admettre, comme Yvon Rivard en 2013, qu'«un “bon” professeur aujourd'hui, c'est quelqu'un qui est dispensé d'enseigner parce qu'il a obtenu tellement de subventions qu'il doit se consacrer à la recherche de ce qu'il a déjà trouvé et exposé, budget et bibliographie à l'appui, dans son projet soumis à des chercheurs qu'il a lui-même évalués dans un concours précédent». Au contraire, tout en jouant les accablés, on continue de confondre pudiquement la publication d'articles à outrance et la «recherche», alors qu'on sait très bien aujourd'hui que l'une nuit à l'autre, que le recyclage de contenu, de même que la signature commune d'articles auxquels un seul a travaillé, sont légion. L'impression «de ne pas en faire assez», de ne pas être suffisamment «productif» ou «excellent» se laisse elle-même mesurer par les sujets en fonction de critères quantitatifs: «Si j'étais dans le dernier tiers [soit les professeurs les moins performants], je n'aimerais pas cela. Je me mettrais de la pression pour augmenter au premier tiers», dira l'une d'entre eux, vivant en fonction de ses «pairs» lancés comme elle à l'aveugle dans le même manège.

Plus analytique, la professeure de droit Andrée Lajoie a attribué aux modalités des subventions de recherche le développement de ce syndrome de culpabilité. L'enjeu est d'abord structurel avant de devenir psychologique. Elle avance en 2009 dans *Vivre la recherche libre!* que les chercheurs se trouvent soumis, depuis la fin des années 1990, à des programmes qui, par exemple, «favorisent le partenariat entre les milieux de la recherche et de pratique, d'intervention ou d'élaboration de politiques (donc concertées)», ce qui accroît «l'importance accordée au travail en équipe». L'incitation à créer de tels réseaux de recherche a pour conséquence, notamment, de neutraliser toute initiative et d'accentuer le conformisme intellectuel, les alliances stratégiques, les connivences d'intérêts, au détriment de «la recherche libre». L'auteure constate que les mandats de recherche confiés obligatoirement à des équipes vont de pair avec le soutien d'entreprises thématiquement «ciblées», une approche utilitariste convenant aux différents pouvoirs institués. Le conformisme est ainsi institué selon des dynamiques perverses qui amèneront de plus en plus de chercheurs à se comparer à partir de critères uniques, puis à rivaliser en croyant que la pression vient d'eux-mêmes. Dans cet ordre d'idée, en France, le comité d'éthique du Centre national de la recherche scientifique

(CNRS) a estimé, dans un document publié en mai 2014, que la soumission de la recherche universitaire aux critères de l'entreprise privée nuisait à son bon déroulement. «À l'usage, le recours prépondérant aux critères de l'excellence pour fonder une politique de la recherche comporte des biais et des risques», y écrit le comité d'éthique du CNRS, notamment du fait que «l'affichage de priorités scientifiques peut avoir un effet négatif sur la créativité des chercheurs» et qu'«une trop forte compétition entraîne des dérives et une perte d'efficacité».

Mais contrairement à ce qu'écrit Lajoie, les éthiciens du CNRS estiment que la règle individuelle conduit à l'élaboration de projets de recherche vains. Ils recommandent donc à l'institution de «ménager des moyens suffisants en soutien de base et en moyens humains pour les équipes de qualité qui ne répondraient pas aux critères "d'excellence" affichés». L'instance déplore que «la logique des appels d'offres condui[se] trop souvent à chercher des thématiques toujours nouvelles, qui obéissent plus à des effets de mode qu'à l'exploitation des ressources» et qu'elle «développe assez naturellement des comportements individualistes», alors que «les réalisations de haut niveau ne sont que rarement le fait d'un individu isolé, mais généralement l'aboutissement d'un travail collectif». Quel que soit le bout par lequel on aborde ce phénomène institué, on en arrive à la même conclusion générale.

Toutes ces critiques finissent par entraîner les artisans dévoués de l'enseignement dans une bien compréhensible torpeur. Les auteurs invités à participer au dossier «Imaginaires de l'enseignement» de la revue *Contre-jour* s'emploient à chercher, certains dans les dédales du désabusement, quelle situation de repli peut encore donner à la salle de classe une signification forte: là où on peut encore être stupéfié «par le train des mots qui laisse immobile celui qui se concentre» (Étienne Beaulieu); le dernier lieu d'intolérance à la bêtise (Jean-François Bourgeault); là où on peut s'affranchir dans un rapport paradoxal aux règles (Thomas Mainguy); là où naissent les premiers souvenirs intimes, ceux d'un amour vif et cru, que l'on cultivera beaucoup plus tard (Sylveline Bourion). Sages ou résignés, certains des auteurs éprouvent manifestement des difficultés à s'élever au-dessus de la critique désabusée de la réalité universitaire. Tout se passe comme si, depuis les derniers îlots de l'enseignement non corrompu, aucun horizon ne se laissait concevoir.

DES EFFETS PERVERS

Recourant pour sa part à la figure type du partenaire pervers dans les relations amoureuses, une doctorante française inscrite dans une université québécoise illustre par cette métaphore les mille et une tactiques par lesquelles l'université pratique une forme tout à fait subtile de manipulation. Tout est fait, dans le rapport de séduction et de fusion à l'entité, pour rendre progressivement dépendante la personne qui y adhère. Après le coup de foudre (*vous êtes la crème de la société, nous sommes promis ensemble à un avenir radieux* – paraphrase l'auteure), voilà que l'université nous introduit dans des logiques qu'elle seule comprend. «Vous avez passé tellement de temps à vous spécialiser dans un domaine pointu que vous en êtes venu à penser que l'Université/la Recherche n'est pas tant *une* possibilité d'épanouissement pour vous que LA SEULE possibilité d'épanouissement professionnel.» Devenu captif, on n'échappe plus à une série d'étapes structurelles prévues dans le «cursus», qui se révèlent souvent des rites d'humiliation tout à fait stériles, quand il ne s'agit pas d'une forme de

chantage autour d'un financement famélique ou d'un statut purement symbolique: «Vous devez expliquer en de longues lettres pourquoi vous sollicitez une nouvelle année d'inscription pour finir votre thèse, et supplier le département de vous l'autoriser.» Ces coups répétés marquent la période de la «perte d'estime de soi», celle aussi pendant laquelle on se heurte pour la première fois aux irrégularités manifestes, à l'arbitraire et aux abus presque fatals des concours d'embauche.

C'est à ce stade que, poussé à bout et même dégoûté de soi ou de ce grand savoir et des belles formes pour lesquels tant de sacrifices ont pourtant été consentis, toute offrande, que ce soit une charge de cours dans des conditions indigentes ou la proposition d'animer une conférence bénévolement, nous fait l'effet d'une grâce. «Un bouquet de fleurs et la promesse que tout cela va changer, promis promis», glisse l'auteure, filant la métaphore. «Et comme vous adorez enseigner/chercher (*vous l'aimez*), que le monde extérieur est effrayant (*vous êtes isolé[e]*) et que vous êtes persuadé(e) que personne n'embauchera jamais quelqu'un d'aussi spécialisé que vous (*de toute manière je suis tellement nul[le], personne d'autre ne m'aimera jamais*), vous continuez à espérer (*que votre partenaire changera, et vous traitera comme vous le méritez*) et laissez s'évaporer (jusqu'à la prochaine fois) vos velléités de reconversion...»

Il arrive que des relations de ce type ne soient pas entendues seulement de manière métaphorique. Dans son livre *Aimer, enseigner*, le professeur de lettres Yvon Rivard fait état à la fois des vertus de l'enseignement tout comme des perversions graves dont cette pratique peut faire l'objet. La vocation qu'il s'agit de défendre et d'illustrer consiste, écrit-il en lisant Virginia Woolf, Hermann Broch, George Steiner ou Pierre Vadeboncoeur, à présenter à des étudiants les textes dignes d'enseignement comme des formes de médiation pour des enjeux plus grands. Plus grands que soi. Si grands, que le professeur pas blasé vit, indépendamment de son contrat professionnel et de son cahier des charges, de son besoin propre de partager avec une classe le moment de désarçonnement qu'ils suscitent en lui-même. «On devient professeur, comme on devient écrivain, par l'aptitude à recevoir des chocs et l'incapacité de les supporter sans se les expliquer par l'écriture ou par l'enseignement.» Le grand texte traduit quelque chose qui excède les représentations toutes faites, de même que les formes d'entendement acquises. L'enjeu de l'enseignement consiste à réconcilier la personne de l'étudiante ou de l'étudiant avec la part d'elle-même capable de saisir ces questionnements fondamentaux ou témoignages esthétiques tout à fait déstabilisants. Il s'agit également d'accompagner cette autre part qui peine à accuser cet impact et à traduire formellement le sens de cette plénitude. Rivard rejoint en cela le philosophe français Patrice Loraux, qui préconisait qu'un enseignant *traumatise* minimalement ses étudiants pour provoquer chez eux une réflexion impérative. L'épistémologue Dominique Pestre a par ailleurs montré que ce type de stupéfaction devant la grandeur de nos objets a également gagné des disciplines réputées à tort plus froides et pondérées, telles que la physique. Il s'ensuit chez Rivard une fine réflexion sur la mort, sur la façon dont la connaissance incite instamment à un entregent permettant de l'aborder, voire à en accepter la fatalité. Chercher alors à connaître et à enseigner sur ce mode appelle un rapport d'humilité au savoir.

Or, il arrive que dans le rapport de séduction qui se trouve au cœur du processus d'apprentissage, des professeurs abusent de leur pouvoir, jusqu'à provoquer des situations de détresse, voire des suicides. Dans la volonté de briser l'impression qu'il s'agit de seuls «cas isolés», des sites tels qu'*Academia Is Killing My Friends* ou *Depressed Academics* recueillent des témoignages de membres

de la communauté universitaire lésés par la vie irrespirable qui s'observe dans l'institution. Harcèlement moral et psychologique, agression sexuelle, discrimination... Aucune situation n'est épargnée dans des relations de pouvoir qui laissent souvent peu de prise aux étudiants, notamment ceux de groupes plus vulnérables (femmes, étrangers, minorités visibles, etc.). Rivard consacre l'essentiel de son livre à la question éthique de la transgression sexuelle entre un professeur et son étudiante, en citant des situations romanesques tirées par exemple des livres de J.M. Coetzee, Peter Handke et Philip Roth ainsi qu'en ouvrant une polémique avec un essayiste qui a risqué une théorie défendant le bien-fondé de telles transgressions, Jean Larose. Celles-ci empêchent l'étudiante de suivre les lignes de fuite du savoir qu'ouvre le texte, au profit de la satisfaction mesquine du professeur qui s'interpose. Il comparera ces travers à l'incapacité anthropologique d'un jeune homme à apprendre la sublimation de ses désirs immédiats de façon à savoir, par exemple, devenir père.

La violence atteint son comble dans les universités états-uniennes, là où l'excellence sportive et sa discipline dite du *work hard, play hard* prennent parfois le dessus sur toute considération intellectuelle. Les campus américains se sont progressivement transformés en écoles de philistins cultivant ouvertement la misogynie, le racisme et l'alcoolisme, au point d'en inquiéter la communauté étudiante, les gestionnaires de faculté et les résidents des villes universitaires. Puisqu'il convient d'attirer, pour des raisons comptables, les athlètes promis à un avenir professionnel, les universités ne ménagent aucun effort pour mettre en valeur le caractère «sexy» et «fun» de la vie qui y règne. La dépravation des mœurs, attribuable à ce marketing et à la complaisance des administrations encore plus qu'aux seuls athlètes visés, a conduit à l'accomplissement de tellement de viols dans les universités américaines qu'on parle maintenant d'une «épidémie». Selon le *Journal of Adolescent Health*, près de 18 % des femmes universitaires subissent un viol ou font l'objet d'une tentative de viol durant leur première année d'étude. Ce phénomène, ainsi que la longue tradition d'incidents à connotation raciste, n'a pas peu compté dans le développement de discours inverses, la *rectitude politique* érigeant au rang de science les discours d'une morale élémentaire et poussant à l'obsession l'analyse de phénomènes sociaux et politiques selon les seules considérations d'appartenance à la classe, au sexe et à la «race».

LE SALUT: L'ÉCRIVAIN EN CHÔMAGE, L'ENSEIGNANT AU STATUT PRÉCAIRE ET LE MAÎTRE IGNORANT

Lorsque l'homme de lettres suisse Denis de Rougemont perd son travail en 1933 et s'installe à l'île de Ré dans une maison qui lui est prêtée, il s'estime «en» chômage – préposition qui, au contraire du «au», marque le fait d'une activité. Pour qui a vocation à penser, même chômer relève d'un ouvrage. Le professeur de lettres en témoigne dans un journal qu'il fait publier en 1945. Il s'étonne d'abord de ce que la qualification des uns de «chômeurs» par rapport à d'autres qui font profession de penser ne concerne nullement l'activité intellectuelle comme telle, celle de publier et d'exposer des idées. L'intellectuel n'est chômeur en réalité que lorsqu'il peine à retrouver «l'emploi régulier qui assurait son budget», nécessairement en marge de son activité de recherche: l'activité de penser est, elle, gratuite et désintéressée. «L'intellectuel n'a besoin, la plupart du temps, que de papier et d'encre. Il ne sera donc jamais un chômeur absolu, car il pense toujours, ce qui est son métier.» Ainsi, il fait partie

des rares à échapper au chômage en tant que «condition» existentielle qui mine en son for intérieur l'être qui le subit. Pour lui, le chômage évoque un statut précaire qui a peu à voir avec ses capacités à œuvrer. Au contraire, *en* chômage, l'intellectuel se trouve investi davantage que dans un travail circonscrit par un emploi du temps, des normes, des attentes objectives. «Quand je m'arrêtais d'écrire, par fatigue, je ne me sentais pas la bonne conscience de l'employé qui a fait sa journée et qui pense maintenant à autre chose.»

Bien entendu, le statut précaire nuit à la concentration du penseur. Suivant de Rougemont sur deux années, de l'île de Ré au Gard, en passant par la banlieue de Paris, on le voit plongé non sans angoisse dans des comptes d'apothicaire, cherchant à faire vivre son couple à coup d'articles à la pige qui lui semblent de plus en plus insensés, de conférences chichement rémunérées ou encore de traductions au pied levé. Parfois, la Providence survient sous la forme d'un prix scientifique inattendu. Mais en même temps, ces malheurs financiers fouettent ce jeune esprit en l'obligeant à déplacer ses points d'attention, à ajuster sa pensée à des réalités qui échappent au monde embourgeoisé du savoir, à tenter des incursions fécondes dans des milieux sociaux et des aires géographiques où nul penseur ne s'aventure alors.

Ainsi, de Rougemont ne se frotte plus seulement à la notion de peuple dans les écrits de Nicolas Berdiaev, qu'il a édités, mais également dans ses rapports nécessaires avec les citoyens de l'île de Ré ou avec ceux du Gard. Il en ressort un choc, à savoir que le «peuple» tel qu'on en traite dans les écrits humanistes et les manifestes d'émancipation a peu à voir avec celui qu'il rencontre empiriquement. Sortant d'une activité publique tenue dans son village, il écrit: «Il me semble qu'elle m'apprend sur "le peuple" davantage que toutes mes expériences précédentes. Il me semble même qu'elle me fait voir "le peuple" pour la première fois de ma vie.» Ce «peuple»-là, avec lequel il compose au quotidien, ne semble pas se douter le moins du monde de l'intense réflexion dont il fait l'objet à l'époque, que ce soit dans la production scientifique bourgeoise ou dans les publications officielles du Parti communiste. Pour les non-intellectuels, l'intellectuel qui passe au village le temps d'une conférence n'est tout au plus qu'un beau parleur, peu importe que son discours morde ou non sur des éléments tangibles de leur vie. De Rougemont constate que peu de gens comprennent le métier qu'il pratique. En visite chez lui, ils se laissent davantage impressionner par sa machine à écrire que par les textes qui peuvent en sortir. Cet exil du penseur en chômage amène de Rougemont à constater l'arbitraire des conventions de pensée facticement entretenu au sein de l'habitus professionnel des intellectuels. «Il y a probablement une fatalité interne dans notre culture: elle s'enchant, se critique, se légitime elle-même. Elle a ses lois, qui se suffisent. Les concepts alors se combinent selon des affinités ou répulsions que les faits ou les êtres qu'ils sont censés représenter n'ont pas dans la réalité.» Humblement, de Rougemont fait l'autocritique du désir de reconnaissance de la part de penseurs qui, pourtant, n'apportent rien à la vie civique, n'ont «guère à donner à ceux qui ont faim de nourriture solide, élémentaire». Il s'interroge: «Quel rapport entre cet homme à qui je parle et le mot "homme" dans ce que j'écris?» Une fois «éloigné de Paris», l'écart qu'il constate entre la représentation intellectuelle du peuple et le rapport effectif qu'il entretient avec «lui», sorte de choc sociologique, l'amène à réviser complètement ses positions. «On peut sortir des villes où se font les "carrières" sans sortir de la vie véritable», écrit-il, redécouvrant la vertu d'une écriture capable d'«être utile avec grandeur».

L'écrivain en chômage, c'est un peu aujourd'hui l'enseignant universitaire au statut précaire, ou encore le «chargé de cours», si on peut encore inventer une expression plus péjorative pour le distinguer des professeurs. Celui que l'angoisse travaille parce qu'il est sans le sou ou incertain de retrouver ses «charges» d'enseignement la session suivante. Des professeurs le regarderont de haut tout en jalosant, diront-ils, sa «chance» d'être «seulement chargé de cours», c'est-à-dire d'avoir «le temps d'écrire». Prolétaire de l'institution, l'enseignant contractuel échappe structurellement aux principales dérives de l'institution. On ne lui demande pas d'aller chercher des clients en fonction desquels on gère des départements, de participer à des comités, puis de «réseauter» à l'échelle mondiale à l'occasion de colloques et d'organiser des dossiers thématiques de revues afin d'atteindre la proverbiale excellence et de produire comme l'exige la machine. On lui demande simplement de faire ce en quoi la vocation de professeur consiste, professer, enseigner. Et s'il n'est pas parfaitement incompetent, le chargé de cours qui professe, qui enseigne, voire évolue dans des sphères étrangères à celles de l'université, est amené à se questionner sur la matière qu'il transmet, à progresser par-devers lui et, qui sait, à développer des thèses originales à un rythme convenable. Paradoxalement, on voit toutefois sa présence comme symptomatique d'un mauvais enseignement. Dans son ouvrage *Dans les ruines de l'université*, feu le professeur montréalais de littérature comparée Bill Readings voit en la présence de «chargés de cours à forfait et à temps partiel» la preuve de la faillite de l'université. Mais s'il est vrai que «le corps professoral est en voie de prolétarisation», paradoxalement, la présence des enseignants contractuels reste peut-être la seule chance pour l'université d'échapper à la corruption qui l'atteint, selon les appréciations que Readings fait lui-même: négligence de l'enseignement, orientation de la recherche en fonction de critères économiques, réseautage effréné, plans de carrière calibrés... Ces contraintes touchent beaucoup moins les «chargés de cours». Il va sans dire que les enseignants contractuels ne sont pas par définition de meilleures personnes et de meilleurs intellectuels que les professeurs. Ils sont seulement en position structurelle d'éviter la pression subie par leurs pairs professeurs et, donc, de conférer à l'institution le sens qui lui revient, en raison de leur pratique à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution.

Sur le même ton, le philosophe Jacques Rancière déclare ne pas devoir particulièrement à sa formation scientifique le fait des questionnements qu'il a développés dans son parcours. C'est ce qui ressort d'entretiens qu'il a accordés à Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan, dans un livre intitulé *La méthode de l'égalité*. En classe préparatoire au concours d'entrée à la prestigieuse École normale supérieure (ENS), en France, l'intéressé constate, devant le «nombre assez incroyable de mauvais professeurs» qu'il entend alors, que «la hiérarchie professorale n'avait aucun rapport avec un niveau de compétence ou de capacité pédagogique». Examens et concours marquent au contraire un ensemble de rituels produisant une élite à partir d'une «gymnastique précise» (comme, à la fin des années 1950, maîtriser les particules grecques), bien plus que sur la base d'une culture humaniste. Rancière explique ainsi avoir fait peu de cas des programmes d'enseignement à la Sorbonne ou à l'ENS, s'ouvrant plutôt aux maîtres – qu'il contestera partiellement par la suite – qu'ont pu être Louis Althusser et Michel Foucault. Mais, déjà, la figure même du maître se déconstruit. «Au fond, est maître tout ce qui nous provoque, et aussi éventuellement tout ce qui vous souffle des réponses par rapport à la provocation. Cette double fonction de vous provoquer et de vous souffler des réponses,

elle passe par une multitude de textes qui peuvent aller des prières d'enfant jusqu'à Kant et à Hegel et par toutes sortes de rencontres offertes par des personnes comme par des textes.» Cette ouverture à mille rencontres conduit Rancière à reconnaître la multiplicité de points d'énonciation possibles de la pensée. Ainsi, un prisonnier qui a réfléchi sur le monde carcéral développe tout autant une théorie de la prison qu'un sociologue officiel mandaté par l'institution pour ce faire. Même chose pour la production intellectuelle des ouvriers, déjà en elle-même une pensée à l'œuvre, quelles qu'en soient éventuellement les lacunes, plutôt que simplement le «symbole de», l'«expression de»... nécessitant la «traduction» d'un expert. Une sommité internationale du monde intellectuel peut donc n'avoir suivi que très peu de cours dans son cursus, répudier la pertinence des concours qui l'ont consacrée dans la hiérarchie institutionnelle et développer sa pensée en récusant les méthodes canoniques de son champ. Cela est cohérent. Mais pour échapper à la résignation de la posture «critique», trop portée à se satisfaire de décoder sans suite les ratés du régime, Rancière s'est intéressé à la portée et à la signification des manifestations de parole et d'écriture émanant de figures sociales n'ayant pas de titre d'expert, d'ayant droit ou de gouvernant. *La nuit des prolétaires* est le premier de ses ouvrages qui s'enquière du sens se dégageant de poèmes, textes épistolaires et autres écrits produits par des ouvriers. Vivifiant alors le thème de la démocratie, il développera plus tard dans *La mésentente* ou *La haine de la démocratie* une définition qui ne correspond pas tant à celle d'un régime formel qu'à celle d'un principe: l'intelligence est donnée en partage et, dans un régime qui postule l'égalité entre les sujets, nous sommes tous équitablement dotés de ce qui est requis pour gouverner, soit l'intelligence et la volonté. Les entretiens présentés dans *La méthode de l'égalité* permettent au philosophe de mettre les points sur les *i* quant à des objections récurrentes. Certes, tous ne sont pas compétents en tout et le principe d'égalité ne renvoie pas à un fantasme d'identique équivalence entre tous, mais il y va, en ce qui concerne les questions de nature politique, d'enjeux relevant d'une «compétence sans spécificité». Il n'y a, autrement dit, aucune science absolue, aucune forme déterminée d'intelligence qui puisse être une fois pour toutes identifiée pour tableur sur la pertinence de décisions politiques, telles que de dépêcher une armée en tel territoire ou d'allouer au grand capital encore plus de fonds publics. Ce sont des choix qu'aucune science ne pourra définitivement déterminer. Il y a *politique* lorsque des sujets s'engagent dans la composition, la recomposition et la pensée de ce qui leur est commun. Le «partage» au cœur du processus politique signifie en même temps le fait d'un lieu de la pensée et de l'espace qu'on occupe en commun, ainsi que le découpage dont il fait partie, en tant que ce découpage est sujet à débat entre tous. Là aussi, l'égalité ne signifie pas un fait strict d'équivalence entre les sujets, mais «une distribution différenciée des formes d'investissement d'une intelligence qui est la même pour tous. On peut toujours rencontrer ou construire des situations où l'on va vérifier une égalité des intelligences». Rancière avance conséquemment que le tirage au sort est le meilleur moyen pour désigner les gouvernants en démocratie, étant donné que les dispositions à penser ne sont l'apanage d'aucun groupe social privilégié et que rien ne peut fonder en propre une fois pour toutes une structure hiérarchique. Si le tirage au sort n'est pas garant de la compétence, précise-t-il, rien ne dit d'une assemblée choisie au hasard qu'elle soit moins capable que celles qui se dégagent du processus électoral, ce dernier ne favorisant qu'un savoir-faire, celui de savoir s'emparer du pouvoir.

L'idée de tirer au sort les membres des sénats et chambres hautes dans les différents États de droit constituerait une étape transitoire. Dans un tel cas de figure, la tradition des débats politiques autour de l'activité partisane ne serait pas remise en cause radicalement, mais les élus auraient à convaincre pour chaque projet de loi une assemblée formée du commun. Dans cette instance représentant la capacité de la communauté à délibérer sur le bien-fondé de projets de loi, ceux qu'on appelle indistinctement «les gens» auraient le pouvoir de renverser la décision d'un gouvernement. «Les gens» développeraient par conséquent un intérêt particulier pour la chose publique. Plutôt que de l'abandonner à des notables et stratèges séduits par la joute politicienne, ils se sauraient au contraire à tout moment mobilisables pour se prononcer pour ou contre des projets de loi. Cela remédierait également au phénomène de la sanction électorale perçue en toute chose comme un blanc-seing par les gouvernements qui gagnent aux suffrages. Les «démocraties» occidentales n'offrent toutefois aucune plateforme pour discuter conséquemment de ces transformations.

Passant par d'autres chemins, le psychanalyste Jean-Pierre Winter défend une approche de l'enseignement qui repose tout autant sur l'autonomie. Contraire aux idéologies de l'heure, son essai *Transmettre (ou pas)* s'intéresse humblement à «l'énigme de la circulation du savoir» entre les générations, se refusant à restreindre l'acquisition de connaissances chez des élèves et des étudiants à une inculcation de type pédagogique. La puissance de connaître se révèle déjà à l'œuvre chez tout esprit depuis l'enfance, comme en témoigne telle intuition de Sigmund Freud («Le petit bonhomme est déjà entièrement formé dès la quatrième ou la cinquième année») ou de Friedrich Nietzsche («Ce sont toujours les parents qui se voient éduqués par les enfants»), sinon le Talmud comparant l'embryon à «un document plié» ou encore saint Thomas d'Aquin, pour qui l'enseignement de la part de l'un ne peut guère produire en l'autre de la science («le disciple n'acquiert pas une science nouvelle qui lui viendrait de son maître, mais celui-ci l'excite à considérer les choses dont il a déjà la connaissance»). Comme pour Rancière, la vocation d'enseigner est ici d'ordre émancipatoire. Elle consiste en la révélation auprès des jeunes esprits d'un savoir qui demande à être interprété par eux. Sur un mode plus mystérieux: «C'est de permettre à l'élève de se réapproprier ce qu'il sait sans savoir qu'il l'a oublié.»

Les travaux de la psychanalyste Françoise Dolto comptent énormément dans la réflexion de Winter. Celle-ci s'intéresse particulièrement, chez les bambins, à la façon dont surgit ce que Jacques Lacan appelle «l'éclair» de la connaissance, le moment où, après de longues phases de labeur, les lettres font soudainement mot, les mots phrase, les phrases sens. La logique naît de soi et motive rapidement chez l'enfant les questions qu'aucun adulte ne sollicite d'ordinaire, soit: d'où naissent les humains et pourquoi meurent-ils? Ces questions fondamentales vont de pair avec l'apprentissage de la langue; Winter ne peine nullement à trouver de nombreuses occurrences de cette concomitance dans le cinéma ou la littérature.

Au-delà de ces considérations sur la petite enfance, le psychanalyste insiste sur un principe qui vaut pour tous les stades de l'enseignement: une «trop grande attention pédagogique» peut nuire à l'apprentissage, *dixit* Lacan. Il cite l'exemple de Marcel Pagnol, qui apprit à écrire de manière précoce, quasi passivement, simplement en côtoyant les élèves plus âgés à qui son père enseignait les rudiments de la langue. Il ressort de ces pratiques d'apprentissage différentes formes mimétiques de lecture ne concernant pas uniquement les petits enfants qui font semblant de lire jusqu'au jour où le

sens naît. C'est aussi le cas de fidèles qui réitèrent continuellement la lecture de textes sacrés connus par cœur, dont la portée demeure mystérieuse.

Winter considérera comme un obstacle le surcroît de pédagogie autoritariste qui hisse les propositions d'une leçon au titre de «connaissances» devant être strictement reproduites sans égard aux processus par lesquels elles le sont. Sur un plan familial, il désignera ces maîtres comme «éducateurs». Il écrira en revanche: «L'essentiel n'est pas de faire comprendre, mais de faire en sorte que les obstacles à la compréhension puissent être levés.» Malgré les apparences, cela a peu à voir avec les théories spontanéistes et expressionnistes de l'enseignement, qui peuvent se révéler des formes paradoxales d'oppression; on le sait, les injonctions paradoxales du genre «sois libre!» rendent fou. Ce souci amène l'auteur à truffier son livre d'exemples d'accompagnement sagace qui témoignent de la grande intelligence de précepteurs et préceptrices. Dans tous les cas, il s'agit pour l'enseignant moins de transmettre impérativement que de «mettre en place les conditions de la transmission», celles qui, encore selon Lacan, contribuent à éveiller «une insistance chez ceux qui écoutent».

Winter présente enfin le legs de l'enseignement en tant qu'il porte davantage sur une responsabilité de penser et de questionner que sur un strict rapport positif et utilitaire au savoir. «Transmettre, c'est avant tout transmettre une question qui reste sans réponse.»

CHAPITRE 2

LE COMMERCE ET LA FINANCE

À PARIS, EN 2013, la Banque de France – rien de moins – a financé à la Cité des sciences et de l'industrie une exposition intitulée *L'économie: Krach, Boom, Mue*. Ce détournement des pitreries de Jacques Dutronc visait à réconcilier le peuple avec l'«économie». On y avait aménagé une aire de simulation des marchés boursiers dans laquelle les visiteurs étaient invités à réagir «intelligemment» à des informations lancées par un haut-parleur, ce en achetant ou en vendant des titres. Il fallait en effet former le citoyen, car sa méconnaissance de la chose économique constitue «une menace pour la démocratie», selon les termes du professeur d'économie Pierre-Pascal Boulanger, qui a participé à la rédaction du livre accompagnant l'exposition.

Non contente d'illustrer exclusivement le courant dit classique des «sciences économiques», l'exposition donnait continuellement l'impression que, derrière le flou des explications d'experts, les crises à répétition, les produits financiers pourris et l'emballement spéculatif à la Bourse, les aléas économiques ont leurs «raisons», et que ces raisons, étant donné la complexité du sujet, le bon peuple ne les saisit guère, sinon précisément sur le mode avilissant d'expositions populaires – voire de bandes dessinées ou de chroniques télévisuelles, toutes regorgeant d'analogies boiteuses entre le budget d'institutions et celui de la ménagère ou du bon père de famille. Dans l'histoire, la vulgarisation s'est souvent montrée sœur de l'idéologie. Ou de la contre-idéologie, ce qui ne fait pas avancer les choses.

Or, au moment où le marché justement s'encombre d'offres pédagogiques sur l'économie, d'autres discours, plus mordants, se développent. Petit éditeur belge, la maison Zones sensibles a fait paraître, en 2013 et 2014, deux essais d'Ervin Karp (pseudonyme), intitulés tout simplement 6 et 5, lesquels ne sont pas plus difficiles à lire que les ouvrages dits accessibles, mais proposent un discours original sur la façon dont «le marché» a littéralement perdu la tête. L'ouvrage *Krach machine. Comment les traders à haute fréquence menacent de faire sauter la Bourse*, des journalistes suisses Frédéric Lelièvre et François Pilet, va dans le même sens, comme le documentaire *Les nouveaux loups de Wall Street*, réalisé en 2015 par Ivan Macaux. Tous avancent que le marché *fait* désormais l'économie de l'esprit humain et se trouve essentiellement cadencé au rythme de nanosecondes (milliardièmes de seconde) par des algorithmes qui parfois dérapent. Une de leurs fonctions consiste à doubler, en nanosecondes, des offres d'achat faites sur les marchés, afin d'obtenir les premiers les actions convoitées, ce pour les revendre à un prix majoré à ceux qui souhaitaient les acquérir. À longueur de journée, ces grossistes électroniques de l'activité boursière se ruent à la vitesse de

l'éclair sur des titres en masse. L'activité que ces motions génèrent sur les marchés met tout le système en péril. Un des inventeurs de ces machines, Thomas Peterffy, a observé en 2010 qu'elles «ont évolué plus rapidement que notre capacité à les comprendre et à les contrôler». Il devient impossible de concevoir les «réactions du marché» en lien, par exemple, avec telle ou telle information de nature politique, à moins que celle-ci ne relève d'une catastrophe. «Le marché» n'est tout simplement plus un sujet social. La rationalité économique relève désormais de programmes informatiques que des experts jettent dans la mêlée, sans précisément savoir ce qu'il adviendra des milliers de milliards qu'ils mettent quotidiennement en jeu.

Ces machines jouent donc en Bourse l'épargne des petites gens, les dettes publiques des États, la valeur des monnaies, en affectant sensiblement les cours à partir desquels les agences de notations attribuent ensuite aux institutions présentes sur les marchés de cruciales notes. L'auteur de 6 conclut: «Les marchés ne sont plus qu'un immense théâtre des opérations où les calculateurs humains seraient bien incapables de comprendre quoi que ce soit.» Environ 70 % des transactions boursières effectives aux États-Unis (40 % en Europe) passent aujourd'hui par ces ordinateurs, mais déjà 90 % des offres d'achat, qui engorgent le système boursier et participent de la variation des cours, sont de leur fait. Par exemple, le 1^{er} octobre 2012, un algorithme non identifié a accaparé les infrastructures numériques de la Bourse en l'inondant d'offres sans intérêt de façon à réduire les flux des adversaires, dans le cadre d'une stratégie encore difficile à décrypter.

Plus rien ne tient. La Bourse de New York est aujourd'hui physiquement au New Jersey, dans la banlieue inconnue de Mahwah. Là, dans des entrepôts ultrasécurisés occupant l'équivalent de plusieurs terrains de football, des ordinateurs ultraperformants tirent quotidiennement en électricité ce qu'il en faudrait pour alimenter 4 500 maisons, afin de se disputer à pleine turbine la valeur de titres. La Bourse de Paris fait de même, pour sa part près de Londres, dans une ville connue de personne, Basildon.

Dans ce contexte, toute erreur est lourde de conséquences. Le 1^{er} août 2012, un algorithme auquel la firme de courtage Knight Capital recourait strictement à des fins expérimentales – pour analyser la façon dont le marché informatisé réagirait si un acteur se comportait soudainement de manière insolite – est de lui-même passé à l'action sur le marché réel de New York. Achetant les titres lorsqu'ils étaient au plus cher et les revendant lorsqu'ils tombaient au plus bas, il a occasionné à ses clients des pertes de l'ordre de 180 dollars par milliseconde, soit 180 000 dollars par seconde, soit 10,8 millions de dollars par minute, et ce, pendant près de trois quarts d'heure. Personne ne s'est expliqué les raisons de ce dysfonctionnement. Quelques mois auparavant, le 23 mars 2012 à 11 heures 14 minutes 18 secondes et 436 millisecondes, une scène aussi stupéfiante était survenue. La firme de courtage à haute fréquence Bats Global Markets venait de faire elle-même son entrée en Bourse, tambours battants, fixant son action à 15,25 dollars. En 900 millisecondes, le prix de son titre avait dégringolé à 0,28 dollar et la firme, K.O., a dû se laisser racheter par une concurrente les jours suivants. Un algorithme ennemi l'avait attendue de pied ferme et, sitôt sa cotation annoncée, avait dispersé des offres d'achat à la baisse tous azimuts à une vitesse folle, de façon à tuer le titre illico. Aucune enquête sérieuse n'a été menée sur la terreur qu'implique ce western financier du nouveau siècle. «Cette nouvelle bataille confirmait toutefois que les marchés étaient désormais le lieu de tous

les conflits et que le gagnant était celui qui possédait l'algorithme le plus efficace et le plus rapide», écrit l'auteur de 5 et 6.

Il s'ensuit des crises à répétition. Les experts pour qui l'actualité économique continue d'avoir du sens réfléchissent en somnambules. Les marchés se présentent explicitement comme le théâtre d'interminables échauffourées et les noms qu'affublent les courtiers à leurs algorithmes – Arid, Blast, Guerilla, Iceberg, Nighthawk, Ninja, Shark, Sniffer, Sniper, Stealth et Sumo – attestent de cet univers belliqueux. Le lobby de cette finance à haute fréquence se contente d'expliquer qu'elle relève d'une nouvelle forme de darwinisme permettant, à terme, de situer les paramètres du marché. En réalité, ces algorithmes ne sont d'aucun intérêt pour l'économie des gens. Ils contribuent toutefois à déterminer les cours financiers en se trompant mutuellement, en se couvrant, en déployant sur les marchés des manœuvres de diversion ou en raflant la mise quelques microsecondes avant qu'un algorithme rival n'officialise la prise qu'il a préparée. Blast, par exemple, a pour fonction de démultiplier des ordres d'achat sur des plateformes boursières éparses de façon à contrecarrer toute réaction de la part d'algorithmes ennemis, tel que Sniffer, programmé pour repérer les logiques opératoires des logiciels à l'œuvre sur le marché. Devant tout cela, un malaise s'installe. Dans 5, Karp écrit qu'en cas de turbulence, les courtiers se demandent automatiquement «s'il s'agit d'un *bug* interne ou si cela provient du marché».

Tant d'agitation produit des krachs boursiers éclair qui sidéreraient les populations si leur cerveau avait le temps d'en prendre conscience. Il s'agit de plongées vertigineuses des cours financiers qui se trouvent rattrapés dans la microseconde, de plongeurs en spirale qui se réemballent aussitôt et foncent dans les hauteurs avant de tomber en chute libre. Quand la durée de ces descentes à pic est perceptible à échelle humaine, on croit rêver: le 6 mai 2010, les marchés états-uniens ont eu le temps de perdre et de reprendre en seulement dix minutes 700 milliards de dollars. Le prix des actions a alors fluctué de manière invraisemblable: «le cours de la maison de vente aux enchères Sotheby's s'est envolé de 34 à 10 000 dollars. Celui du consultant Accenture a dégringolé de 40 dollars à 1 cent», rapportent Lelièvre et Pilet, dans un chapitre de leur ouvrage intitulé «En attendant le krach fatal». Les auteurs citent des polytechniciens et des ingénieurs de la finance chargés d'enseigner ces pratiques à leurs étudiants français, qui s'inquiètent les premiers d'une telle frénésie. En rien ne parvient-elle à ce à quoi elle prétend, soit la fixation des prix. Parmi eux, Nicole El Karoui parle d'un système fonctionnant en vase clos entre une poignée d'acteurs qui «ne savent pas où ils vont».

C'est l'économie qu'on ne sait traduire en aucun terme. Aux États-Unis, en juillet 2013, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), chargée de réguler le marché des produits dérivés, a condamné un courtier à payer une lourde amende en vertu des dispositions de la loi sur la réforme financière, dite Dodd-Frank, pour avoir abusé de ces logiciels de courtage à haute fréquence. Il a «utilisé un logiciel de courtage conçu pour placer illégalement des ordres sur les contrats à terme à la vente ou à l'achat avant de rapidement les annuler». Il s'agissait de créer une attention factice pour des titres dont l'intéressé avait acquis des parts préalablement. Ces sanctions sont dérisoires, car le système boursier consiste aujourd'hui ni plus ni moins en une guerre pour déterminer les cours en fonction des actifs et instruments que l'on détient. Mais elles ont une finalité publique de mystification; épingler un acteur au hasard et le montrer en exemple revient à prétendre que des exceptions à la marge perturbent un système qui fonctionne pour sa part correctement.

Allant en ce sens, les programmes de vulgarisation visent à empêcher les prises de conscience que commanderait autrement ce régime en pleine déroute. On est par conséquent globalement appelé à dire de l'économie ce que Joseph Kafka fait dire dans *Le procès* à son personnage de domestique à propos de la logique du droit: «elle me fait l'impression de quelque chose de savant – excusez-moi si je dis des bêtises – elle me fait l'impression de quelque chose de savant que je ne comprends pas, c'est vrai, mais qu'on n'est pas non plus obligé de comprendre». On nous demande en réalité de faire comme si, somme toute, il y avait une science de l'économie à l'œuvre dans les décisions des puissants dont nous dépendons. Et la «démocratie», ici, consisterait à faire des citoyens et citoyennes des partenaires capables de maîtriser le vocabulaire et les rudiments de cette «science», moins pour agir sur elle que pour s'y laisser enfermer. La vulgarisation sévit alors sur un mode intensif. Quand ce ne sont pas les institutions officielles ou des organes de presse de droite qui s'en occupent, ce sont des mouvements civiques ou des journaux alteréconomiques qui forment la population au traitement critique de ces termes qui colonisent notre monde. Un problème à travers toutes ces représentations subsiste: nous partons inexorablement d'une terminologie qui nous abuse, mais que de rares économistes semblent arriver à éviter. Qu'ils se disent «hétérodoxes» ou «atterrés», c'est bien toujours à elle qu'ils se réfèrent dans des contributions certes salutaires, mais capables seulement d'une doublure critique.

L'ÉCONOMIE STUPIDE

Il n'est pas étonnant, du coup, qu'on cesse collectivement de penser sitôt qu'il est question d'«économie». Face aux enjeux d'affaires, on semble soudainement incapable de faire preuve d'une analyse minimale. L'argent, passé ce seuil d'accumulation où il fait augmenter sensiblement l'indice grossier du «produit intérieur brut», auquel on associe le fétiche de la «création d'emplois», réfrène toute manière de réflexion. L'expression «*It's the economy stupid*», à l'origine, un mot d'ordre pour structurer le discours des organisateurs de la campagne présidentielle de 1992 de William Clinton aux États-Unis, laissait croire qu'on ne saurait imaginer un citoyen moyen s'intéressant à autre chose qu'à ce qu'il entend par économie, alors qu'il s'agissait par là surtout de dire, si l'on inverse la proposition, que l'économie et ses à priori vénaux rendent bête et interdisent toute élévation de l'esprit vers des problématiques qui leur échappent. *It's the stupid economy*, en réalité.

Comme tant d'autres, le 28 novembre 2012, le quotidien *Le Devoir* fait état de la «commande historique» que vient de recevoir le groupe Bombardier: la production «de 56 biréacteurs d'affaires Global évalués à 3,1 milliards, ainsi que des options pour 86 appareils de plus de la même famille pour une valeur totale qui dépasserait 7,8 milliards». Le contrat lie le constructeur québécois à VistaJet, une société qui loue ces appareils ne recevant pas plus de dix passagers à des milliardaires soucieux de voyager dans un «confort ultime».

Pourquoi personne, absolument personne, ne se formalise du symptôme que représente cette commande? Elle trahit le fait de dépenses excessives au sein des multinationales et de la classe des grands fortunés, alors même que les États font subir année après année des régimes de «rigueur» budgétaire et d'«austérité» à leur peuple, en le grondant copieusement discours après discours pour son mode de vie prétendument prodigue. Ce contrat rappelle que les sociétés financières – que les

États ont sauvés du marasme à partir de 2008 en injectant des milliers de milliards de dollars dans leurs coffres sous prétexte que leur faillite entraînerait celle de civilisations entières – ont repris leurs pires habitudes sitôt que leur trésorerie s’est trouvée renflouée: octroi de milliards de dollars en bonis à leurs cadres et aux membres de leurs conseils d’administration, même en cas d’années déficitaires, création d’objets financiers ultraspéculatifs à la manière d’apprentis sorciers, et étalages somptuaires tels que l’achat ou la location d’avions du type du Global de Bombardier. Dans le contexte de cette décadence, le président fondateur de VistaJet, Thomas Flohr, se frotte les mains. «Le niveau de demande est sans précédent. [...] Nos clients ont besoin de vols directs partout sur la planète et, souvent, à la dernière minute. Que ce soit par vol direct de Los Angeles à Shanghai, de Londres à Luanda ou de Kinshasa à Oulan-Bator, nous relient sans escale nos clients à tous les coins du monde en atteignant des niveaux inégalés sur les plans du style et de la sécurité.» Un expert de la Banque Royale du Canada (RBC) fait remarquer au *Devoir* que «les milliardaires et autres dirigeants des plus grandes multinationales» n’ont pas été touchés par la crise économique et qu’ils continuent de rouler sur l’or. Ou plutôt qu’ils affichent «une belle résilience face au contexte économique», car il ne faudrait quand même pas manquer une occasion de leur attribuer les mérites de leur bon sort, même s’il s’observe dans un ordre qui tourne structurellement en leur faveur.

Les «marchés émergents», où VistaJet souhaite par ailleurs mettre en opération ses nouveaux appareils, se situent en Russie, en Chine, au Moyen-Orient et en Afrique, soit des endroits où l’«émergence» d’une classe de possédants capables de s’acquitter des coûts de tels caprices aéronautiques a nécessairement à voir avec la corruption politique, la spoliation du bien public, la prédation des richesses naturelles et autres opérations mafieuses.

Pourquoi donc cela ne nous saute-t-il pas aux yeux, comme il sautait aux yeux du peuple abusé de France en 1789 ou en 1848 qu’il fournissait lui-même à une élite monarchique ses richesses et privilèges, lorsque défilaient dans les rues des colonnes de carrosses arborant leur dorure? Pourquoi cette cécité soudaine? Parce que c’est *bon pour l’économie*, «les marchés ont semblé apprécier l’annonce, le cours de l’action de la société mère, Bombardier Inc., gagnant 8 % durant la journée et clôturant à 3,37 \$». On associera ensuite le sort des travailleurs à ces mouvements d’humeur. Tous en dépendent. Car si les milliardaires, les «*high net worth individuals*», comme les baptise pudiquement la firme Merrill Lynch qu’étudie la politiste Susan George (*Le rapport Lugano II*), perdaient un peu en capitaux et en venaient à annuler ces contrats qui profitent marginalement à la plèbe, un spécialiste prévient que ces «contrats mammoths» ne vaudraient pas plus qu’une rumeur boursière. Ils «comportent un risque plus élevé d’annulation en cas de chute des marchés». Prions donc que le marché et les pouvoirs publics qui le soutiennent propulsent encore à la hausse ces cours dont les milliardaires dépendent...

Pourquoi tant d’inhibition intellectuelle devant d’aussi choquantes situations? Parce qu’il n’y a pas de domaine où la médiocrité sévit avec autant d’aplomb que dans celui qu’elle s’entête d’ailleurs à toujours appeler «l’économie». La théorie du ruissellement économique, un conte pour enfants voulant que l’enrichissement des plus riches rejaillisse inévitablement sur l’ensemble de la communauté, a beau être combattue de toute part, des experts et universitaires continuent de la professer de manière tapageuse, faisant de cette prémisse l’objet d’une foi. Si des météorologues prédisaient de la pluie aussi souvent que les économistes nous annoncent cet imaginaire ruissellement

mondial des richesses, on aurait tôt fait de s'en détourner. Cette stupidité nous occupe le cerveau au point que l'on voit encore les riches comme ceux qui créent une richesse dont on attraperait une menue part à notre compte, plutôt que de les considérer comme ceux qui la ponctionnent à notre détriment.

Dans le cas qui nous occupe, la production d'avions de luxe consiste dans les faits en un détournement de l'intelligence à des fins oiseuses. Un ingénieur spécialisé dans la construction des intérieurs de tels appareils de luxe a pour métier d'y faire entrer tous les éléments de distinction sociale dont l'utilisation ne met pas en danger leurs passagers. On met son savoir-faire au service d'un projet consistant à installer tables de billard, bains-tourbillons et salle à manger, dans des avions dont profitent seulement une poignée de privilégiés.

Ce n'est pas strictement par folie dépensière, goût du luxe ou soif aveugle de distinction sociale que les titulaires de ces avions en rêvent et les commandent réellement. On ne fait pas que s'y amuser, et sans doute même que l'amusement qui y a cours a quelque chose de plus pavlovien, de bien moins sincère que celui qui éclot dans les chaumières des déshérités. En fait, les dérives structurelles de notre régime oligarchique ont rendu ces engins indispensables à ceux qui prétendent à la direction du monde depuis leur conseil d'administration et autres fonctions institutionnelles. David Rothkopf, fier témoin de l'oligarchie mondiale, explique en sociologue dans son livre *Superclass* que la caste des puissants vit l'appropriation de tels engins, plus performants que ceux des courriers réguliers, comme une nécessité propre à leur mode de vie, de la même manière dont un banlieusard nord-américain ne se sent pas détenteur d'un objet de luxe lorsqu'il acquiert une voiture pour simplement se rendre à son travail, fût-elle dotée d'accessoires électroniques à la mode. Cette caste se vit authentiquement comme ayant vaincu l'espace-temps – elle est active en toute circonstance en ayant absolument dépassé tout ce que peut représenter, en termes d'espace et de temps, la *salle d'attente*. Et ce n'est pas excessif, insiste Rothkopf, considérant que le contexte aéroportuaire standard, qui suppose délais, stress et insécurité, pourrait coûter cher à ceux qui se vivent comme les décideurs et souverains des affaires planétaires. Les oligarques doivent disposer du temps et du monde afin de gouverner où qu'ils se déplacent. Pour eux, le jet privé comme outil de travail n'est rien de moins qu'un investissement pour contrer les risques (il s'agit d'un *risk-management tool*). Un concurrent de VistaJet, Brian Moss, de Gulfstream, présente les choses aussi froidement: son entreprise est au service d'une classe sociale qui considère que le moins de choses possible doivent résister à leur volonté d'être là où ils croient devoir être, pour dialoguer illico avec ceux qu'ils se disent devoir voir afin de mener les activités qu'ils jugent devoir mener. Cela a un coût – ne serait-ce que des frais d'entretien, qui oscillent entre 1,25 à 1,5 million par an et par avion, à supposer qu'on l'utilise quelque 500 heures. Il n'est dès lors plus question de revenir en arrière; il faut impérativement demeurer concurrentiel. Et plus les membres de cette oligarchie ainsi voyagent, moins ils sont dépaysés en tout lieu, car ils développent dans ce *hors temps* et ce *hors monde* leur point de vue sur le temps et sur le monde. C'est depuis les nuages ou les sommets des hautes tours, position indistincte, qu'ils créent les objets financiers leur permettant par exemple de *parier contre* des conjonctures économiques (les obligations grecques disputées à la baisse, les denrées alimentaires gagées en produits à terme, les hypothèques des familles insolubles titrisées hasardeusement), afin de s'enrichir massivement lorsque survient la débâcle.

Rothkopf insiste sur le fait que les employés de Gulfstream – ce pourrait être ceux de Bombardier – sont fiers de travailler à la fabrication d’engins destinés à une classe qu’ils ne pourront jamais même approcher. Ils se considèrent comme les rares «bénéficiaires de la mondialisation» voyant ruisseler sur leurs prés l’activité du capital. Ainsi, tout le monde s’aveugle, y compris le lecteur commun de dépêches journalistiques aussi grossières que celles annonçant le «contrat historique» de Bombardier, par compassion pour ceux qui se trouvent ainsi un job et par satisfaction de les voir payer un peu d’impôts (alors que l’entreprise, elle...). Tous suivent ainsi en haute altitude et à pleines turbines les termes et l’idéologie d’une caste dirigeante qui elle-même ne voit et n’éprouve plus rien. C’est une «superclasse», comme l’écrit Rothkopf, une classe qui surclasse le régime de classes lui-même pour littéralement planer au-dessus de toute chose. Et, de ce point de vue, elle forme une classe qui *fait l’économie de toute chose* – qui restreint tout aux paramètres des termes de l’économie marchande et spéculative de façon à ne plus voir du monde les situations insoutenables que celle-ci provoque. Ainsi, par la médiation des critères étroits de la science comptable et managériale, et par son idéologie fidèlement rapportée, l’oligarchie donne de la hauteur aux propositions abjectes.

*
* *

Ici bas, c’est devant nous. Partout. Et c’est énorme. Nous devrions écarquiller les yeux. Au contraire, nous nous montrons collectivement impuissants à voir. Des exemples nous violentent, mais nous les accusons sans phrase. Après avoir amené la Chine à transformer son paysage industriel en une vaste zone franche permettant la production à rabais des biens de consommation mondiaux, voici qu’à l’inverse, l’oligarchie nord-américaine aménage chez elle une aire commerciale privilégiée destinée à satisfaire les attentes de ses partenaires commerciaux chinois. La spirale régressive que suit l’État social en est venue à accomplir ici un nouveau tour vers le bas.

La Min Ying Holdings, un acteur financier chinois de premier plan dans les secteurs des banques, de l’électricité, de l’assurance et de l’immobilier, titulaire d’actifs à hauteur d’un milliard de dollars, développera sous peu un centre de commerce international en Amérique afin d’y permettre l’arrivée massive d’entrepreneurs chinois. Il s’agit de réduire au maximum le nombre d’intermédiaires locaux qui séparent les ateliers de misère asiatiques des consommateurs occidentaux. Et c’est au Québec que cet establishment situera sa tête de pont – on hésite entre Mirabel, Laval ou Longueuil.

La Min Ying Holdings, sur le territoire québécois, travaille déjà en partenariat avec une entreprise chinoise installée à Mirabel, la Mirabel International Trading Center (MITC). Mirabel est déjà une zone franche créée par le gouvernement du Québec afin de favoriser «une économie d’avant-garde». Il s’agit en fait plutôt d’un dispositif rétrograde consistant à exonérer d’impôts les entreprises qui s’y installent, en particulier dans le domaine aéronautique. La zone de commerce international de Mirabel prévoit un taux d’imposition nul sur le revenu, une abolition de la taxe sur le capital, une exemption de cotisation au Fonds de service de santé, en plus de plusieurs autres soutiens financiers et crédits d’impôt. La MITC y a été créée dans l’espoir d’attirer directement à Mirabel le centre de commerce international chinois. Elle semble finalement s’être rabattue sur Longueuil, selon Radio-Canada (28 avril 2015), après avoir sondé un terrain lui offrant à Laval des places de stationnement en plus

grand nombre. Qu'elle opte pour l'île Jésus ou la Rive-Sud, il y a fort à parier qu'elle négociera des conditions au moins aussi avantageuses que celles prévues dans la zone franche.

Ce projet relève d'une aberration économique jusque dans les termes de l'idéologie libérale du libre marché. Après que les industries nord-américaines eurent réalisé la folie politique de vider le continent de ses infrastructures en les délocalisant principalement en Chine, réservant surtout à ses populations une activité dans le secteur tertiaire des services, ce mégacentre commercial aura pour conséquence de les amputer de cette dernière catégorie d'emplois. Le lobbyiste québécois au départ responsable du dossier, cité par *Le Journal de Montréal* le 27 novembre 2013, explique en effet qu'à la faveur de ce pôle commercial, «1 000 entreprises chinoises viendraient s'établir au Québec en éliminant les intermédiaires», c'est-à-dire les commerçants et fournisseurs d'ici. «Toute la production serait faite en Chine», en plus de la distribution, désormais assurée jusqu'en Amérique par des ressortissants chinois. *Le Journal de Montréal* ajoute que ce projet aura un effet immédiat sur le prix auquel les concurrents locaux seront amenés eux-mêmes à vendre leurs produits. Faisant référence à un centre comparable à Shanghai, un «paradis des consommateurs» qui sert de modèle au projet, il donne à lire qu'«on y retrouve plus de 62 000 kiosques qui présentent plus de 400 000 produits dont les prix de vente influencent les prix du marché». Ainsi, non seulement les commerçants locaux ne seront plus seuls à distribuer la production, mais ceux qui tenteront de résister à la concurrence devront subir les effets de ce dumping, c'est-à-dire, par exemple, vendre un instrument de cuisine fabriqué par des enfants en Chine à 50 cents plutôt qu'à un dollar, si tel est le prix que fixent les nouveaux commerçants.

Comble de la confusion politique, ce lobbyiste responsable du dossier à Québec est un... indépendantiste, soit Roger Pomerleau, ex-député du Bloc québécois à Ottawa. Au nom de sa firme humblement baptisée Stratèges de l'avenir enrg., il demande officiellement au gouvernement québécois de «faciliter l'arrivée regroupée de 1 000 immigrants entrepreneurs chinois [...] dans le cadre de l'ouverture d'un centre de commerce international nord-américain au Québec afin de rendre le Québec plus compétitif au niveau du commerce international». Les Stratèges de l'avenir et autres pense-petits désignent avec un sens poussé de l'euphémisme la situation de dumping dans laquelle ils entendent plonger le Québec. Les 1 000 immigrants, des commerçants privilégiés par ce cadre «compétitif» conçu à la mesure de leurs intérêts, auraient à leur service le milieu de la construction, prêt à leur bâtir sur le champ «des maisons à 800 000 \$». On ne s'imagine pas en banlieue par hasard. Ce n'est pas tant un quartier chinois qui se profile à l'horizon qu'une communauté fermée, donnant le *la* sur le plan économique et s'intégrant au Québec comme un puissant lobby. Et c'est au conditionnel, comme pour annoncer la duperie, que ce journal de Québecor écrit: «Les entrepreneurs chinois se seraient engagés à apprendre le français [...] et à fournir un minimum de 1 000 emplois à la population locale.» On pourrait réfléchir longtemps au sens que prend l'expression «population locale» lorsqu'elle est utilisée par un journal qui désigne son propre lectorat. En réalité, ce ne sont pas ici des gens qu'on accueille, mais bien le capital international et son pouvoir souverain, qui se montrent capables de rendre étrangers leurs hôtes avant même d'être arrivés.

Roger Pomerleau a récemment passé la main à l'ancien ministre libéral Martin Cauchon. Celui-ci pilote maintenant officiellement le dossier, du moins le faisait-il pour le compte du cabinet d'avocats Heenan Blaikie, avant que ce dernier ne se dissolve en février 2014. «L'ancien premier ministre du

Canada Jean Chrétien, maintenant avocat-conseil chez Heenan Blaikie, serait aussi impliqué, selon Roger Pomerleau», indique notre source. Peut-être Jean Chrétien soigne-t-il maintenant ce dossier chez Dentons Canada, dans le cadre de ses nouvelles fonctions en tant que spécialiste des «processus décisionnels gouvernementaux», selon les termes choisis par le chef de la direction du cabinet? Pour sa part, Martin Cauchon est devenu entretemps, en mars 2015, le propriétaire inattendu de six grands journaux régionaux appartenant jusqu'alors au Groupe Gesca de la famille Desmarais. Dans cette affaire, trois responsables publics ont potentiellement vendu à des intérêts privés des informations de nature publique qu'ils ont obtenues dans l'exercice de leurs fonctions politiques.

Par un tel projet, c'est un bout du Québec qui deviendra une zone franche d'envergure internationale satisfaisant tous les fournisseurs chinois qui s'y trouveront concentrés. «Des gens d'affaires de partout au Canada et aux États-Unis voyageraient à Laval [ou à Longueuil] pour conclure leurs ententes plutôt qu'en Chine», écrit *Le Journal de Montréal*. On peut sérieusement craindre que la présence de la Min Ying Holdings accentue progressivement le statut offshore du Québec lui-même. Cette entreprise s'est habituée à la permissivité des régimes offshore, se trouvant enregistrée à Macao, un paradis fiscal d'une rare opacité à même la Chine. Cette région est spécialisée dans l'enregistrement des sociétés, le secret bancaire y est blindé et le taux de taxation est nul. L'émigration d'investisseurs millionnaires chinois participe clairement à l'économie offshore. WealthInsight, une firme d'information spécialisée dans l'identification des acteurs les plus riches, estimait en 2013 que les Chinois fortunés avaient placé 658 milliards de dollars dans les paradis fiscaux. Ces données sont continuellement en hausse.

Cette information n'est pas marginale, même si *Le Journal de Montréal* l'a platement reléguée aux pages consacrées à l'«investissement». Elle nous donne une idée de la transformation offshore que vit le Canada. La Colombie-Britannique se développe comme plaque tournante du narcotrafic en provenance de l'Asie; l'Alberta, imitée en cela par la Saskatchewan, s'impose comme un pétro-État; l'Ontario est le repaire mondial des sociétés minières sévissant à l'étranger; le Québec est un minéralo-État s'intéressant à son tour au pétrole, tout en étant l'hôte au Canada du cabinet Maples, une des plus grandes firmes spécialisées dans la création d'entités offshore, sans parler de son nouvel intérêt pour la filière de l'import-export chinois; enfin, la Nouvelle-Écosse a développé un programme d'embauche permettant aux firmes des Bermudes de faire exécuter leurs affaires courantes par des comptables d'Halifax, tandis que leurs ayants droit jouissent dans cet archipel d'exonérations fiscales qui y justifient la délocalisation...

Le tout est l'œuvre d'anciens parlementaires, ministres, voire premiers ministres, qui connaissent les décideurs et tous les rouages de l'administration publique, de façon à transformer l'appareil d'État en une machine à engranger du capital pour les oligarques industriels et financiers. Aucune de ces réalisations n'est soumise au débat public. On laisse plutôt le peuple s'entre-déchirer autour de symboles identitaires qui passent pour les seuls thèmes à sa portée.

DES EXPERTS EN RENFORT

Les «experts» volent au secours des oligarques les finançant sitôt que ceux-ci retombent dans les travers qu'on leur connaît – la corruption, la duplicité, la médiocrité. Le gouvernement du Québec se

découvre-t-il encombré par une affaire de malversations concernant Arthur Porter, un gestionnaire accusé de fraude exilé aux Bahamas? Il sait pouvoir compter à la télé sur ses savants de fortune, un professeur d'administration de l'Université de Sherbrooke ainsi qu'un quincaillier en «gouvernance». Messaoud Abda et Michel Nadeau, ce 4 mars 2013 à l'émission d'Anne-Marie Dussault, récitent calmement leur leçon à propos du frauduleux personnage, à savoir qu'il était tout naturel qu'on vît en lui un homme digne et probe. Sa «feuille de route» n'était-elle pas «extraordinaire et exemplaire»? dira le premier qui se targue d'étudier la criminalité financière. Très certainement, renchérit le second, sa fiche était «impeccable». Il était après tout un immigrant africain passé par Oxford, Cambridge et Toronto, ami de Stephen Harper qui l'a nommé au service des renseignements, et proche également de Philippe Couillard. Et n'avait-il pas été auparavant conseiller de George Bush? Et le premier de renchérir, tout en «Oh!» et en «Ah!»: il «traînait» dans les services de renseignement et savait séduire tout autant que Bernard Madoff... Mais cela devait rassurer qui, outre les experts en «gouvernance»? Il est vrai qu'à force d'être répété (pas moins de 15 fois dans un court texte du *Devoir* du 6 décembre 2013 signé Yvan Allaire, un autre boutiquier de la «gouvernance»), ce sème absent de notre vocabulaire il y a quelques années encore semble presque acquérir de la consistance. Les autres se demandent bien depuis quand le passage dans les cercles de l'oligarchie, les services de renseignement et les hauts lieux du pouvoir états-unien garantit une quelconque rigueur morale et un sens de la chose publique. Bref, l'élite québécoise se serait trouvée «éblouie» devant une candidature aussi indiscutable. Les «experts» se seraient montrés incapables de meilleures intuitions sociologiques. Rien sur le trafic d'influence, rien sur le lobbying, rien sur les renvois d'ascenseurs de tous ces manœuvriers de tant de réseaux affairistes. Rien non plus sur la façon dont les paradis fiscaux permettent de camoufler de manière systémique les actes frauduleux. Pourquoi s'attarder à ce menu fretin quand on peut pivoter sur soi-même et se remettre de sa prétendue surprise pour expliquer aussitôt avec force détails les pratiques frauduleuses potentielles de l'intéressé et les raisons de cet état de fait? La science de la gouvernance consiste en un art du *second guessing*, une pensée du *on aurait dû*.

En amont, elle cherche sinon à camoufler les outrages du régime lui-même, pour que rien ne soit remis en question. Si un magnat de la presse et investisseur de premier plan comme Pierre-Karl Péladeau prend l'outrancière décision de se lancer en politique et s'apprête même à décrocher le siège de chef de l'opposition, Michel Nadeau s'empressera de concevoir une mécanique qui lui permettra d'exercer ses excessifs pouvoirs dans une apparente légitimité. Tout au plus méditera-t-il au problème de conflit d'intérêts en lubrifiant les articulations du système pour que les sujets n'entendent rien grincer: «Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde où on a forcé des politiciens à se départir de leur source principale de revenus, même dans [le cas de] propriétaires d'entreprises de presse. [...] Il faut faire en sorte que les gens d'affaires puissent continuer à aller en politique», a-t-il déclaré à Radio-Canada en mars 2014, comme si on traitait d'un simple gagne-pain. Pour lui, Péladeau pourrait se contenter de confier ses actifs à une fiducie indépendante, tout en cédant ses propriétés médiatiques à une instance dont il détiendrait moins de 50 % des parts. Ces cloisons virtuelles permettraient ainsi à un même homme d'être à la fois responsable de la presse, de la téléphonie mobile, d'un stade de sport et d'«industries culturelles», tout en occupant une fonction publique de premier plan, sans que jamais la principale question qui fâche ne soit même effleurée:

comment une société peut-elle admettre une telle concentration d'actifs et de pouvoir non seulement en la personne d'un représentant politique, mais en celle de tout citoyen? Les experts en techniques de gouvernance parviennent à outrepasser toute question sur ces objets de scandale, en les naturalisant. «En démocratie, pensons à l'ancien maire de New York, [Michael] Bloomberg, qui est aussi le propriétaire d'une des plus grandes agences d'information de la planète, [Bloomberg LP]. Après la politique, il est toujours propriétaire», précise Nadeau en faisant cas de son répertoire d'exemples édifiants.

C'est sinon l'Institut du Nouveau Monde (INM) qui se pointe fanfaronnant. Son animateur Michel Venne se veut d'une plasticité à toute épreuve. En juin 2015, il croit pouvoir séduire une jeunesse qui lui échappe en clamant «RÉVOLUTION» sur une affiche rouge vif arborant son visage comme celui d'Erich Honecker à la belle époque où des régimes bureaucratiques promouvaient le culte de la personnalité. Quelques mois plus tôt, il organisait sur un mode contraignant une série de consultations publiques visant à faire passer auprès de la population le virage fiscal du gouvernement du Québec, lequel consiste à faire augmenter les tarifs sur les services publics afin de financer le manque à gagner notamment occasionné par une décision de longue date, la baisse du taux d'imposition sur le revenu des entreprises. En 2012, l'INM avait pactisé avec Minalliance, le lobby des mines l'ayant mandaté pour mener auprès de la population une vaste «conversation nationale» au moment où l'image des sociétés minières était à leur plus bas.

Dans *El Criticon*, Baltasar Gracián épinglait déjà au XVII^e siècle de tels personnages: «C'est quelqu'un qui est tenu pour docte sans avoir étudié, savant sans s'être fatigué; il prend la pose et a une barbe qui en impose sans s'être brûlé les sourcils à la bougie de l'étude; il remue de l'air et en fait des tonnes pour des livres qu'il n'a pas faits ni dépoussiérés; il est très éveillé sans avoir veillé et, sans nuits blanches, il a des jours ensoleillés de gloire. Bref, c'est un oracle du vulgaire et que tout le monde s'entend à réputer savant sans le savoir ni l'entendre.» La féministe Andrea Dworkin écrit pour sa part plus brutalement: «Alors que le commérage des femmes est universellement ridiculisé, jugé terre à terre et frivole, celui des hommes [...] devient une théorie, une idée, ou un fait.»

MALADE D'ARGENT

Pour ces dirigeants, l'argent fait écran devant tout. Il s'est imposé dans la culture moderne comme un élément de calcul de la valeur moyenne, dès lors qu'on le porta au statut de signe de prédilection pour médiatiser les biens entre eux. Cette unité de mesure moyenne des *faits de valeur* s'est imposée dans l'histoire comme un vecteur majeur de la médiocrité. Pour Georg Simmel, l'établissement et la fluctuation d'un prix que l'argent permet servent en réalité à mesurer instantanément le degré moyen de valeur d'un bien au regard, d'une part, de tous les autres objets, et, d'autre part, du degré de sacrifice auquel est prêt le sujet qui le convoite pour franchir la distance moyenne qui l'en sépare. Donc, la valeur moyenne des choses entre elles au regard de la volonté moyenne des sujets à franchir l'écart moyen qui les en sépare, tel est ce que traduit le prix monétaire comme le résultat d'un calcul qui n'a même pas à être fait. Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, le travail de Georg Simmel n'a rien à voir avec celui des économistes vulgaires. Il s'intéresse d'abord et avant tout au rôle social et culturel de l'argent dans la modernité, soit celui d'agir avant la lettre comme un ordinateur capable de

réaliser dans les esprits la comparabilité, la compatibilité et la comptabilité de toutes choses entre elles en ce qui regarde leur potentiel de valeur. Simmel s'enquiert aussitôt des perversions que l'argent favorise. Car l'argent, en témoignant de toutes ces moyennes, devient lui-même le moyen d'accéder à toutes choses. Le posséder en quantité suffisante, c'est pouvoir surmonter ce qui nous sépare de ce que l'on désire sans devoir échafauder de stratégies particulières. L'argent est économique, parce qu'il permet de faire l'économie de délibérations stratégiques, étant fort simple à utiliser. Comme moyen de toutes choses, le voilà devenir un supermoyen. Et comme supermoyen, l'argent a fini par s'imposer dans l'histoire tel un but suprême paradoxal: on se donne comme visée suprême de posséder ce moyen d'accéder à toutes choses. «L'argent est devenu pour la majorité des gens civilisés le but de tous les buts, la possession par laquelle les visées de cette majorité se réalisent. [...] Le fait du manque ne signifie plus pour la conscience de l'homme moderne le manque d'objets, mais uniquement le manque d'argent pour les acheter», écrit Simmel en 1900 dans *Philosophie de l'argent*.

Les problèmes commencent lorsqu'on cesse de faire de l'argent un média de la valeur pour faire comme s'il contenait lui-même la valeur, comme s'il l'était.

Nul besoin assurément de démonstration particulière pour montrer qu'aucune instance intermédiaire de l'existence ne réalise cette prédation de l'objectif final avec autant d'ampleur et de radicalité que l'argent. Jamais objet exclusivement redevable de sa valeur à sa qualité d'intermédiaire et à sa convertibilité en valeurs plus définitives n'a su s'élever aussi résolument, aussi complètement jusqu'à un absolu psychologique de la valeur, jusqu'à une finalité qui absorbe entièrement la conscience pratique. Cette qualité de l'argent d'être l'objet de la convoitise finale va devoir croître précisément dans la mesure où son caractère de moyen apparaît de plus en plus nettement. [...] L'accroissement de sa signification tient à ce qu'il s'épure de tout ce qui en lui n'est pas simple moyen, évitant ainsi de se heurter à la spécificité des objets. Tandis que sa valeur comme *moyen* grandit, sa *valeur* grandit aussi en tant que moyen, au point qu'il passe pour valeur en soi.

Malgré les apparences logiques, aimer l'argent, être attiré par l'argent, c'est être follement épris de ce qui nous donne accès à tout, et c'est n'être en réalité attiré par rien. Par rien d'autre qu'un moyen d'obtenir tous les faits de valeurs, réduits par lui à leur plus simple expression. Ils se laissent toutefois paradoxalement oublier dans la «conscience pratique» en raison de la qualité de *valeur en soi* que l'argent acquiert. S'attacher à ce moyen parmi les moyens, c'est prendre le média de la valeur pour la valeur elle-même, c'est s'attacher insensiblement à la statistique de la valeur, impersonnelle, insignifiante, indéterminée, neutre, moyenne. Donc ériger ce portrait-robot de la valeur au rang de sa chose, et préférer la carte au territoire. Pour la conscience, l'argent tend à tout niveler en fonction de ce référent neutre. Ce moyen de tout acquérir permet d'acquérir tout ce qu'il rend moyen.

Contrairement à Karl Marx, Simmel portera son attention sur les conséquences psychologiques que comporte une culture ainsi dominée par le symbole fétiche de l'argent. Comme le capital, mais cette fois sur un plan psychologique, l'argent pervertit. Il pervertit, car il concentre l'activité de l'esprit dans un rapport à un moyen qui tend à lui faire perdre toute perspective sensible par rapport à la diversité du monde. Dans le chapitre 3 de *Philosophie de l'argent*, Simmel balaie, à la manière de La Bruyère, une galerie de caractères types. Son étiologie comprend les figures de l'avare, du

dilapidateur, du cupide, du blasé ou du cynique, notamment. L'argent est au centre de ces développements de la personnalité, il les génère. Chez tous, l'argent agit à la manière d'une prothèse permettant à l'esprit de se cliver des réalités empiriques au profit de modalités comptables désincarnées. Cela s'est confirmé sur le plan psychique jusqu'à ce que cette représentation imagée se matérialise à la Bourse et se dissémine dans l'étendue infinie d'un réseau informatique mondial, l'argent rendant un compte des réalités toujours plus étranger au conte sensible, dont il découle pourtant d'un point de vue étymologique. Les données que fournissent les écrans font désormais la loi. On ne trouve plus que dans les bilans aseptisés défilant sur d'immaculés tableaux ou tenant droit dans d'imparables colonnes comptables les justifications d'une économie qu'on ne sait plus voir (autrement). Cela rend malade d'être à ce point mis à distance d'opérations économiques qui furent jadis sensibles: elles consistaient alors à élaborer des stratégies occurrentes pour réduire l'écart nous séparant comme sujets des objets que l'on convoite. Là, la transposition des stratégies d'acquisition sur le palier monétaire nous fait faire l'économie du monde. On s'en ressent, et de ce refoulement général, l'époque n'est pas indemne.

D'abord, l'avarice. Celui qui en est atteint contemple la fortune virtuelle promise par le signe pécuniaire, se gardant de le matérialiser en quoi que ce soit. Mieux vaut fantasmer les mille acquisitions qu'il promet que de le convertir en une seule. L'avare exige du signe monétaire qu'il lui procure toute la jouissance qu'il annonce sans que soit nécessairement engagée une épreuve effective de la jouissance. L'avare veut éprouver «la forme abstraite de jouissances dont on ne jouit cependant pas», il demande à l'argent de jouir pour lui. Parce qu'il est en mesure, ainsi doté, de «tout» pouvoir, ce détenteur de capitaux se dispense de la sorte de *pouvoir vraiment* et reste ainsi à l'abri de toute déception inhérente à l'épreuve. L'argent confère une légitimité aux fantasmes infinis de possibles et laisse miroiter le pouvoir de tout concrétiser sans résistance. Cette attitude repose sur les puissances que l'argent recèle dans la culture moderne. Il est à la fois «sensible» et aucunement familier, il passe culturellement pour signe absolu et abstrait de la valeur, et en cela il frappe les imaginations comme «une énergie pure».

Le dilapidateur, au contraire, n'a cure de tous ces symboles et cherche, lui, à goûter coûte que coûte au fruit même de la promesse. Peut-on dire pour autant que l'avare et le dilapidateur vivent sur un même régime, l'un procédant «à l'inverse» de l'autre? Sans nier les affinités entre les deux, on signalera toutefois une différence qualitative qui rend difficile cette comparaison stricte. Elle tient de ce que, d'une part, l'avare se crispe sur les signes monétaires, les consolide et requiert leur rigueur impitoyable, au point de succomber à des délires de grandeur faisant valoir l'argent comme unique critère d'accessibilité au pouvoir, comme dans *Eugénie Grandet* de Balzac, tandis que l'attitude prodigue, elle, consiste à dénier souverainement toutes les institutions s'appliquant à faire reconnaître la valeur monétaire. Tous les termes privatifs ne suffisent pas à Simmel pour définir l'insouciance et la désinvolture sociale du dilapidateur, évoquant ses pertes de repères complètes en ce qui regarde les relations, les mesures, les limites (*Beziehungslosigkeit, Maßlosigkeit, Grenzenlosigkeit*), ses exigences ne trouvant aucun motif de restriction, lui qui demeure absolument déformé. Tout cela se déploie dans la violence la plus débridée. La figure de Timon d'Athènes de Shakespeare nous saute à l'esprit.

Le cupide entre maintenant en scène. Il ne semble, lui, plus même désigner un type, mais il évoque plutôt le trouble moral et l'état de confusion dans lequel il plonge sitôt qu'il dispose de fonds. La cupidité se produit nécessairement dans des contextes où il ne devient plus possible d'associer l'argent au moindre mérite, où l'on ne sait plus ce qu'«argent» veut dire, lorsqu'il est hors de ses gonds, qu'il ne représente que la somme de fantasmes qu'il cristallise. C'est le cas notamment lors d'héritages, si l'on gagne gros à la Bourse ou quand un administrateur se voit remettre un boni faramineux par sa multinationale. L'argent en jeu n'est alors rapporté à aucun travail, à aucune réalisation de quelque nature, à aucune formalisation. À ce moment, la violence se déchaîne. Cet argent semble directement connecté à l'inconscient et il suscite les passions les plus viles: jalousie, haine, agressivité, ressentiment, peur, convoitise...

Le blasé, lui, est le malade de la sécurité du revenu. Après avoir touché sa paye comme employé des suites d'opérations répétitives et standardisées, devenu consommateur, il languit dans une organisation où tout s'acquiert également par des gestes récurrents: déposer de la monnaie sur un comptoir ou signer un chèque. La façon qu'il a d'accéder aux biens l'éloigne considérablement du principe vitaliste. «Le blasé [...] est tout à fait incapable de ressentir des différences de valeur, pour lui toutes choses baignent dans une tonalité uniforme et grise.» Puisque la valeur d'une chose réside notamment dans les efforts réels qu'on doit déployer pour l'obtenir (un verre de lait n'a pas la même valeur selon qu'on l'a payé au café ou qu'on a dû trouver soi-même une vache à traire), du moment qu'on a les moyens pécuniaires d'obtenir tout objet de désir sans effort particulier (poser sur un comptoir un billet ou quelques pièces de monnaie), la chose que l'on acquiert se déprécie d'un point de vue psychique. La valeur s'apprécie en fonction de son éloignement et de ce qu'il s'agit de mettre en œuvre pour le surmonter. «L'objet ainsi établi, caractérisé par son éloignement du sujet, que ce dernier constate aussi bien qu'il cherche à le surmonter, est pour nous une valeur», écrira Simmel dans *Philosophie de l'argent*. Moins on a à s'ingénier à développer des modes d'accès au bien – puisque l'argent suffit à chaque opération –, plus le processus pour arriver à ses fins devient «indifférent». Ainsi «pâlissent» d'autant les «attraits» des biens convoités pour le blasé que la voie qui mène aux biens de consommation n'est en rien stimulante.

Le cynique se présente également comme une figure dépressive. Contrairement au dilapidateur, il apprécie les choses du monde de manière absolument égale, comme si leur traduction possible en argent neutralisait leur spécificité. «Son sentiment de l'existence ne s'exprime de façon adéquate que lorsqu'il a démontré en théorie et en pratique la bassesse même des valeurs les plus hautes et l'illusionnisme des différences de valeurs. Rien ne peut mieux flatter cette mentalité que la capacité de l'argent à réduire les valeurs les plus hautes comme les plus basses, uniformément, à une seule et unique forme de valeur, les ramenant ainsi au même niveau fondamental, malgré toute leur diversité qualitative et quantitative.» Réduire toute chose à son quantum monétaire correspond nécessairement à une incapacité à considérer sa valeur autrement que selon ce mode comptable. Pour le cynique, toute forme de valeur est jugée exclusivement au prisme du signe pécuniaire, sans plus de considérations politiques ou éthiques, ou, dirions-nous maintenant, écologiques.

Le rapport contrasté entre tout et rien, que l'argent favorise, génère une pensée qui tend à désinvestir les objets du monde. Au point où Simmel s'est réjoui d'une seule chose pendant la Grande Guerre: que les coupons pour l'obtention du pain que l'on distribuait en lieu et place de l'argent

permettaient à la communauté de renouer avec le sens de la valeur sensible des choses plutôt que celui de leur équivalent.

*
* *

On s'éloigne de l'appréciation des choses en s'obligeant à passer par la monnaie pour en mesurer la valeur. La culture de l'argent fait écran. La culture capitaliste au sein de laquelle la valeur se mesure par le patrimoine financier et les objets de luxe, chez les riches, et, chez les consommateurs moyens et les pauvres, par les aubaines et le rapport qualité-prix, a entraîné le développement de pathologies spécifiques. Elle a rendu les uns structurellement avarés et cyniques, les autres blasés et cupides. Les grands investisseurs et oligarques ont en effet tous les traits du père Grandet qui, dans son officine, contemple sa montagne d'or tandis que les membres de son ménage sont malades et affamés. On les voit dans des États endettés et au milieu de populations appauvries fomenter de nouveaux coups tordus pour faire toujours augmenter en valeur leur portefeuille d'actions, patrimoine immobilier et autres titres obscurs consignés offshore. Indifférents à la misère du monde, que les catégories comptables auxquelles leur conscience se borne font tomber dans les oubliettes des «externalités», tout pour eux n'est qu'affaire d'arithmétique, comme si les chiffres, loin de traduire des cris et des souffrances, valaient désormais en eux-mêmes et ressortaient exclusivement d'un jeu. Prise au jeu, impuissante à penser autrement un ordre dont elle profite sporadiquement seulement, et ce, par hasard, sans en maîtriser les règles, la classe moyenne reste dans ses clous – un chez soi aux allures de terre d'asile où elle garde espoir que se prolonge un temps la jouissance de biens dont elle ne contrôle jamais complètement les modes d'appropriation. Ses comportements stéréotypés deviennent pour elle un moyen d'attester de sa soumission – adopter un comportement moyen en vue d'obtenir de menus moyens. La menace du blasement pèse continuellement sur elle. L'évasion dans le divertissement et les psychotropes que le régime lui prescrit en abondance témoigne des maux qui la guettent en permanence.

Les indigents, les peuples d'Afrique ou d'ailleurs que le capital colonise sans merci, courent pour leur part le risque de la cupidité, étant donné la façon dont la culture occidentale de l'argent les subjugué. L'argent, là, semble survenir de nulle part pour se destiner toujours vers des contrées lointaines. Il passe. On le sait investi de valeur, mais c'est en fonction de modalités, considérations et réalités qui sont étrangères à la vie économique à laquelle il est associé. C'est parce que les fonds ne sourdent pas de l'organisation de sa communauté qu'il se présente en propre comme destiné au détournement et aux malversations. C'est parce que l'ordre culturel occidental a imposé au monde son jeu de l'argent et l'a ainsi corrompu que les choses se présentent partout sur ce mode.

L'ÉCONOMIE CUPIDE

Une pièce de monnaie tenue entre le pouce et l'index, par quels liens trouve-t-elle son sens? Lorsqu'elle est associée à tous les *faits de valeur* qu'elle permet justement de mettre en relation: un pain, un titre de transport, un fil électrique, la location d'un logement, un chandail, des bougies... Mais

encore une instance stable doit-elle fonder sa valeur dans un certain rayon, pour qu'elle virevolte ainsi, associée à un bien puis à un autre aux fins de l'évaluation. Cette pièce se trouve donc en lien non seulement avec un ensemble de faits de valeur, mais avec un point de gravité qui assure son orbite, celui qui donnera un ordre circulaire à l'activité d'une collectivité qui en fait usage. On désignera cet ensemble idéal du nom d'«économie».

Mais si ce centre de gravité manque cruellement, qu'est l'argent? Si l'argent passe comme une flèche à travers le cercle de la communauté, venant de l'extérieur pour aller à nouveau vers l'extérieur, sans permettre une concertation des motivations, sans permettre qu'une économie ne se concentre... qu'advient-il? C'est ce qu'on observe en Afrique de l'Ouest, par exemple. C'est alors la dissipation. Et la corruption. La monnaie ayant cours légal en Afrique de l'Ouest depuis 1945 constitue en elle-même un signe outrancier de ce décentrement économique, source de tous les dysfonctionnements. Quinze pays de l'Afrique occidentale partagent le franc CFA (Communauté financière africaine), une devise dont le sigle renvoyait il n'y a pas si longtemps encore aux Colonies françaises d'Afrique et qui permettait, à l'époque de l'Empire, de gérer sur un mode uniforme les affaires de la France sur le continent conquis. Elle s'est longtemps trouvée évaluée en fonction du franc français, avant que l'euro n'absorbe ce dernier. Aujourd'hui encore, les deux «zones francs» d'Afrique confèrent un cours légal à une devise qui est en réalité une «contrevaletur» établissant un lien à parité fixe avec l'euro. Elle n'est garantie par aucune banque centrale en Afrique... mais elle l'est par le Trésor public français, tel que l'Union européenne en a décidé dans le cadre du traité de Maastricht en 1992. Dans *L'Afrique au secours de l'Afrique*, l'économiste africain Sanou MBaye n'hésite pas à parler d'elle comme d'une «relique coloniale», en signalant que seuls les dictateurs voient en cette monnaie un avantage, puisque sa convertibilité en francs français puis en euros favorise l'évasion de capitaux vers l'extérieur.

Par-delà ce problème de l'émission des devises se pose celui des investissements. Tout à fait logiquement, c'est depuis l'étranger que ces capitaux étalonnés ailleurs se trouvent investis. L'Afrique, quoique très riche en ressources, du moment qu'elle demeure dépourvue d'infrastructures et qu'elle laisse des entités étrangères tout simplement piller ses biens, ne façonne aucune économie forte d'elle-même. Les billets qui circulent, par conséquent, ne tirent pas leur valeur des faits de production et d'échanges propres à la collectivité concernée.

Les capitaux financiers apparaissent au contraire sous une forme magique. C'est-à-dire qu'ils ne sont en rien associés à un état du travail, de la production et de la mise à disposition de biens dans une société organisée, mais plutôt à une capacité qu'ont les Africains de les attirer et surtout de les détourner. Ces fonds proviennent globalement de trois sources. D'abord, les budgets des bailleurs internationaux, dits de «développement», et entendus trop souvent au sens idéologique d'un rattrapage que l'Afrique aurait à faire par rapport à l'Occident. Puis, les investissements privés, soit ceux d'entreprises agroalimentaires, minières, pétrolières, pharmaceutiques ou autres, qui arrosent au passage certains haut placés de l'appareil d'État et quelques subalternes au hasard. Au crochet de ces derniers se déploie tout un clan formé de la famille, d'amis, de contacts... Enfin, au titre de l'économie sociale, voit-on surgir épisodiquement la manne arbitraire des fonds d'aide et des organisations «non» gouvernementales. Pour canaliser vers soi ces avoirs, on ne manquera pas parfois en Afrique, quand la conviction n'y est pas déjà, de reprendre à son compte le discours des

samaritains blancs pour s'attirer leurs faveurs. Les représentants d'ONG africaines apprendront alors à parler social-démocrate, à chanter communiste, à épicer leurs revendications d'évocations altermondialistes ou à faire décliner leur requête dans les mots creux de la gouvernance, selon qu'il s'agisse de séduire une fondation affiliée à un parti socialiste européen, une fondation radicale d'extrême gauche, une ONG bien-pensante ou encore une instance de la Banque mondiale. Johanna Siméant en fait état longuement dans son livre *Contester au Mali*.

Ce n'est donc pas l'instance familiale ou clanique qui apparaît néfaste – qui est-on pour juger? –, mais son agencement hybride avec le capitalisme techniciste à l'occidentale. Plutôt que de former un mode d'organisation comme un autre, la voilà qui se structure tel un système de parasitage constituant le seul moyen d'extorquer aux forces impérialistes une part des richesses que ces dernières s'approprient à piller.

Une telle colonisation économique provoque du découragement. Elle peut être nettement volontaire, comme dans un cas, au Moyen-Orient cette fois, relaté par le documentaire stupéfiant de Paul Cowan et Amer Shomali, *Les 18 fugitives*, attestant du couvre-feu imposé par l'État israélien à une communauté palestinienne pour chercher à y abattre 18 vaches leur assurant une fragile autonomie économique. On a alors l'impression brutale que l'ordre économique impérial distingue sciemment deux camps, ceux qui font des sous et ceux qui en quémandent. Aux deux extrémités du spectre, il y a, d'une part, les très riches – les multinationales, leurs expatriés et les potentats locaux – qui abusent de leurs privilèges et, d'autre part, les indigents qui ont souvent perdu toute possibilité stratégique de s'affranchir de leur condition. Plus au centre se trouve le point de jonction entre ceux qui parasitent les institutions (douanes, médias, services publics, sécurité) et attrapent au vol ce qu'ils peuvent par les stratagèmes de la petite corruption quotidienne, et ceux qui tentent de mettre en place leur modeste autonomie financière, au risque de se voir arracher par leur entourage le peu de profits que génère leur activité. «J'ai pour mandat de favoriser le développement d'une coopérative autonome en matière d'agriculture», explique un stagiaire occidental au Togo. Le projet semble pertinent, dans la mesure où il ne fait appel à aucune infrastructure technique que ne seraient pas à même de maîtriser les cultivateurs sur place. «Nous avons fourni les terres, les instruments, un capital de départ... Mais rien n'y fait. La plupart de nos interlocuteurs nous demandent essentiellement de l'argent.» Pourquoi? L'autonomie, lorsqu'elle se vit à très petite échelle, attire en contrepartie un lot de problèmes périphériques plus importants que la dépendance, pourtant si précaire. Ce n'est pas par touches, en ciblant tel petit groupe de femmes, telle équipe réduite d'agriculteurs, telle coopérative de mécanique automobile, mais en incluant toute une société, qu'on pourra libérer un peuple de la culture d'assistanat dans lequel le colonialisme économique le plonge.

Ce qui vaut pour la devise vaut également pour les références politiques et culturelles. Car sur ce continent, les prétendues «républiques» à la française bafouent en réalité la chose publique; les frontières géopolitiques qui la découpent sont directement héritées de l'époque coloniale. L'Afrique de l'Ouest reste largement dominée par une matrice impérialiste, même si les États qui la composent sont officiellement indépendants. Avant même de se manifester sous la forme d'interventions armées, d'instrumentalisation de groupes rebelles, d'intercession de la part de services secrets pour truquer des élections ou d'interventions de diplomates pour y pratiquer un trafic d'influence indu (quand il ne s'agit pas de multinationales descendues là pour corrompre des ministres et agents de l'État),

l'ingérence a invariablement déjà lieu en Afrique de l'Ouest. Elle est structurelle. À la manière de fantômes, les puissances coloniales habitent le territoire de par la forme même des régimes politiques qui y persistent.

Les régimes politiques d'Afrique de l'Ouest se présentent comme des caricatures de la V^e République française, qui fut elle-même, en 1958, la consécration des fantasmes d'inspiration monarchique de Charles de Gaulle. La concentration du pouvoir entre les mains d'un seul (enfin décriée en France aujourd'hui) atteint des sommets en Afrique, dans ces régimes dictatoriaux déguisés en démocratie, avec la bénédiction, si ce n'est le concours actif, de la France et de puissances occidentales. On y retrouve exacerbés tous les travers de cette V^e République. Des chefs d'État, non contents de nommer leur premier ministre ainsi que les ministres, et de pouvoir dissoudre l'Assemblée législative à leur guise, s'attribuent eux-mêmes des portefeuilles ministériels, tels que ceux stratégiques de la Défense ou de l'Intérieur, une aberration constitutionnelle. Quels «citoyens» peuvent alors reconnaître leur volonté dans une telle structure de pouvoir? Structure qui, du reste, ressemble outrageusement à celle que les mouvements d'émancipation visaient précisément à expulser en gagnant l'indépendance. Que ces régimes aux frontières d'antan soient le plus souvent organisés, comme on le sait, sous la forme de clans, lignées, ethnies ou familles locales, illustrés exemplairement par les Gnassingbé ou les Bongo, n'amènent en rien les populations à s'y croire bien représentées. Jamais la notion de *chose commune* n'y excède le champ de la fiction rhétorique.

Ces structures nationales sont manipulées de l'extérieur. C'est de loin qu'arrivent les ordres, les modèles institutionnels, les flux financiers, les grandes figures... en fonction de finalités qui ont aussi trait à ce qui se passe au loin. Les conséquences sont connues et l'association Global Financial Integrity (GFI) les confirme année après année: des dizaines de milliards de dollars quittent annuellement le continent par des voies illégales et criminelles (50 milliards par année selon la dernière évaluation et 1 000 milliards en cinquante ans), ce qui excède largement les budgets d'«aide» au développement «généreusement» consentis d'autre part par les pays riches. Une logique finit donc par se sédimenter auprès des populations africaines: s'accaparer ce que l'on peut à partir des flux financiers qui passent, détourner vers son réseau le bouquet d'institutions que l'appareil d'État représente, obtenir par la séduction la manne dont dispose une ONG ou par la ruse ce qui reste de fonds locaux dans un programme financé par les institutions internationales. Ces clans sont aguerris, ils ont constitué longtemps des formes de réponses aux modes étrangers d'intervention. Bien que ce type de réflexe mène la collectivité à sa perte, à terme, détourner les fonds étrangers vers eux ne saurait platement relever de la corruption, bien plutôt de la résistance. Ce serait ajouter à l'opprobre que de dénoncer chaque stratagème visant à canaliser dans un réseau local ces fonds que les investisseurs et bailleurs de fonds étrangers souhaitent pour l'essentiel mettre au service du dessein de l'exploitation coloniale. L'Occident a placé les Africains dans une position humiliante, semblable à celle de participants à certains jeux télévisés abjects qui tentent, dans une bulle de verre, de grappiller dans les airs des billets de banque soufflés par un ventilateur.

En réalité, les populations du Sud ne savent plus tellement vers quelle instance se tourner. Elles ignorent même s'il y a quelque chose qu'on nomme gouvernement pour décider de quoi que ce soit concernant le pays. En Haïti, la présence des organisations «non» gouvernementales revêt l'allure louche d'une force d'occupation politique. Elles sont partout et décident de tout, mais en ordre dispersé, sciemment. C'est de nouveau la domination par la «gouvernance»; on ne sait plus identifier le lieu du pouvoir. Depuis le tremblement de terre de 2010, le microcosme humanitaire vit de la catastrophe haïtienne, et parfois très bien. Il se révèle souvent financé par des fondations privées qu'ont créées les entreprises chargées de reconstruire le pays par fragments, quand elles n'escomptent pas y piller les ressources naturelles. Il s'ensuit une situation sens dessus dessous qui, bien que strictement palliative, écarte l'État jusqu'à faire oublier au peuple la notion même d'institution publique. Comment croire en elle de toute façon, alors que le pouvoir politique ne s'est présenté dans l'histoire haïtienne que sous la forme de kleptocraties violentes ou de puissances étrangères? S'ouvre donc sans ambages l'ère de l'Haïti *Open For Business*. Dans ce contexte, l'aide humanitaire représente pour les investisseurs étrangers un placement minimal visant à s'assurer l'adhésion d'une des populations les plus pauvres du monde à ce modèle d'exploitation qui la lèse.

Au lendemain du séisme de janvier 2010, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) a d'abord mis le pays sous tutelle, attribuant à l'État un rôle strictement protocolaire. L'ex-président états-unien William Clinton a assuré la coprésidence de cette entité bigarrée constituée d'entreprises, d'ONG, d'instances subventionnaires, de pays habitués historiquement à l'ingérence politique en Haïti, en plus de quelques représentants des syndicats et des autorités locales. Comme faire-valoir, la CIRH comptait également sur le premier ministre haïtien comme coprésident. Dans l'ouvrage collectif *Refonder Haïti*, l'économiste Fritz Deshommes décrit cette commission comme une instance souveraine, «étrange et bizarre qui peut passer des contrats avec qui elle veut, octroyer ou refuser des terrains, des licences de fonctionnement, des autorisations d'investissement, approuver ou rejeter des projets, et ce, sans avoir de comptes à rendre».

Aucune autorité dans ce pays historiquement éprouvé n'arrive alors à penser les enjeux communs d'un point de vue général. Tout s'améliore à la pièce. Les fondations financent ici un dispensaire, là l'asphaltage de trois mètres de route ou, encore plus loin, une bibliothèque de fortune, réalisations dûment attribuées aux entreprises ou aux ONG qui fournissent comme tels les services. Les panneaux criards l'attestent. Dans l'ensemble, le taux d'analphabétisme demeure inchangé, le système routier des villes reste dévasté et les problèmes sanitaires sont aussi importants qu'auparavant. De plus, l'État ou toute institution de bien commun semble avoir à peu près disparu. Qu'importe, dans l'ordre de la gouvernance, seuls comptent les partenariats entre membres divers et inégaux de la «société civile», du secteur privé et d'un État réduit au rôle de pair. Et ce désordre fait autorité. Une organisation rénove un centre culturel dans lequel on ne trouve ni livre ni personnel, une seconde expédie à Port-au-Prince une ambulance inadaptée, tandis qu'une troisième fournit en lits un hôpital incapable de les recevoir. Les bailleurs de fonds mettent sur pied des projets visant à sortir de la rue des enfants en bas âge, avant qu'on les y remette à 12 ans, faute d'un autre programme relevant le premier. Le professeur en communications Luné Roc Pierre Louis dira que tout se passe «au cas par cas»; aucune axiologie ne structure quelque activité sociale que ce soit.

Mais, puisque les rescapés continuent de sourire sur les dépliants rutilants d'ONG, les gestionnaires de la misère soldent, l'âme en paix, les comptes de leur prétention. Le dollar américain transcende le concert de langues que parlent des coopérants retirés dans la banlieue de Pétienville. Port-au-Prince leur apparaît à travers les lunettes de savoirs circonscrits et les vitres teintées des belles voitures. Leurs logos dominent les quartiers de signatures opaques. Des scribes et aboyeurs apportent la justification dont ils ont besoin en colportant toujours et encore l'idée d'un peuple maudit. Haïti serait vouée à l'assistanat en vertu d'on ne sait quelle instance divine. Les samaritains du grand capital dorment ainsi tranquilles.

Haïti représente en effet pour eux une bulle humanitaire de quelque dix milliards de dollars. Qu'en font-ils? Dans un pays habitué au laisser-faire, à la corruption et aux abus de pouvoir, on ne se pose plus même la question. Trois petits tours, ils se paient et puis s'en vont. Hormis quelques exceptions. Ce nouveau type de domination coloniale se trouve documenté par Justin Podur, dans l'essai *Haiti's New Dictatorship*, ou par Nikolas Barry-Shaw et Dru Oja Jay, dans *Paved With Good Intentions*. Raoul Peck explique également dans son documentaire *Assistance mortelle* qu'il a été difficile de trouver des commanditaires pour financer le nettoyage des débris du tremblement de terre de 2010, cette part du travail n'étant pas publicitairement «séduisante». Il est tellement plus photogénique et rentable de faire construire une petite école de fortune bondée d'enfants joyeux.

Après le côté réjouissant, les Haïtiens découvrent le côté pragmatique de la «gouvernance». Le business minier que des panneaux d'ONG cherchent à dissimuler. La culture rhétorique, technique et monétaire de l'Occident procède alors d'une mise à distance, laquelle rend irresponsable. On n'en est plus à l'époque où, téméraires et éperdus, les chercheurs d'or s'abandonnaient à leur délire, enjambaient les cadavres de leurs semblables pour installer un campement de misère dans l'hiver hostile du Klondike. Ils espéraient à l'époque extraire du sol les quelques pépites qui changeraient leur vie, laquelle ne valait pas davantage. Aujourd'hui tapis derrière l'ordinateur de leur bureau feutré, les aventuriers de l'or devenus investisseurs du lointain exposent cette fois les autres au pire, mettant en péril des vies et des écosystèmes qui ne sont pas les leurs. Ce ne sont plus tout à fait eux qui se lancent dans des conquêtes, mais leurs lobbyistes, leurs avocats, leurs ingénieurs, leurs comptables, leurs communicants, leurs intermédiaires locaux et leurs milices. Leur dynamite, leurs foreuses, leurs camions, leurs cratères, leur cyanure et leurs terrils. Cette toute-puissance motorisée s'annonce dans le vrombissement d'une terrifiante rumeur. Un gigantesque Frankenstein économique s'apprête à pomper une eau qui, sur place, vaut déjà de l'or. Et ce, en plaquant le mot «DÉVELOPPEMENT» sur les visages stéréotypés tapissant les panneaux d'ONG aux abords de son site, ONG que ses propres fondations auront financées. Plus tard, on se rappellera le rictus sardonique de ces vendeurs de rêves en crachant ses poumons dans les nuages aveuglants de poussières et de particules toxiques. Cette propagande succédera à l'ancien paysage d'une vitalité perdue.

Ce versant affairiste en Haïti se dit «coopération», se dit «solidarité», se dit «amitié», transfigurant son mépris en un sourire. Il n'y a qu'à voir l'affectation avec laquelle monsieur l'ambassadeur serre des louches. Il n'y a qu'à apprécier le déploiement intimidant du lobby minier exposant aux parlementaires haïtiens les termes implacables de sa science mécanique. Il n'y a qu'à contempler les

perspectives vantées sur le papier rutilant des publications d'entreprise signées Majescor. Il n'y a qu'à sentir se refermer sur soi le piège insidieux des projets d'aide palliatifs.

On est loin du roman *Gouverneurs de la rosée* de l'écrivain haïtien Jacques Roumain, dans lequel le héros fait la lutte aux «superstitions» pour inciter les siens au partage et au développement des sources d'eau. Désormais, des entrepreneurs de la rosée, les investisseurs canadiens, font irruption en communication avec les *loas* de la finance, leurs dieux frénétiques. Rien ne les en distrait: l'esprit du numéraire capitalisé à l'infini leur fait perdre la tête. Ils détruiront tout pour de l'or qui aboutira dans les coffres des banques centrales, dernier fétiche garantissant la valeur de titres boursiers et de monnaie scripturale en lesquels ils ont eux-mêmes assez peu confiance. Et ce, alors même que c'est en fonction de l'augmentation du prix de leurs titres que les actionnaires en cause seront capables d'encourager le pire. C'est à n'y rien à comprendre.

L'exploitation de l'or requiert des volumes d'eau gigantesques – plusieurs milliers de litres à la minute! En particulier dans des mines à «fort tonnage, faible teneur», qui supposent la production inouïe de déchets pour l'extraction de quelques grammes de minerai. La société canadienne Majescor ne cache pas son jeu. Les entrepreneurs de la rosée exploiteront inconsidérément les sources hydrauliques. Cette entité membre du consortium de la Somine a des prétentions officielles sur un site de 50 kilomètres carrés à une trentaine de kilomètres au sud-est de Cap-Haïtien. «La rivière Flaiche [sic], qui traverse la propriété du sud au nord-ouest, est la seule source y offrant de l'eau toute l'année. Des puits sont requis pour assurer un approvisionnement fiable à l'année», divulgue-t-elle officiellement. La rivière Fraîche dont il s'agit rejoint Trou-du-Nord. On peut craindre qu'elle soit menacée. Déjà, certains cours d'eau de la région sont contaminés par les sites industriels, selon une enquête d'hydrologistes états-uniens.

Vingt milliards de dollars de profits sont en jeu... pour la société privée. Pour la population haïtienne, la présence d'un projet d'exploitation minière risque plutôt de se transformer en un saccage en règle. Si le scénario se déroule comme à l'ordinaire, l'ouverture de la mine entraînera une déstabilisation démographique, puisqu'elle suscitera l'espoir de décrocher un emploi chez les membres des communautés voisines, les agriculteurs abandonneront leur pratique, ce qui entraînera des tensions sur place, les dispensaires ne suffiront plus pour les urgences, la prostitution constituera le seul nouveau marché en croissance (sans parler des viols), des problèmes de santé publique s'ensuivront, tout cela pour découvrir que les bons emplois seront réservés aux expatriés et que l'on ne réservera que quelques menus travaux aux employés locaux, bien sûr sous-payés. Enfin, les frais de corruption au profit de potentats locaux se révéleront considérablement plus élevés que les redevances ou les impôts qui rejailliront sur le plus grand nombre.

En termes économiques, on considère rarement ce qu'il en coûte à l'État pour aménager un territoire de façon à pouvoir accueillir une industrie exigeante comme celle du domaine de l'extraction. L'organisation du système routier, la mise à disposition de l'énergie et de l'eau, la gestion d'un système de justice, le maintien d'un service de police et d'administration publique qui garantissent l'accès à la propriété, tout cela exige l'affectation de fonds qui, une fois consacrés à de telles fins, ne servent pas au développement d'institutions d'intérêt public. Les réalisations techniques que suppose le projet de mine à ciel ouvert de la région de Cap-Haïtien pourraient très bien être

conçues de façon à favoriser l'accès à l'eau pour tout un peuple. Mais les voix de la finance dictent autrement l'ordre des priorités.

Le cas d'une exploitation voisine en République dominicaine, dans la partie est de l'île de Saint-Domingue, donne à réfléchir. Là, sur le site de Pueblo Viejo, se trouve le prolongement du gisement convoité en Haïti. Les sociétés canadiennes Barrick Gold et Goldcorp s'y affairant. La population leur reproche depuis le début de son exploitation en 2012 de polluer 2 500 mètres cubes d'eau à l'heure, dans une région où 20 % des gens ont un accès très difficile à l'eau potable. L'activité extractive suppose le traitement au cyanure de 24 000 tonnes de matière extraite par jour. La population craint également que les entreprises ne déversent des déchets cyanurés dans la plus grande réserve d'eau de la République dominicaine, ce qui ne serait pas un précédent dans la noire histoire de l'industrie minière. La police dominicaine protège la concession de Barrick et n'hésite pas à réprimer violemment les manifestants qui ne savent plus par quel moyen mettre fin au processus.

Le trésor public ne profite qu'à la marge de ce projet d'une valeur de 40 milliards de dollars. Les redevances qu'il perçoit à hauteur de 17,5 % peuvent sembler conséquentes, mais l'État ne touchera l'essentiel de son dû qu'une fois les actionnaires rétribués. Ce pourcentage est de plus conditionnel au cours de l'or, qui doit se maintenir au taux de 1 400 dollars. Aussi, les coûts du programme de dépollution d'un cours d'eau que Barrick s'est engagé à lancer, après avoir acquis en République dominicaine la société Placer Dome responsable de sa contamination, seront déduits de ses redevances. «Barrick récupère la totalité de son investissement», explicite Hugo Fontaine de *La Presse*, en soulignant que la société est également «exemptée d'une panoplie de taxes, notamment les taxes municipales». Que restera-t-il de ces annonces, sinon que leurs effets? Néfastes.

Bien entendu, les bonimenteurs de la chose aurifère promettent aujourd'hui qu'en Haïti l'exploitation sera propre. Mais depuis quand a-t-on vu des puissances impériales ouvertement se vanter auprès de peuples abusés qu'elles s'apprêtent à pulvériser leur écosystème? En réalité, Majescor, une société se consacrant principalement à l'exploration, est le poisson-pilote assurant les travaux préalables autour du gisement afin qu'une multinationale soit plus tard en mesure de l'exploiter techniquement. «Une fois que les sondages de Majescor seront terminés, la société entend trouver un grand partenaire, comme Barrick Gold ou Newmont, pour assumer le volet extractif du projet.» Le cas voisin de la République dominicaine est ainsi de fort mauvais augure pour Haïti.

Qui plus est, le projet d'exploitation minière en Haïti se dessine non loin de la zone franche de Caracol. Le développement de celle-ci a déjà produit sa part de malheur dans la région, privant sa paysannerie des meilleures terres arables qu'on y trouvait. Des centaines de familles expropriées font les frais de cette opération. En plus des travailleurs eux-mêmes: le journaliste local Jean Jores Pierre soulignait en 2013 sur Papda.org «qu'à la fin d'une journée de travail, un échantillonnage des ouvriers ne sort pas avec plus de 57 gourdes (1,36 \$ US) des 200 gourdes (4,75 \$ US) du salaire journalier». D'aucuns comparent les usines de textile qui s'y sont installées aux ateliers de misère d'Asie.

Les esprits de la finance se rencontrent. La conjonction des deux projets, la mine et la zone franche, justifiera sans doute la création d'un port en eaux profondes dans la région, ce qui mettrait en péril cette fois un écosystème marin. Procède-t-on au développement d'une région en la détruisant? Il semble que oui, tant que du point de vue imaginaire la représentation est sauve. On parle

d'un «eldorado haïtien» pour continuer à faire rêver plutôt qu'à faire penser. Le marketing oblitère le caractère contre-productif d'un tel saccage et détourne l'attention de l'usage malavisé de l'eau par l'industrie. Les millions de dollars qu'entrevoit d'investir le grand groupe minier mystifient les esprits au point d'occulter le potentiel agricole de cette région. Images, images, images. Comment résister, lorsqu'on a faim, au mirage de la «création d'emplois»? Même lorsque celle-ci est le prélude d'une destruction du territoire et qu'elle concerne majoritairement des expatriés occidentaux qui s'isoleront dans leurs grands hôtels?

Les gouverneurs de la rosée contemporains, s'ils sont capables de résister à la tentation de l'apathie, aux simulacres de l'intimidation ou aux appels de la corruption, sauront se réclamer d'une position qui outrepassé l'argumentaire des lobbyistes aguerris: le principe de précaution. Rien ne justifie qu'un élu expose son peuple aux risques en cause, d'autant plus que les bénéfiques escomptés restent pour lui misérables. Rien ne justifie que l'on conçoive les institutions de bien commun en fonction de seuls intérêts privés.

À ce titre, le libellé d'une résolution du Sénat haïtien datée du 20 février 2013 est exemplaire.

Considérant le génocide ayant accompagné le pillage de nos ressources minières au xv^e siècle;

Considérant la liquidation orchestrée du patrimoine national durant la période de l'occupation américaine;

Considérant l'incapacité actuelle du pays à négocier sereinement ses ressources minières dans un contexte de déséquilibre politique, d'affaiblissement de l'État accentué par l'occupation militaire du territoire national par des forces multinationales;

Considérant le gaspillage de ressources déjà enregistré – dans des domaines non prioritaires – après le séisme du 12 janvier 2010, en raison de l'absence d'un consensus national face au défi de la reconstruction;

Considérant l'opacité autant que l'évaluation et les estimations réelles des ressources déjà identifiées quant à la valeur brute des minerais;

[...]

Compte tenu des risques écologiques graves inhérents à ce genre d'activité et vu le niveau déjà alarmant de dégradation de notre environnement.

[...]

Ainsi, le Sénat de la République adopte la présente résolution et demande expressément et solennellement à l'Exécutif de:

Article 1: Surseoir immédiatement à l'exécution de permis d'exploitation déjà signés avec la Somine S.A.[...]

Ce texte n'a malheureusement pas force de loi et les motivations sourdes de ceux qui ont eu le mérite de le voter ne sont pas toutes élucidées. Il témoigne néanmoins de la force de caractère dont peuvent être capables un peuple et les institutions qui ont à charge d'en médiatiser la volonté. Non pas aménager le territoire pour permettre aux tenants d'abstractions financières de le vidanger, mais conjurer les anges de la mort sous l'autorité desquels déboulent ces tenants d'entreprises perverses. Pour les Haïtiens qui vibrent encore au rythme des pulsations humaines et vivent d'un rapport

d'appartenance aux trop rares offrandes d'une terre ingrate, l'arrivée effrénée de ces nouveaux croyants appelle un sens urgent de la résistance.

PORTRAIT DU COLON

Cette colonisation des esprits ne concerne pas seulement les peuples du Sud. Les Occidentaux sont tellement travaillés en leur conscience par les tactiques prédatrices du grand capital qu'ils en ont souvent hérité au titre de leur seule culture. Les Canadiens sont exemplaires à ce titre, pour ne pas dire à l'avant-garde. Ni citoyens d'une république, ni esclaves d'une colonie, encore moins auteurs de quelque régime original, ils sont à ce mi-lieu de l'exploitation ne les rendant ni victimes ni coupables, et à peine responsables. La condition matérielle de leur existence les confine de fait à la médiocrité, à une sorte de pensée moyenne qui fait que, politiquement, on ne peut rien attendre de grand de leur part. D'un point de vue démographique, leur pays donne l'impression d'un Chili à l'horizontale. Les Canadiens forment essentiellement une bande longeant la frontière états-unienne; l'historien Denys Delâge explique leur présence par l'arrivée de ceux qui quittèrent l'Europe «dans l'espoir de trouver une terre et de quoi manger». Ils sont des colons. Il s'agit d'un peuplement plus que d'un peuple, d'un paysage plus que d'un pays. Ce n'est pas tant la carte qui confère une unité au territoire que le territoire qui injecte du sens dans la carte. On s'y sent davantage dans un état que dans un État. C'est toujours une contrée qu'on s'obstine à nommer nation. Son histoire ne constitue guère un tout plus grand que la somme de ses annales. Les colons s'y perdent. Encore trop entravés psychologiquement de réminiscences européennes pour se laisser saisir par son organicité, ils n'arrivent toujours pas à s'installer autrement qu'en spoliant les terres pour les exploiter à outrance et qu'en brutalisant autrui. S'ils ont établi un lien avec le climat, c'est pour le domestiquer. L'hiver, ils redoublent d'ardeur pour faire disparaître la neige comme d'un outrage fait à la civilisation de l'automobile et surchauffent leurs intérieurs pour y battre la mesure du quotidien selon les mêmes plages horaires que ceux des pays chauds. Leur exaltation sportive marque davantage un sentiment de victoire sur l'hiver qu'un rapport intégré à lui. Les lacs, l'été, ils les consomment. La vue sur le fleuve, c'est pour la louer à forfait qu'ils la louangent. Qui plus est, l'axe est-ouest que constitue le pays brise artificiellement les dynamiques continentales nord-sud qui y sont bien plus spontanées. Ce sont partout les signes affadis de l'Europe occidentale qu'on y déchiffre, plus que le grand texte amérindien qu'avaient écrit de leur vitale oralité des peuples l'ayant parcouru tous azimuts en se laissant porter par lui. Il ne reste plus de ce passé iroquois ou huron que l'oubli médiatisé par ces statuettes que l'on vend aux touristes. L'ethnocide en cause, le Canadien ne sait pas plus l'assumer que le statut même de sa présence historique céans.

Au Canada, comme au Québec, la démocratie reste à faire bien plus qu'à préserver. Héritant ici d'un État qui n'a jamais été une république, l'être social et politique arrive mal à se nommer. Comme sujet politique, le colon se voit emberlificoté dans un maillage de références européennes qu'il a ensuite développées dans le contexte tordu du pillage institutionnalisé des ressources d'autrui. Son ordre sémantique a beau triompher, il reste trop éloigné de la métropole pour trouver en ce sol son adéquate correspondance. Indice de cela, le fier *Canadian* arbore le nom des précédents colons qu'il a conquis, tandis que ce peuple conquis n'en finit plus de se dépatouiller dans les gentils embrouillés

du Canadien québécois, Français canadien-français, Américain du Nord français, francophone québécois canadien ou Québécois d'expression canadienne-française française... Ou de tout lâcher en bloc pour ne plus se dire qu'«individu». Il arrive à ce dernier d'aspirer à se rendre indépendant du joug sous lequel son conquérant le maintient en cherchant à unir ses destinées aux siennes. Cette confusion inspirera ses satiristes. Les expressions «gouvernement responsable» ou la «constitution» plâtreront difficilement la colonie de significations. S'il est arrivé un temps aux conquies d'associer le projet de leur essor à la lutte de classes, en parlant de la connotée «émancipation» du Québec, tout au plus leur histoire a-t-elle accouché d'une classe moyenne alourdie de ses attributs, que Charles Wright Mills dépeint encore une fois durement: «la communauté de leurs intérêts ne suffit pas à les unir, leur avenir ne semble pas dépendre d'eux-mêmes. [...] Ils sont divisés à l'intérieur, à l'extérieur, dominés par des forces qui les dépassent. Même s'ils voulaient agir, leur action serait moins un mouvement organisé qu'un enchevêtrement de conflits isolés».

Autant semble-t-il difficile au Canada de s'ériger comme sujet de l'histoire, autant paraît-on démuné devant les forces qui assujettissent ses gens. *Au pays des colons*, de Denys Desjardins, présente dans toute sa dignité un des derniers pionniers de l'exploration continentale, confronté à son désarroi. L'Abitibien Hauris Lalancette apparaît autant comme le défricheur mû par les rêves d'un royaume à fonder – «c'est beau, le mot "colon"» – que l'être esseulé dans la dérélition coloniale.

Le colon reste la figure négligée du récit colonial, il est celui dont Albert Memmi n'a pas fait le portrait. Coincé entre le colonisateur, qui définit en fonction de ses intérêts le dessein colonial, et le colonisé, broyé par l'entreprise de pillage, voire d'extermination, que celui-là met en œuvre – en l'occurrence au Canada, d'une part, l'élite financière, industrielle et politique, d'autre part, les Amérindiens ruinés par sa présence – le colon apparaît comme le strict agent du projet d'exploitation. Il n'est surtout pas l'actionnaire de la société ferroviaire, le commerçant de fourrure, l'administrateur de la société minière ni le grand propriétaire foncier de l'agriculture, mais le strict employé de ces entrepreneurs, quand il ne se profile pas comme prolétaire s'il est membre, comme colon, d'une sous-communauté discriminée. En ce sens, les Canadiens français n'ont pas tant été les colonisés du Canada, nonobstant ce que l'on a si souvent affirmé, au grand étonnement d'Albert Memmi, que ses prolétaires, le groupe le plus défavorisé de la catégorie des colons.

Selon l'approche de Memmi, la dialectique colonisateur/colonisé se donne plutôt à penser comme le rapport d'un architecte de l'exploitation des ressources d'autrui à cet autre qu'il neutralise et dont il conteste tout droit à la dignité. «Il faut [au colonialiste] nier le colonisé et, en même temps, l'existence de sa victime lui est indispensable pour continuer à être. [...] Dès qu'il a pris conscience de l'injuste rapport qui l'unit au colonisé, il lui faut sans répit s'appliquer à l'absoudre.» Pour continuer à trôner, le colonisateur entreprendra donc de maintenir le colonisé à l'état de caricature, dans un fait d'exclusion que les réserves amérindiennes et les babioles à leur effigie offertes au tout-venant exemplifient on ne peut plus. Comme le disaient des «Indiens» un interlocuteur d'Alexis de Tocqueville, «c'est une race qui s'éteint; ils ne sont pas faits pour la civilisation. Elle les tue».

Ainsi, Memmi, comme bien des intellectuels de la décolonisation, peine à inscrire clairement les «Canadiens français» dans la catégorie des colonisés, puisqu'il apprécie leur statut en fonction d'un niveau de vie supérieur à celui de la plupart des peuples reconnus sous cette appellation. Il convient toutefois de ce que le sujet historique canadien-français «paraît» soumis à la «domination» de son

autre anglophone. Au risque de froisser des interlocuteurs empressés tels que Hubert Aquin ou André d'Allemagne, qui sollicitaient son soutien politique, Memmi aurait pu toutefois, s'il en avait établi plus clairement le portrait, évoquer le statut du colon pour qualifier le groupe social des Québécois. Cela aurait contribué à nous faire percevoir les Québécois comme les agents de la colonie qu'ils sont, en ce que leurs ancêtres ont cru trouver un intérêt à émigrer outre-Atlantique du fait de menus avantages matériels qu'ils crurent pouvoir en tirer. Le colon passerait donc pour l'exécutant d'un projet colonial dont il ignorait bien souvent les termes précis, et qui ne se laisserait donc pas confondre à ses décideurs. Que Memmi ne pousse pas jusqu'à ce point son raisonnement n'est pas étranger au fait que sa conception du colon ressortit davantage de la psychologie que de l'économie politique. Pour lui, le colon fait office de médiocre.

À y regarder de près, on ne découvre en général, par-delà le faste ou le simple orgueil du petit colonisateur, que des hommes de petite taille. Des politiciens, chargés de façonner l'histoire, presque sans connaissances historiques, toujours surpris par l'événement, refusant ou incapables de prévoir. Des spécialistes, responsables des destinées techniques d'un pays, et qui se révèlent des techniciens hors de course, parce que toute compétition leur est épargnée. Quant aux administrateurs, un chapitre serait à écrire sur l'incurie et l'indigence de la gestion coloniale. [...] Nous avons noté l'hémorragie des meilleurs; hémorragie double, des natifs et des gens de passage. Ce phénomène est suivi d'un complément désastreux: les médiocres, eux, restent, et pour leur vie entière.

On reconnaît surtout dans sa représentation type la vulgarité des Français qu'il a connus, mesquins, qui préféraient les faveurs de l'administration d'occupation dans les colonies, pour y mépriser sans gloire les dominés, que de retrouver leur rang de *petit chose* dans la métropole. Même par lointaine analogie, cette description ne correspond pas à l'idée qu'on se fait historiquement des Canadiens français, bien que plusieurs d'entre eux aient pu ouvertement mépriser les Amérindiens. Memmi se fait une idée par trop spécifique du colon. Une conception générique nous amènerait donc à le voir plus sommairement comme cet agent de la colonie tirant profit de sa collaboration avec les maîtres, tantôt sur le mode d'une prospérité individualiste, mais intégrée, tantôt sur un mode de survie consistant à se rendre corvéable à souhait. Il se distingue des colonisés en ce qu'ils sont, pour leur part, mis radicalement hors-jeu en fonction de critères de «civilisation» ouvertement racistes.

Cette distinction raciste à l'avantage du descendant européen sur le continent américain explique que les francophones se soient historiquement différenciés des groupes amérindiens, malgré des époques de misère parfois comparables, en créant par exemple un bouquet d'entreprises sous l'appellation de «Québec Inc.» – un temps conquérantes, voire impérialistes – que les Premières Nations n'avaient ni le pouvoir ni l'intention d'imiter.

Du point de vue de son statut politique, le colon reste toutefois l'électron libre. Il se projette dans la silhouette de héros sportifs parce qu'il ne peut s'imaginer dans l'adversité autrement que seul – «nous rêvons de fabriquer des héros plutôt qu'un État, nous nous efforçons de gagner individuellement des luttes collectives», écrira Hubert Aquin dans son célèbre essai «La fatigue culturelle du Canada français», publié par *Liberté* en 1962. Pauvre et refoulé, il fait figure de prolétaire attendant une amélioration de son sort matériel; nanti et embauché, il se reconnaît tout au plus dans la notion indéfinie de «classe moyenne». Mais surtout, dans les deux cas, il reste l'auxiliaire dépendant du

projet colonial et évolue dans une zone administrative qui ne correspond pas à une institutionnalisation voulue par lui. La condition de consommateur est celle qui lui sied le plus. Indifférent aux questions de la légitimité institutionnelle, il attend seulement de son gouverneur qu'il reconnaisse le pré carré de sa liberté circonscrite. Le principe politique de référence voulant que l'institution publique reflète la volonté du peuple lui est étranger, au point que même des universitaires issus de ses rangs écriront complaisamment, sur l'histoire du colonisateur, des phrases telles que:

Dans le Canada du XIX^e siècle, il n'était pas inhabituel pour les hommes politiques de conserver des activités dans le monde des affaires, et les prétendus conflits d'intérêts n'étaient pas considérés comme nécessairement nuisibles au bien commun. Les profits exceptionnels encaissés par les hommes qui ont construit les chemins de fer en utilisant de généreuses subventions gouvernementales pourraient nous sembler injustifiés aujourd'hui, mais le projet de Macdonald d'assurer une liaison transcontinentale n'aurait pu se concrétiser sans les compétences administratives et organisationnelles de [sir Hugh] Allan, de Sir William Cornelius van Horne et de John Rudolphus Booth [...]. (*Dictionnaire biographique du Canada*)

De tels contresens trouvent encore aujourd'hui leurs répercussions. Le colon, c'est l'Albertain qui ne touche pratiquement rien du pétrole qu'exploitent des sociétés étrangères au détriment de sa sécurité ou de sa santé, mais qui se console d'y trouver un emploi, quoique instable. C'est le Québécois qui voit ses impôts financer les subventions que recevront les entreprises minières qui l'embaucheront et payer le système routier leur donnant accès aux sites d'exploitation qui ne rapporteront rien au Trésor public.

S'il refuse un ordre politique s'étant érigé strictement pour convenir à des intérêts économiques à courte vue, le colon d'Amérique se voit forcément laissé à lui-même. C'est le constat qu'a dressé à ce titre l'intempestif Henry David Thoreau: son tout premier geste consiste à parler au «je» en se méfiant des autres pronoms personnels, tout particulièrement le «ils». En matière de lutte politique, l'émancipation de soi (*self-emancipation*) tient lieu de programme. Il n'a rien à tirer de «la masse des hommes» qui «mènent des vies de désespoir tranquille», ni d'une «civilisation» incapable de doter les siens de richesses matérielles qu'exemplairement les Amérindiens se donnaient déjà en partage. La seule visée d'un colon reste de sauver sa peau. Cet affranchissement solitaire, Alexis de Tocqueville l'avait également observé: «l'émigrant a fini par se créer une existence tout individuelle; les sentiments de famille sont venus se fondre eux-mêmes dans un vaste égoïsme, et il est douteux que dans sa femme et ses enfants il voie autre chose qu'une portion détachée de lui-même».

En cela, le colon – riche ou pauvre – se révèle incapable de dire le fait de son appartenance collective autrement que par des représentations tronquées. Il ne sait plus ce que signifie le fait que son pays formalise mal le lien social, qu'au Canada des lois votées à Londres pour lui conférer par à-coups une indépendance législative l'ont privé de toute responsabilité historique et que l'expression «monarchie constitutionnelle» désigne par euphémisme son inchangée colonie. Il confond le postmodernisme bigarré d'un Trudeau avec une culture politique moderne. Il est fier de ce qu'il possède, mais a honte de lui. Il ne sait donner de consistance subjective à la longue bande démographique qu'il constitue. *Bande de colons*. L'expression trahit l'anathème que les gens d'ici se

sont historiquement réservés à eux-mêmes pour se dire, conscients des traces que laisse sur eux leur monde de misère.

DES SYNDICATS «EN LUTTE» CONTRE LEURS CAMARADES MONDIAUX

Dans ce contexte mondial d'exploitation, les syndicats ne représentent pas une force capable de consolider des fronts de travailleurs à une échelle adéquate. En réalité, dans le discours comme dans la pensée, toutes les pistes sont brouillées. Investisseurs et industriels arrivent même à se présenter comme les victimes de la concurrence internationale, tendant alors la main au mouvement syndical pour que les travailleuses et travailleurs compatissent et lient leur sort au leur. Cela se fait souvent sur la base de la concurrence voulue par notre modèle ultralibéral, auquel les syndicats ne devraient en aucun cas prêter leur concours. «La concurrence nous contraint de prendre des décisions qui sont vraiment désagréables. Mais la mondialisation nous met sous pression. Nous devons livrer concurrence avec un personnel qui reçoit de très faibles salaires», affirme le puissant investisseur autrichien Mirko Kovats dans le documentaire *Let's Make Money* d'Erwin Wagenhofer. «Nous devons travailler davantage, nous n'avons pas le choix», dit-il en associant son sort à celui d'un personnel dont les heures supplémentaires obligatoires ne sont pas rémunérées, comme s'ils étaient eux et lui de la même catégorie sociale et de la même aventure. Or ce patron, comme l'ensemble de l'oligarchie, est bien sûr l'artisan zélé des piètres conditions de travail des subordonnés auxquels sa rhétorique l'associe. Le documentaire le montre vantant ses installations en Inde, elle aussi à sa manière *Open For Business*, parce que le travail d'un ouvrier, «largement inférieur à ce qu'il en coûte en Europe», représente le modique investissement de 250 euros par mois, tout au plus 2 500 euros lorsqu'il s'agit d'agents hautement qualifiés tels que les ingénieurs. C'est toutefois déjà trop au goût du détenteur de capitaux. «On ne peut pas se permettre d'être généreux», lâche-t-il doctement, contemplant l'œuvre de technique de son usine permettant de minimiser la part de travail humain comme on étudierait au collège un cas d'école de la critique marxiste de l'économie politique.

Cette assimilation entre les intérêts des ouvriers et ceux des patrons, dont cherche à témoigner le «nous» spécieux de Kovats (et qui est un leitmotiv du discours idéologique des années 1990), les essais *Le partenariat social* de Ghislaine Raymond et *Syndicats: lendemains de crise?* de Jean-Marie Pernot démontrent que les syndicats occidentaux ont été amenés à y croire. Le premier ouvrage décrit la façon dont le Sommet socio-économique organisé à leur demande par le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard au Québec en 1996 les a enfermés dans une logique de «partenariat» avec l'État et les grandes entreprises. La «mondialisation» entraîne une modification radicale des liens de solidarité que nouent les centrales syndicales: les entreprises québécoises qui exploitent leurs membres deviennent soudainement leurs alliées tandis que les camarades internationaux, qui pourraient être embauchés par lesdites entreprises si elles délocalisaient leurs activités, passent alors pour des concurrents. S'inscrivant résolument sur l'échiquier de la mondialisation, le mouvement syndical abandonne le syndicalisme de combat qui l'avait rendu jadis plutôt solidaire de la classe ouvrière internationale, pour faire front commun avec le patronat québécois contre ses concurrents étrangers. Ainsi, sans sourciller, les syndicats n'ont disposé que de 8 % du temps de parole dans ce forum, alors que la part belle était réservée au premier ministre et au milieu patronal, pour sa part invité dans une

écrasante majorité. L'investissement actionnarial des syndicats dans les entreprises québécoises concernées, emblématiquement le Fonds de solidarité de la FTQ, contribue certainement à brouiller la pensée des intéressés et à rendre incohérentes leurs stratégies. Les ratés qu'ont connus les centrales syndicales dans le cadre de ce sommet sont rappelés par Ghyslaine Raymond à la manière d'une litanie. Tandis qu'elles exigent du gouvernement québécois qu'il relance l'économie par une politique du plein emploi et une hausse de la fiscalité sur le grand capital, elles conviennent d'une position aux antipodes des leurs. Le gouvernement gèlera finalement le salaire minimum, purgera la fonction publique et le système de santé de quelque 40 000 postes, sabrera les services publics et haussera la tarification des services plutôt que le taux d'imposition du grand capital. L'auteure rappelle enfin qu'avec la caution syndicale, «le gouvernement pourra modifier les conventions collectives des employées de l'État pour les ajuster aux compressions en cours dans les services publics sans que cela soit considéré comme une réouverture des contrats de travail». Les syndicats arrivent seulement à obtenir l'adoption d'une loi sur l'équité salariale visant à équilibrer les revenus dans les métiers exercés de manière prédominante par des femmes et ceux correspondant aux postes occupés à majorité par des hommes, ce qui est tout au plus la correction d'une injustice historique. En Europe et en France, les syndicats ont dû se rendre compte que les «règles du partenariat social» dans le contexte néolibéral réduisent structurellement leur portée à celui de simples lobbies. Le «dialogue social» auquel on les convoque avec d'autres membres de la «société civile» semble destiné à les amener à avaliser des décisions déjà prises. La Conférence sociale organisée en France par le gouvernement «socialiste» a relevé de la mascarade, comme le rapporte *Médiapart* en 2014.

L'objectif de ces conférences devrait être de produire des compromis sociaux viables et déclinables dans les branches et les entreprises. On en est très loin, malgré l'abondance de négociations collectives qui existent dans nos relations sociales. On fait du spectacle: en réalité l'État sous-traite la mise en œuvre de ses politiques publiques en donnant une feuille de route aux «partenaires sociaux». Il leur donne en général trois mois pour refaire le marché du travail ou les retraites, il indique ce qu'il en attend et sinon il reprend la main.

Des échecs de ce genre, structurels, se révèlent beaucoup plus graves que n'importe quelle grève ratée, puisqu'ils ont eu pour résultat de casser le mouvement syndical dans sa subjectivité même. Ils lui ont fait perdre son discours sans aucune contrepartie, sinon celle d'en faire un partenaire mineur dans la logique financière ultralibérale qui ne profite évidemment qu'aux plus puissants... En certains endroits, ils pourront désormais bénéficier en Bourse des placements syndicaux tout en contemplant l'impuissance politique de leurs dirigeants.

À partir de ce moment-là, le mouvement syndical a donné l'impression de perdre de vue toute orientation stratégique autonome et d'accompagner dans leur déroute des travailleurs tout aussi déboussolés individuellement. D'autant plus que le militant syndical doit rivaliser avec les formes de subjectivité antinomiques que promeut l'idéologie dominante, celles de consommateurs avides, d'individus comptables, d'avares strictement tournés vers leurs intérêts, d'êtres narcissiques à la psyché atomisée n'ayant pour tout horizon d'attente que leur chalet... Puisque c'est ainsi qu'on les a caricaturés à grand renfort de moyens publicitaires, et qu'on n'a rien fait pour proposer une description sociologique reflétant leurs conditions réelles d'existence afin de leur tendre un tout autre

portrait, on reste avec l'impression générale que les membres de syndicats sont tout simplement à l'image d'une classe moyenne que la société s'entête par ailleurs à présenter comme médiocre. Cette image semble correspondre trop souvent encore à la description assassine qu'en donnait le sociologue étatsunien Charles Wright Mills dans *Les cols blancs*, soit celle d'une communauté n'arrivant pas à s'unir en fonction d'une lecture du monde dont ils seraient les sujets actifs. Le membre de la classe moyenne était à ses yeux «manipulé par des forces qui lui échappent, entraîné par des mouvements qu'il ne peut comprendre; il est dans des situations où il a toujours le mauvais rôle». Plus loin, il ajoutait: «Il n'a pas de conscience historique, car son passé fut bref et sans gloire; il n'a pas vécu un âge d'or dont le souvenir pourrait faire supporter ses malheurs. S'il est toujours pressé, c'est peut-être parce qu'il ne sait pas où il va; s'il est paralysé par la peur, c'est peut-être parce qu'il ignore de quoi il a peur. C'est là un trait essentiel de son attitude politique et cette paralysie explique sa totale apathie.»

Le travail des syndicats consiste bien entendu à redresser cette image et à donner du tonus à la classe moyenne de façon à lui éviter de devenir simplement une classe médiocre. Et lui donner du tonus suppose d'en faire une force sociale, porteuse d'un discours sien, qui excède les seules revendications de type administratif, pour toucher au cadre même qui conditionne son existence.

En créant la campagne du nom d'«Échec aux paradis fiscaux», certaines centrales syndicales, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) au demeurant, rejointe ensuite par la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) et le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), ont entrepris le façonnement d'un ordre autre que celui de la globalisation économique permettant aux oligarques de la finance et de la grande industrie de prospérer dans le secret des paradis fiscaux, des zones franches et des ports francs. Elles l'ont fait également en devenant membres de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM). En font notamment partie l'Alliance de la fonction publique du Canada/Québec (AFPC Québec), la CSQ, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la FTQ, le SFPQ, le SPGQ ainsi que le Syndicat des Métallos. Les centrales ont également travaillé par moments à faire connaître les risques que les accords de libre-échange font peser sur les institutions et services publics, comme en témoigne la participation de nombreuses associations au Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), notamment la CSD, la CSN, la FIQ, la FTQ et le SPGQ.

Mais on n'a pas toujours l'impression que ces professions de foi, approches critiques, considérations théoriques et engagements politiques modifient fondamentalement les stratégies de lutte syndicale. Quoique heureux, ils représentent plutôt une activité marginale, pour ne pas dire parfois détachée, que les syndicats consentent occasionnellement à mener en marge des très nombreuses et exigeantes responsabilités qu'ils ont par ailleurs, notamment représenter les intérêts de leurs membres au quotidien et mener des négociations majeures, et ce, au sein d'entités bureaucratiques parfois aussi difficiles à conduire qu'un ministère. Ce dilemme qui taraude en permanence les groupes syndicaux, entre le général et le particulier, entre la grande politique et la petite gestion, résume ses difficultés, parce que, loin de seulement témoigner d'un débat sur une liste de priorités, il rend compte de deux approches qui peuvent être souvent contradictoires, à savoir que

les réflexions sur le cadre de vie global qui détermine la subjectivité ouvrière et professionnelle sont de nature à mener à des conclusions qui contredisent certains positionnements décidés dans des cadres strictement circonstanciels et administratifs.

Ce débat fondamental porte sur un choix: le syndicalisme est-il et reste-t-il politique ou se confond-il désormais avec les règles molles et strictement managériales de ce que dénote aujourd'hui le vocable de la gouvernance? La politique définit la capacité que se reconnaissent les membres d'une communauté instituée à délibérer sur les modalités de principe qui régissent la vie en société. Agir politiquement suppose donc d'inscrire son discours et son action au-delà de la coordonnée sociale où nous restreignent des formes instituées de pouvoir pour délibérer sur l'ensemble des dispositions qui font qu'on nous situe là, ainsi. Donc moins *jouer le jeu* de la logique managériale, boursière, capitaliste et ultralibérale qui prévaut historiquement dans l'espoir d'en tirer un avantage, que d'œuvrer à instaurer de nouvelles règles formelles. La gouvernance, elle, inscrit les représentants syndicaux dans un partenariat mettant en présence des acteurs dont on prévoit explicitement qu'ils sont inégaux. Soumis à l'impératif du «consensus», les syndicats sont davantage conviés à ces processus pour apporter le concours du mouvement ouvrier et professionnel à des perspectives de développement industriel et à des projets motivés par la haute finance, qu'à réellement définir à la base les règles de ce qu'il en va de la vie en société. Il s'agit dès lors pour le mouvement ouvrier et professionnel, tout comme pour la représentation écologique, autochtone et locale, de tenter de greffer au projet majeur du capitalisme des intérêts mineurs qui pourront compter auprès de leurs membres comme autant de «pas dans la bonne direction», «concessions obtenues», «victoires morales» ou «partenariats stratégiques», entre autres arguties. La «gouvernance» se présente à nouveau comme un art de la gestion privée hissée au rang de la politique qui se veut par conséquent confiscatoire de la politique.

Bien entendu, le chemin de la politique est plus ardu, moins immédiatement gratifiant et plus incertain que celui de la gouvernance. Il est même, dans ce contexte, tout à fait révolutionnaire, au sens où la révolution consiste ici à *rendre révolues* des institutions de pouvoir préjudiciables à la chose commune. Pourquoi alors opter pour cette voie hostile de la politique quand on peut chercher à avancer ses pions dans le confort des salons où se joue le jeu de la gouvernance? Parce que – on se rappelle ce qu'écrivait Rosa Luxemburg – celui-ci peut devenir à terme plus pénible psychologiquement que le poids même de l'engagement politique. La pression sur les salaires due à la mondialisation du travail, la délocalisation d'usines entraînant des fermetures, l'évitement fiscal érigé au rang d'une pratique fière et légale, le surmenage qui s'ensuit et que traduisent les ordonnances de plus en plus nombreuses de psychotropes, l'incertitude qui plane sur les fonds de retraite du fait d'aléas boursiers présageant le pire, sans parler de l'effondrement pur et simple de l'organisation industrielle du fait plus que plausible d'une crise pétrolière et puis financière, tout cela compte au nombre des perspectives qui rendent la participation des groupes syndicaux aux grandes messes de la gouvernance pourtant plus problématique et malaisée encore que la lutte radicale, quoique réellement inquiétante elle aussi. Ainsi, la question porte sur le choix de la politique ou de la gouvernance, à savoir si le mouvement syndical continue de s'intégrer au capitalisme puis participe de son essor en le rendant acceptable auprès des membres de ses organisations, tout en constituant des fonds syndicaux mis à la disposition d'entreprises cotées en Bourse, ou s'il mène une lutte concertée

contre ses effets iniques, délétères et fatalement destructeurs. Ce questionnement qui a dramatiquement marqué le début du xx^e siècle dans une lutte théorique et stratégique acerbe entre Luxemburg et les «révisionnistes» sociaux-démocrates Edward Bernstein et Karl Kautsky, pour inconscient qu'il est devenu, n'en demeure pas moins présent.

L'identité des acteurs change néanmoins avec le temps. Aujourd'hui, ce ne sont plus les idéologues sociaux-démocrates qui s'assurent, au sein des appareils syndicaux, que les membres suivent le droit chemin de la collaboration. Les avocats s'en chargent, sans doute à leur insu. Sitôt que la base s'excite, sitôt qu'elle pense politiquement plutôt qu'administrativement, sitôt qu'elle se présente comme un corps social disposant souverainement de ses propres atouts, les voici qui débarquent, forts de leur «savoir» qui n'est rien d'autre que la grammaire du pouvoir, pour leur réciter leurs droits et les informer des menaces qui planent illico sur la moindre de leurs vellétés autonomistes. C'est eux qui ont freiné toute mobilisation de désobéissance civile en 2012, quand l'heure est venue de contrer la loi 78 du gouvernement «libéral» du Québec, une «loi spéciale» dénoncée par Amnistie internationale, un collectif de plus de 60 professeures et professeurs de droit québécois, deux experts indépendants sur les libertés de réunion et d'association pacifiques et d'opinion et expression des Nations Unies, ainsi que la haute-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, Navanethem Pillay, en plus de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au Québec. Cette loi, même un ancien premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, l'a présentée, en pesant ses mots, comme relevant d'une «tentation fasciste». C'est que les syndicats doivent leur statut et le caractère administratif de leur existence à l'État capitaliste que par ailleurs ils ont pour mandat de combattre. Celui-ci, dans sa novlangue, les interdit de grève au nom de ce qu'il appelle «le droit de grève», en s'assurant que ce droit soit très rigoureusement circonscrit dans un scénario qui lui permet d'éviter le plus souvent cette éventualité et en sachant structurellement y mettre fin par quelque «loi spéciale».

Ce statut administratif les contraint à penser l'économie strictement dans les termes dogmatiques du commerce et de la finance, c'est-à-dire strictement en fonction de stratégies individualistes d'acteurs, comme si chaque membre devait être pris séparément. C'est oublier là la réflexion du sociologue Gabriel Tarde, qui écrivait en 1902 dans *Psychologie économique*: «C'est en Amérique, c'est dans le pays le plus utilitaire, nous dit-on, le plus avancé dans la voie du progrès économique, que l'on a imaginé les *grèves sympathiques*, les grèves faites par des ouvriers qui n'y ont aucun intérêt et qui en souffrent, simplement pour se solidariser avec des camarades dont le sort les *intéresse*. Et on n'a nulle part vu autant de sacrifices pécuniaires faits à une idée, à une question de principe, à une sympathie, que sur cette terre d'élection de l'intérêt bien entendu.»

Au premier degré, les juristes syndicaux rappellent aux tenants d'un syndicalisme de combat ce qui, chez le philosophe Walter Benjamin, faisait au contraire l'objet d'une critique, à savoir que le régime ne tolère le syndicalisme que si celui-ci concourt à maintenir sauf le cadre dans lequel le pouvoir établi s'exerce. Dans *Critique de la violence*, Benjamin présente le droit à la grève comme une façon, pour l'État de droit, de favoriser la pacification des acteurs qu'il encadre. Mais en rien les syndicats, par le recours à la grève, par exemple, ne sauraient porter atteinte au fonctionnement du régime lui-même. La grève générale révolutionnaire, par exemple, qui viserait à paralyser un État pour contraindre le pouvoir à des transformations fondamentales, passerait pour illégale. Dans le cas de grèves simultanées, «les ouvriers en appellent chaque fois à leur droit de grève, mais l'État

nomme cet appel un abus, car le droit de grève n'a pas été entendu "ainsi", et l'État édicte alors des mesures d'exception. Car il est toujours libre de déclarer que l'usage de la grève simultanée dans toutes les entreprises, comme il n'a pas dans chacune son motif particulier prévu par le législateur, est contraire au droit». Comme les autorités instituées n'accordent pas de droits capables de concourir à leur propre renversement, force sera pour le mouvement ouvrier de sacrifier certains avantages conférés par le régime pour financer son adhésion, en se mobilisant sur un mode nouveau et imaginatif. La perte de moyens qu'entraînerait un tel redéploiement serait compensée par un impact politique autrement plus significatif. On a aujourd'hui le choix entre risquer d'affaiblir matériellement le syndicalisme en l'engageant dans la voie politique ou le laisser à sa force administrative en le maintenant faible politiquement.

CHAPITRE 3

CULTURE ET CIVILISATION

E LLES SONT DEUX: l'*économie psychique*, qui procède de notre chair, toute en «quantum» d'affects, en «investissement» pulsionnel, en «monnaie» du sens ou en «épargne» d'énergie, *dixit* le lexique métapsychologique de Sigmund Freud, et l'*économie matérielle*, faite de petit négoce, de passions comptables et de lois somptuaires, qui vient encoder les motions et émotions de la première. Contrairement à ce qu'on penserait au premier abord, c'est d'économie psychique qu'il est question dans l'enjeu d'accumuler du capital financier. L'art de gagner de l'argent est affaire pulsionnelle, mais, comme en toute chose, c'est pour faire preuve d'atténuation, pour contrôler les ardeurs psychiques, les réduire à leur plus simple expression, les rendre moyennes, et les communiquer ainsi domestiquées, que le média pécuniaire se trouve mobilisé. L'expression psychique s'en trouvera durablement affectée par lui. Mais autrement il arrivera à l'argent de servir l'art et de se servir de l'art, pour se dire lui-même comme moyen de médiatiser des affects dans l'ineffable splendeur de la médiocrité.

L'économie psychique vise à maintenir bas le taux d'excitation de l'appareil nerveux. Satisfaire un besoin, donner libre cours à une pulsion, soulager une tension... c'est réduire l'agitation qui démange, immobiliser ce qui court sur les nerfs. Du plaisir résulte du sentiment d'assouvissement qui accompagne ces actes de libération. Par des affirmations, des manifestations, des gestes ou des relations d'objet, le sujet, dès lors qu'en vie, se trouve à la recherche de stratégies grâce auxquelles il libérera de l'énergie psychique. Baiser, manger, empoigner... Ce déploiement psychique procède d'un rapport de l'intérieur à l'extérieur.

Il est assez rare, toutefois, que le sujet se libère sans heurt de sa charge. La morale et les lois comptent au nombre des instances qui contraignent les sujets à «refouler». Il s'agit, selon les cultures, de ne pas faire l'amour avant le mariage, de ne pas bousculer les badauds, de ne pas déclarer au roi qu'il est nu. Refouler, c'est empêcher une dépense psychique de se faire. Le sujet doit, chaque fois que cela advient, travailler à contenir une charge psychique qui demande à se manifester. S'il lui arrive de le faire à la faveur de circonstances favorables, on dit donc du sujet qu'il entre dans un processus de «dépense» psychique: il «investit» des objets de désir par des gestes, des mots ou des symboles. Cette expression peut être également considérée comme une «épargne», au sens où ces affects se déclarent au moment où le sujet cesse de les contenir. Il fait l'économie du travail psychique qu'il en coûte pour refouler ces pulsions, il en fait l'«épargne». La société lui a laissé satisfaire un désir sans contrariété.

Autrement, il lui aurait fallu refouler. Ce qui lui arrive hélas le plus souvent: la psyché refoule en permanence. Elle est continuellement appelée à contenir des assauts psychiques qui ne trouvent pas de correspondances dans les formes socialement admises. Ces formes sont autant de partitions stéréotypées à la vie sociale – comme se montrer triste à la mort de son mari, féliciter un collègue ayant gagné une insignifiante médaille ou dire bonjour à des subalternes qu'on méprise – que Freud comptabilise au titre de la «monnaie névrotique» (*neurotische Währung*).

Donc, être riche, psychologiquement, c'est se donner les moyens de manifester aussi aisément et fréquemment que possible ses volontés psychiques: surtout ne pas devoir les contenir dans les coûteux processus du refoulement. Car refouler est précisément ce qui fait augmenter le taux d'excitation psychique. D'où le malaise, le désagrément, l'agitation, toutes les névroses qui troublent les pauvres gens, alors qu'ils ont devant eux une classe de dirigeants si maîtres d'eux-mêmes, des cohortes d'experts et de porte-bouche si sereins dans leur ordinaire. Pour les infortunés, il en coûte durablement de refouler. Le refoulement ne tient pas d'un processus qui consiste à expédier une fois pour toutes hors du décor moral une intention n'ayant pas droit de cité dans l'économie générale des mœurs, mais d'un effort de tous les instants. Refouler, c'est tenir durablement en respect une intention, sans qu'elle ne filtre par un lapsus ou un acte manqué, jusqu'à ce qu'on arrive à négocier sa sublimation dans une forme dérivée ou à la travestir suffisamment pour qu'elle se faufile dans l'extériorité avec des allures décalées.

La monnaie, au sens courant d'une richesse thésaurisée par un système de codification socialement reconnu, allège ce «travail» de refoulement. Elle justifie aisément une levée des restrictions psychiques. De ce point de vue, être riche consiste à faire, plus souvent que lorsqu'on ne l'est guère, l'économie d'actes de refoulement. Prenons ce placeur d'une maison de jeu qui doit escorter un soir un célèbre millionnaire, et dont traite le poète allemand Heinrich Heine dans une allusion que, plus tard, Sigmund Freud rendra célèbre: «Rothschild m'a traité tout à fait comme son égal, il m'a traité d'une manière tout à fait *familionnaire*.» Le père de la psychanalyse a interprété ce mot d'esprit comme une manifestation de l'inconfort du personnage déclassé, une fois confronté à celui qui jouit d'un statut social supérieur au sien. «La condescendance d'un homme riche a toujours quelque chose de fâcheux pour celui qui en fait l'expérience.» On comprend surtout, si on inverse la proposition, que les titres de richesse constituent un passeport vers une posture condescendante. Ce que le placeur de Heine suggère finement. La richesse et ses attributs donnent libre cours à de viles attitudes que la condition d'homme fortuné vient de toutes les manières racheter. L'ostentation de la richesse passe elle-même pour une monnaie qui transmue les désaveux attendus en marques de reconnaissance. Mépriser devient alors de bon aloi.

Il y va donc, pour le puissant, d'une épargne de tous les instants du travail de refoulement. Par le mépris qu'il contraint autrui à essayer, il l'externalise. Les efforts psychiques lui étant étrangers, ils deviennent le lot de gens «ordinaires» (c'est-à-dire conformes à l'ordre). À ceux-ci de se montrer pleins de retenue, de modération, voire d'humilité, obéissants et mêmes respectueux. Le ou la riche pourra alors jouir sans entrave des rires sardoniques qui jaillissent de soi lorsqu'on fait l'économie de ce prêchi-prêcha destiné aux misérables. Les dérapages misogynes d'un magnat italien de la presse devenu président du Conseil de son pays en témoignent, autant que l'impunité dont bénéficiera très longtemps un ex-dirigeant du Fonds monétaire international (FMI) au comportement sexuel violent.

Leurs démonstrations de puissance achèvent de bafouer le principe de réalité; l'argent en tant qu'on le concentre massivement vient pulvériser la barrière des scrupules. Investissement suprême, on est prêt à bien des efforts pour se hisser socialement au stade où tous ces efforts psychiques nous seront épargnés.

La chose pécuniaire joue un tout autre rôle pour qui cherche à l'acquérir sous la forme du salaire. Au contraire, ce revenu, loin d'autoriser un laisser-aller moral, rétribue seulement une force de travail psychique. L'argent dans cet état finance d'emblée un effort considérable de refoulement, se taire. «Ta gueule, je te paie» est la première injonction implicite qui accompagne la rétribution salariale. La chose est si claire que les employés qui ont pour mandat de maintenir le secret professionnel dans leur secteur d'activité, en médecine, en droit ou en politique, par exemple, voient leur rétribution majorée. Et le principe se manifeste de manière spectaculaire. On a un jour diligenté une équipe d'enquêteurs qui devaient chercher à comprendre pourquoi, dans un ministère particulier en Allemagne, les fonctionnaires tombaient comme des mouches dans les affres de la dépression. L'étude a conclu que le personnel craquait en raison de l'écart trop grand qu'il percevait entre ce qu'il était tenu de divulguer officiellement et ce qu'il savait être vrai.

Maintenant, à l'ère du management totalitaire et de la culture d'entreprise, l'injonction s'accroît pour résonner en un «Souris, je te paie, sois engagé de ta personne dans les prestations que je te demande, je te paie, mobilise ton réseau personnel pour ta cause professionnelle, je te paie»... L'expression insensée voulant que «le client ait toujours raison» constitue une autre de ces devises – ou monnaies névrotiques – exigeant énormément sur le plan psychique de la part de qui en subit les conséquences.

Le médium de l'argent, dans les transactions auxquelles il préside, constitue un agent de refoulement d'affects très violents. Ce quantum de férocité se manifeste nettement dès lors qu'on s'imagine au restaurant commander un repas, le déguster et quitter les lieux sans régler l'addition. La violence en cause se présente alors dans sa netteté. Quel pouvoir de coercition, se rend-on compte, représente ce moyen de par l'autorisation qu'il confère à commander (à) autrui! L'argent lubrifiant le rapport, la violence reste, mais tue, car il permet d'en faire l'épargne: si l'on est riche, on la nie tout en l'exerçant, si l'on est pauvre, on la refoule tout en s'y soumettant. Dans le premier cas, il s'agit de ne jamais la nommer et de jouir des prérogatives sourdes qu'elle dispense, dans le second, de la censurer et d'intérioriser ses logiques. La logique se déglingue le jour où un placeur confronté à l'arrogance du baron de Rothschild se permet un moment d'humour qui déplace en un éclair les rapports de conscience.

Le trait d'esprit permet en effet de gommer une situation pour la scénariser autrement. Grâce à lui, les dignitaires et honorables personnages sont nus et sombrent brutalement dans la farce, comme s'en assure le réalisateur québécois Pierre Falardeau dans *Le temps des bouffons*.

Toute la rapace est là: des boss pis des femmes de boss, des barons de la finance, des rois de la pizza congelée, des mafiosos de l'immobilier. Toute la gang des bienfaiteurs de l'humanité. Des charognes à qui on élève des monuments, des profiteurs qui passent pour des philanthropes, des pauvres types amis du régime déguisés en sénateurs séniles, des bonnes femmes au cul trop serré, des petites plotes qui sucent pour monter jusqu'au top, des journalistes rampants habillés en éditorialistes serviles, des avocats véreux, costumés en juges à 100 000 piastres par année, des

lèche-culs qui se prennent pour des artistes. Toute la gang est là: un beau ramassis d'insignifiants chromés, médaillés, cravatés, vulgaires et grossiers avec leurs costumes chics et leurs bijoux de luxe. Ils puent le parfum cher. Sont riches pis sont beaux; affreusement beaux avec leurs dents affreusement blanches pis leur peau affreusement rose. Et ils fêtent..

Mais l'humour risque rapidement de se noircir. Étrangement, les mots de Falardeau, certainement immondes, gagnent en même temps en dignité. C'est à eux que l'on pense, et ils nous sauvent même, lorsqu'on voit l'oligarchie mondiale se payer chez les Desmarais à Sagard un spectacle somptuaire aussi navrant que la plus ordinaire des programmations télévisuelles. Ce sont eux également qui donnent de la consistance à notre regard devant la scène sidérante du documentaire d'Andreas Pichler, *Le syndrome de Venise*, où l'on apprend que des millions de touristes mettent littéralement à sac les fondements de la cité vénitienne, en y jouant les nobles anciens à l'occasion de misérables bals masqués dans lesquels on leur fait porter des costumes d'époque.

La narration célèbre du *Temps des bouffons*, de Pierre Falardeau, ne vient pas seulement donner un peu de hauteur testimoniale à tant de scènes qui deviennent hélas pour nous familionnaires, mais elle fait également preuve d'une autre vertu: elle montre l'injustice à l'œuvre lorsque le pauvre et le riche s'entre-méprisent. Le cinéaste ne rend-il pas clair, en opposant de la vulgarité à la vulgarité, que c'est souvent au prix de s'autodéprécier que la pauvreté arrive à dénoncer le charme discret de la bourgeoisie? N'est alors pas seulement en jeu le mépris réciproque d'un homme envers un autre, mais le mépris réciproque d'un homme riche et d'un homme pauvre, dont le dernier doit cependant, lui, s'avilir pour manifester ce sentiment partagé. Il y a là de quoi, même pour l'amateur de mots d'esprit, perdre rapidement de sa superbe. Soudainement plus cru et moins spirituel lui aussi, le personnage d'Heinrich Heine ne tardait pas à taxer les nantis, inconscients d'eux-mêmes tellement l'argent les pourrit, de «*Millionarr*», de *millionnaire* pour ainsi dire, *narr* désignant en allemand la bêtise.

Un tel soulagement psychique n'est pas indiqué, car il n'est qu'une manière de se préparer de nouvelles épreuves. Il est bien évidemment très rare qu'on en sorte grandi. Restent alors aux laissés-pour-compte de la créance psychique l'inventivité, le détournement, l'humour, la finesse, la créativité... Toutes choses que jalouseront ceux que l'argent a depuis longtemps dispensés de réfléchir ainsi. Ceux qui le détiennent s'accapareront alors après coup les fruits de cette attitude pourtant développée dans des moments de résistance contre eux. Ils se feront les détenteurs de droits de propriété intellectuelle de modes vestimentaires qui, hier, confinaient à la marginalité ceux qui les avaient initiées, ils enseigneront dans de beaux collèges les textes sublimes que des laissés-pour-compte auront difficilement écrits dans une colère à leur encontre, ou plus loin encore ils embourgeoieront les quartiers auxquels de pauvres désœuvrés étaient parvenus à insuffler un esprit et une âme... Il leur restera donc à se payer l'exclusivité des inventions générées par la richesse d'esprit de ceux qui devaient surmonter les contraintes pesant sur eux. Cet humour au second degré, très riche, restera leur façon de rire les derniers. Un rire gras retentira alors lorsqu'ils réduiront les formes qui s'étaient développées indépendamment d'eux à des pièces que l'on place dans le jeu du commerce, leur seule passion, pour n'y voir qu'une stricte démonstration de force monétaire.

L'AVIS DES GENS RICHES ET CÉLÈBRES

La somptuosité des gens riches et célèbres se donne désormais à voir comme le reflet d'une culture de masse industrielle qu'on est amené à imiter. Hans Magnus Enzensberger disait à ce propos: «Depuis longtemps, la “classe dominante” ne crée plus sa propre culture et ne manifeste aucun besoin d'un produit de ce genre.» Les maîtres du jeu s'abusent eux-mêmes. Ils prennent leur comédie au sérieux, se mirent dans le cinéma qu'ils se font, s'émeuvent tels des enfants devant les jeux du stade qu'ils ont fait construire comme ils croient à leurs mensonges lorsqu'ils les lisent dans leurs journaux. Mais ce n'est pas parce qu'une chose est risible qu'il ne reste qu'à en rire. Par exemple, ce faux palais royal des Desmarais à Sagard. Revenons-y. Il se révèle tout aussi «inhabitable» que les maisons homogènes de banlieue dont parle Theodor Adorno. Mais plus que son esthétique de mauvais goût et l'étiquette monarchique qui y est de rigueur (entraperçues dans un documentaire produit par la famille et dont la mouvance Anonymous a organisé la fuite), cette vie mondaine rend compte d'une organisation du pouvoir politique informelle, mais bien réelle. Voyant graviter autour du couple des figures de premier plan de la politique, de la finance ou de la culture, on comprend alors:

1. Qu'il existe un ordre de pouvoir bien réel qui n'est toutefois traduisible dans aucune forme constitutionnelle ni institution publiquement admise et reconnue. Ni élection, ni tribunal, ni structure, ni contre-pouvoir ne viennent formellement dire et encadrer cette puissance qui se célèbre.
2. Que cet ordre élitiste, étranger aux formes constitutionnelles du pouvoir, digère toutefois les formes traditionnellement admises du pouvoir. Il le fait, pour preuve, en admettant en son sein des personnalités politiques et autres personnages associés aux institutions formelles, lesquels arborent même des insignes, médailles et décorations conférés par des institutions de droit, ce toutefois dans un cercle où, soudainement, la distribution hiérarchique se fait tout autrement.
3. Que cet ordre regroupe des ayants droit capables d'inscrire leurs actifs, ou ceux des banques et multinationales qu'ils contrôlent, dans des législations de complaisance – notamment les paradis fiscaux – de façon à mener des opérations en marge des États de droit. Ils sont en cela souverains, mais en exerçant une souveraineté privée, affranchie de tout encadrement formel connu et reconnu.
4. Que la définition et la description de ces nouvelles assises du pouvoir échappent largement aux traditions de pensée de la philosophie politique ou aux modes arrêtées de la théorie constitutionnelle sur la souveraineté d'État. Elles forcent la définition de nouvelles formes de pouvoir de même qu'une relecture sémantique des termes du corpus politique qu'on utilise d'ordinaire pour décrire l'évolution de notre monde.
5. Que ce pouvoir, dans ce qu'il a de muet, de crypté, de virtuel et de transnational échappe également aux théories critiques de l'émancipation politique pensant la démocratie selon une dialectique entre une parole formellement instituée par un pouvoir déterminé et une réfutation polémique initiée par les gouvernés sachant l'intelligence offerte en partage. Là, les titulaires officieux, mais bien puissants ont les attributs paradoxaux des prolétaires: ils sont sans voix, sans nom, sans domicile fixe et parfois sans part formelle dans la cité. D'un point de vue

économique, leurs activités sont déterminantes en ce qui concerne les destinées des collectivités et les modalités d'influence idéologiques sur les politiques publiques, mais d'un point de vue légal, ils sont des fantômes. Des portions entières de leurs capitaux s'évanouissent offshore et c'est souvent par des sociétés-écrans extraterritoriales ainsi que par des juristes d'entreprises qui servent de prête-noms qu'ils préparent dans nos économies bien réelles leurs coups fourrés.

Les titulaires de la souveraineté offshore se montrent aptes, de la position qu'ils occupent, à se jouer de la loi. Ils la contournent à leur guise dans les législations de complaisance sitôt qu'ils la souhaitent contraignante uniquement pour leurs concurrents des classes sociales subalternes. Aussi sont-ils en position de la faire rédiger par les hommes de main qu'ils placent dans les exécutifs d'appareils d'État.

Dans ce mauvais rêve oligarchique de Sagard – comme dans tout rêve –, l'attribution des parts et des places se trouve bouleversée. Ce que la *ratio* politique présentait comme antagoniste (Lucien Bouchard *versus* Jean Chrétien) se confond; ceux qu'on a institués au sommet des institutions comme titulaires de la décision publique sont relégués au rang de très simples convives (John Charest), tandis que trône au sommet un citoyen pourtant investi d'aucun pouvoir formel (Paul Desmarais).

LE CAPITAL CULTUREL

Cette réunion chez les Desmarais a lieu, comme à la cour, moins pour offrir au roi les prestations des arts que pour lui permettre de se donner, lui, en spectacle. Dans le kitch apothéotique d'une salle de spectacle construite provisoirement pour l'occasion, en compagnie de politiques, financiers, artistes et courtisans venus là occuper un rang différent de celui qui leur est attribué dans le trompe-l'œil de la démocratie formelle, l'oligarque entendait chanter ce soir-là un douloureux *J'aurais voulu être un artiste*, ne contemplant pas tant le spectacle que sa propre capacité à le financer. C'est encore son capital qu'il voit danser sur scène ou saillir d'un tableau. L'oligarque ne se fond donc pas avec le grand public, même s'il partage du point de vue de la culture les mêmes cochonneries. Bien que reproduisant pauvrement les allures de la cour à laquelle il aspire, le financier, magnat de la presse et administrateur de la pétrolière Total, se satisfait de ce simulacre qui l'absorbe, lui et les siens. Et il est d'autant plus comblé qu'il est grand, c'est-à-dire pour lui commercialisable en série. C'est là la griffe de son pouvoir: se montrer capable d'entraîner toute une collectivité dans les effets de son mauvais goût et placer ceux-ci, sans qu'une résistance soit possible, sous l'appellation de «culture».

Voici débouler à Sagard les ténors qui chanteront l'œuvre de sa propre vie. Le comble de son fantasme tient dans cette représentation privée. Devant Paul Desmarais assis à la place du roi, le personnage de Paul Desmarais entre en scène, que Luc Plamondon fait rimaiter dans un opéra rock de son cru. Tout de lui est soudainement déclamé: son insatisfaction impérieuse, qu'il exhibe comme une vertu, et sa mégalomanie délirante, qu'il transforme en précepte. Avec elles, la médiocrité de son rapport au monde passe au rang de modèle. En créateur, Desmarais peut alors se féliciter de faire partie de ceux qui encadrent et choisissent l'art qui passe, chez le public, au rang de références à connaître et à citer. À défaut d'être original, il en est l'origine.

À l'époque de la reproduction technique de l'œuvre d'art, ce n'est plus seulement tel ou tel artiste, telle ou telle école, telle ou telle discipline que se trouvent à soutenir les commanditaires, mais les produits de consommation d'une industrie de masse tout à fait liée aux autres secteurs d'activité du grand capital. C'est en fonction de ce qu'on prévoit de faire consommer qu'on dictera la production à la chaîne. «Le film et la radio n'ont plus besoin de se faire passer pour de l'art. Ils ne sont plus que business: c'est là leur vérité et leur idéologie, qu'ils utilisent pour légitimer la camelote qu'ils produisent délibérément. Ils se définissent eux-mêmes comme une industrie et, en publiant le montant des revenus de leurs directeurs généraux, ils font taire tous les doutes sur les nécessités sociales de leur produit», écrivaient déjà Theodor Adorno et Max Horkheimer en 1944 dans *La dialectique de la raison*. À leurs yeux, certaines coquetteries peuvent certes échapper à ce processus d'homogénéisation, comme concevoir des œuvres d'art à la pièce faisant subir des entorses aux règles esthétiques attendues, mais ce sera davantage pour satisfaire le principe de la petite différence chez quelques consommateurs distingués que pour faire subir des formes d'altération radicales au régime. «On pardonne à Orson Welles toutes ses violations des trucs du métier parce que toutes ces incorrections calculées ne font que confirmer ou raffermir la validité du système», écrivent à titre d'exemple Adorno et Horkheimer. Pour l'essentiel, les «biens» culturels façonneront en série les individus formant le bassin de clients et d'adhérents nécessaires au capital. Le philosophe Herbert Marcuse réitère l'argument dans *L'homme unidimensionnel* en 1964: «Si l'ouvrier et son patron regardent le même programme, si la secrétaire s'habille aussi bien que la fille de son employeur, si le Noir possède une Cadillac, s'ils lisent tous le même journal, cette assimilation n'indique pas la disparition des classes. Elle indique au contraire à quel point les dominés participent aux besoins et aux satisfactions qui garantissent le maintien des classes dirigeantes.» Le paysage culturel que décrit Marcuse se présente comme un appareillage formel et symbolique amenant les administrés et dominés des régimes libéraux à canaliser leur énergie psychique dans une structuration sociale les précédant, celle que les dominants prévoient et aménagent. Le cinéma, la chanson, la publicité et les médias de masse encodent en fonction de stéréotypes ce qu'il en est de la manifestation du désir et de l'expression de pulsions viscérales. Si cette explication n'est pas suffisante, si cette réduction de l'«industrie culturelle» à un secteur de la vie totalitaire ne convainc pas quant à la réalité de toutes les œuvres, cette approche traduit sans faille l'attitude des investisseurs financiers face à elles. Et la façon dont les détenteurs de capitaux entendent soumettre les artistes.

L'ARTISTE NE COMPTE PAS

On comprend alors mieux l'injonction qui est faite aux artistes de travailler en fonction des finalités du marché plutôt que de celles de leur démarche. Être gestionnaire artiste ou artiste gestionnaire? Telle est la question. Chez les riches «philanthropes», tous plus passionnés d'art les uns que les autres, on ne se laisse pas embarrasser par d'aussi vains dilemmes: il n'y a qu'un savoir relatif à l'argent et c'est celui que dispensent ceux qui ont la faculté d'en engranger. C'est suffisant d'aimer l'art, et les artistes par-dessus le marché, on ne va quand même pas aller jusqu'à considérer ce que ceux-ci pensent de l'économie. À eux de s'adapter. D'autant plus qu'en se payant l'art, et la tête des artistes,

les bailleurs de fonds s'érigent comme les véritables créateurs, car eux seuls rendent l'art possible. Non seulement le financent-ils, mais ils s'épuisent de CA en CA à en administrer toutes les structures.

Les artistes qu'aiment les «investisseurs» cherchent désormais à être à leur tour des «créateurs» à leur manière. Les «succès» internationaux de Céline Dion ou du Cirque du Soleil, notamment, seront tenus pour tels davantage en raison de leurs plans d'affaires que selon les critères de l'esthétique. Désormais, ces artistes ne se contenteront plus de fournir la force de travail nécessaire à la production de marchandises culturelles, on leur demande de prétendre eux-mêmes à l'administration des institutions qui les exploitent en suscitant chez eux un surcroît d'enthousiasme pour l'aliénation – dire «leadership» dans le lexique du management. Le critère de l'*entrepreneurship* permettra désormais de distinguer ceux et celles qui sont prêts à passer aux choses sérieuses: la création, certes, mais la création d'entreprise, de revenus, de plus-value, d'emplois...

Forts de leur capital culturel, les commanditaires forment désormais à leur école ces artistes élus. L'enseignement que dispenseront les HEC Montréal, jadis appelées au long l'École des hautes études commerciales quand on avait du temps à perdre, avisera les convertis à la gouvernance culturelle de ne pas tenir compte de ce qu'on pourrait dire ou penser dans des cercles étrangers à celui auquel on les introduit. Témoin, ce plan de cours tiré du programme en gestion des arts et de la culture des HEC de 2014: «Il est important que les gestionnaires des arts et de la culture aient une connaissance minimale de la question des politiques culturelles. Il leur faut être en mesure d'aller au-delà des idées préconçues et des discours de revendications traditionnelles des gens du milieu.» Le milieu de l'art, au vu de ses «caractéristiques», pose, il est vrai, «un défi très particulier» aux administrateurs éclairés, «à cause de la nature du produit qu'elle offre (des œuvres culturels [sic]), des caractéristiques des personnes qui sont au cœur de ses productions (les artistes), de la signification de ces réalisations (représentations, œuvres d'art ou biens symboliques) pour les personnes qui les demandent», s'il s'agit de reprendre les termes d'un autre plan de cours provenant de la même institution. L'artiste est incorrigible. Il tend à prendre au sérieux son engagement, plutôt que les institutions qui assument le marketing dont dépend son travail. Il faudra donc lui apprendre à l'école des bonnes manières à séduire des partenaires autrement que par ce à quoi il était cantonné jusqu'ici (jets de peintures, discours empourprés et autres steppettes), c'est-à-dire en trouvant les arguments d'affaires amenant les grandes entreprises à déposer leur marque directement sur l'emballage de ses œuvres. Et il lui faudra non seulement apprendre à tolérer cet état de fait, mais à le désirer. Il cessera ainsi de croire naïvement que les détenteurs d'actifs ont à contribuer aux efforts de l'art en payant des impôts. HEC Montréal, dont le conseil d'administration est présidé par Hélène Desmarais, s'assurera que les choses soient formulées dans une poésie d'affaires qui convienne aux faux-semblants du régime, en traitant par exemple de «décisions de gestion» relatives «à l'analyse économique des industries culturelles» dans ses cours.

La pression sociale pour aller en ce sens devient immense. Converti aux modalités des HEC, tout artiste-entrepreneur qui se respecte péroré désormais sur «la culture organisationnelle, la gouvernance, l'affectation des ressources et les relations entre artistes et dirigeants, et les dynamiques de pouvoir en place au sein et autour de ces organismes», en voyant dans les approches «expérientielles» en vogue les clés de l'exercice de ce pouvoir. Parmi eux, 101 appuieront publiquement l'arrivée en politique d'un des bailleurs de fonds de leur production, un magnat de la

presse par ailleurs fossoyeur de la culture si l'on en juge par le mauvais goût dont ses journaux font preuve. Qu'importe. Les œuvres deviennent des produits, les artistes des «ressources humaines en culture» et leurs destinataires des «consommateurs» et «clients», et ce, dans une «industrie» intimement liée à l'hôtellerie, à la restauration, au marketing et à la fourniture de matériaux. La politique culturelle du gouvernement du Québec déclarait elle-même en 1992: «le développement des industries culturelles repose à la fois sur l'excellence de la création et sur la compétitivité des entreprises». Le vocabulaire d'«entreprises d'experts-conseils en gestion culturelle» pratiquant le «mentorat culturel» ne se dénonce même pas de lui-même, car ces nouvelles pratiques garantissent «l'excellence» sans jamais que se pose l'enjeu de leur compréhension critique.

Des artistes *jouent le jeu* et, de ce fait, participent à un cirque d'un genre nouveau. Ils réinventent, étendent et consolident un nouvel art de la fiction, pour finalement trouver plus significatifs les bénéfices comptables d'une compagnie culturelle qui «participe à l'économie» que les conceptions esthétiques qu'elle propose. Celles-ci, quelles qu'elles soient, finiront bien par trouver preneurs auprès des publics cibles de campagnes de promotion bien senties.

Dans la pure logique de la gouvernance, qui résume un fait d'adaptation et de subordination de tous aux méthodes des entreprises privées, les différents ministères publics «compétents» et conseils des arts se feront aussi «partenaires» de grandes entreprises, qu'elles incitent de manière fiscale à «s'investir en culture». Soumis à cette approche, l'art se présente comme un moteur d'uniformisation politique, de gestion sociologique et de production industrielle. Ou «un générateur de qualité de vie de tous les Montréalais», un outil de «planification successorale et fiscale» ainsi qu'une source de «retombées directes de près de huit milliards de dollars, soit 6 % du produit intérieur brut (PIB) de la métropole», cette fois dans les termes des «créateurs d'affaires» de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. C'était en 2011. La critique d'Adorno et Horkheimer ne portait pas aussi loin.

S'il ne se soumet pas à ce dressage, l'artiste ne compte pas. Dès lors que le chiffre n'exerce point d'autorité sur son esprit fantasque, pourquoi le considérer? Que faire d'un poète citant par exemple Stéphane Mallarmé perdant la foi sitôt qu'une entreprise filoute quelques épargnants à Panama? «L'incapacité des chiffres, grandiloquents, à traduire, ici relève d'un cas; on cherche, avec cet indice que, si un nombre se majore et recule, vers l'improbable, il inscrit plus de zéros: signifiant que son total n'équivaut spirituellement à rien, presque.» Surtout ne jamais laisser l'artiste sans formation entrepreneuriale toucher aux comptes, ni même s'en faire une représentation. Il risquerait de s'intéresser improprement aux ficelles qui dépassent, aux faux-semblants qui abusent, aux simulacres qui émeuvent. L'esthète risque alors de percevoir ce qui, dans le champ de la finance et de l'administration, relève de ses propres ressorts, soit la mise en scène de la rationalité économique, la fiction de l'expertise, l'identification des épargnants aux protagonistes du marché et l'illusion théâtrale générant terreur et pitié. Pour le comprendre, il n'y a qu'à voir la nécessité qu'éprouve le grand capital de se mettre quotidiennement en scène, que ce soit par une iconographie à laquelle même l'austère *Wall Street Journal* a fini par céder – des graphiques faussement probants, des photos au flou dynamique pour illustrer l'hyperactivité des *business men* – ou par des biographies complaisantes faisant en tout point écho à la plus fine poésie du roman initiatique. Investisseurs, cadres et commerçants prennent donc fréquemment la pose lors de galas qui tournent la plupart du temps au concours de flagorneries. Des sèmes tout à fait admis comme la «confiance», la «relance» la

«conjoncture» ou l'impayable «leadership» tapissent les unes de la presse financière et induisent eux aussi des considérations narratives propres à l'esthétique cinématographique, théâtrale et romanesque. Tout le jargon qu'on nous sert aujourd'hui sur la gouvernance et l'innovation relève très exactement de la même farce. L'économie et la gestion des affaires du monde tiennent d'un mystérieux savoir, selon leur script... Les investisseurs souhaitent que les artistes soient à leur tour bon public et applaudissent leurs prestidigitations.

Il n'en va pas toujours ainsi. Combien d'artistes insoumis n'ont pas constaté par eux-mêmes à quel point les experts appointés des CA ne comprennent souvent rien aux enjeux de leurs institutions et que c'est au prix de leur insubordination que les employés sous-payés par ces structures arrivent à tenir? Ils ne tardent pas à conclure qu'il n'existe rien de tel qu'une compétence à administrer qui soit indépendante de toute pratique, pas plus qu'il n'existe un art de communiquer ou une quelconque technique de marketing qu'on apprendrait à l'université et qui fonctionnerait sans qu'on ait une idée concrète du contenu à communiquer. Si on la suit, l'idéologie du management risque de provoquer des désastres – que n'entend-on pas comme nigauderies au nom de l'innovation, du développement, de la transformation, de l'entrepreneuriat et de la rentabilité? Des artistes se sont vus enjoins par des experts soudainement aux commandes de leur organisme d'investir dans des biens immobiliers qui les auraient assurément ruinés (s'ils avaient suivi les indications), tandis que d'autres ont dû réagir à des propositions «novatrices» qui ne visaient, ni plus ni moins, qu'à leur faire changer complètement de vocation en vue de domaines «porteurs» tout à fait improbables. Très souvent, ces administrateurs incompetents ont lourdement condamné la «défiance à l'autorité» des artistes réfractaires, tout en confirmant implicitement, par des décisions ultérieures, le bien-fondé de cette résistance.

Et si des artistes se montrent parfois convaincus d'être face à un savoir censé les dépasser, les voilà qui posent aux professeurs les questions qui fâchent, les plus simples et les plus justes. Comme Gertrude Stein, écrivaine et collectionneuse de tableaux, qui s'interrogeait de manière obsessionnelle en 1974 sur la nature de l'argent («L'argent est-il de l'argent ou l'argent n'est-il pas de l'argent?») pour distinguer celui que l'on détourne ou concentre de celui qui circule dans le monde sensible. Le sculpteur et artiste visuel Joseph Beuys posait tout aussi crûment la question: *Qu'est-ce que l'argent?* faisant de cette interrogation le titre d'un livre. Son postulat, selon lequel toute personne doit «être un artiste» si nous voulons aboutir à une société dans laquelle l'argent génère des rapports équitables, déjouait complètement les hiérarchies convenues. Car admettre que nous sommes tous des artistes, c'est admettre, lorsqu'on est dans le secteur des affaires, la dimension largement fictionnelle des instruments que la finance se donne. Et c'est, lorsqu'on est artiste, se savoir capable d'organiser la gestion et de penser l'économie à partir des moyens que l'art met précisément à sa disposition.

C'est d'ailleurs ce que concèdent implicitement les administrations publiques et membres du milieu des affaires lorsqu'ils commandent aux artistes de se mettre «eux aussi» au travail, sous leur conseil et à leur manière. Mais qu'a donc leur «expertise» de si particulier s'il est possible d'en saisir les rudiments pendant le moindre stage de «mentorat» ou le moindre «microprogramme» d'une école de commerce? Qu'a donc de si sorcier ce corpus que même ces artistes, implicitement présentés comme étant au bas de l'échelle de la débrouillardise économique, sauraient assimiler? Drôle de position... Et si ce savoir n'était finalement l'apanage de personne, et qu'il y avait un art de l'administration qui ne soit réductible aux compétences d'aucune catégorie sociale particulière? Et

s'il y avait également non pas une façon proprement artistique d'administrer les choses, mais une approche esthétique de l'économie qui remette la notion de l'économie dans le champ de la pluralité, de l'intelligence et du sensible? En 1936, sans complexe, Antonin Artaud, l'impétueux homme de théâtre, bouleversé par les inégalités de revenu dont il était témoin, jetait les bases d'un principe des plus sensés: «Décongestionner l'Économie, c'est la simplifier, filtrer le superflu, *car la faim n'attend pas.*»

Et si on entendait, en outre, que littérature et arts ont souvent restitué l'économie dans les différents champs disciplinaires auxquels la notion appartient, sans origine particulière? Et si, en lisant *Les faux-monnayeurs* d'André Gide, on se souvenait qu'avant de recourir au terme «écologie», les scientifiques parlaient de «l'économie de la nature»? Dans son «spectacle» diversifié par tant de lois, la nature, nous dit Gide, a «essayé tour à tour toutes les façons d'être vivante», ce qui suscite cette exclamation: «quelle économie a permis la subsistance de certaines formes!» Résonne dans cette expression tout le sens qu'y mettait à Selborne le naturaliste anglais Gilbert White au XVIII^e siècle. Pour lui, lorsque les vaches s'adonnaient à nourrir les poissons par le simple fait de laisser tomber les microbes de leur corps en se déplaçant dans un marais, histoire de se rafraîchir un peu, l'économie de la nature s'organisait. On entend également en écho Jean-Joseph Menuret, le biologiste du XVIII^e siècle témoignant dans l'*Encyclopédie* d'«Économie animale».

Lire le poète René Char briser ainsi le silence dès le premier poème de *Fureur et mystère* («déborder l'économie de la création, agrandir le sang des gestes, devoir de toute lumière»), c'est entendre le lien intrinsèque entre l'économie et les formes les plus vastes et anciennes d'organisation, comme en font foi les études théologiques sur l'enjeu des images à Byzance, soit le rapport de dépendance réciproque entre images et symboles, les premières, d'une part, tirant leur puissance de références transcendantes en même temps que les seconds, d'autre part, doivent leur existence de la médiatisation des images. On sait, une fois lancé, que l'«économie» est un terme qui s'est trouvé au cœur de maintes productions disciplinaires, de la sociologie de Gabriel Tarde à la théorie linguistique d'Algirdas Julien Greimas, en passant par la critique littéraire de Gérard Genette et la philosophie de Hermann Lotze. Que ressort-il de cette chaîne d'usages à laquelle l'esthétique ouvre? Que l'économie n'est pas l'affaire des économistes. Qu'elle porte globalement sur les relations escomptées et fécondes entre des éléments dont on établit le rapport. Quel que soit le domaine, l'économie n'est l'affaire d'aucune spécialité, comme en témoigne son usage dans toutes les pratiques culturelles ainsi que dans tous les champs du savoir.

Cette critique radicale de l'économie génère bien davantage qu'une seule relecture alternative des dogmes que produisent ceux qui s'érigent en titulaires de sa signification propre. Elle permet de comprendre comment ces banquiers du sens que sont les «économistes» d'appareil enferment la pensée dans le périmètre étroit de leur discipline, notamment en raison de leur usage frénétiquement récurrent de certains concepts, modèles et agencements. *La philosophie comme pensée du monde selon le principe de la plus petite quantité de force* (traduction littérale de l'allemand), ouvrage du philosophe et biologiste Richard Avenarius paru en 1876, décrit l'acte de penser en tant qu'il coupe court à des opérations singulières et particulières pour ménager ses ressources au sens physiologique. Il en coûte de réfléchir d'un point de vue biologique et il importe pour le corps d'économiser des opérations mentales. Pour ce faire, la pensée s'alloue ce qu'Avenarius nomme les

«affirmations» (*Aussagen*). Celles-ci ont pour fonction de neutraliser le sens d'événements particuliers ou de choses en permanentes mutations, en leur opposant des schèmes standards qui tiennent lieu de réflexions circonstanciées. La valeur des «affirmations» tient de leur faculté à convenir aux situations les plus diverses, en s'adaptant à elles à chaque occurrence moyennant un minimum d'investissement. Soit ce que réalisent de manière optimale et excessive les sciences dites économiques. Il s'agit d'incorporer dans un modèle qui leur est indépendant ce qui, à partir de l'ensemble des choses existantes, nous est déjà commun. Ce principe de stabilité économique, au sens biologique du terme, consiste à réduire au maximum les dépenses dans le travail d'adaptation au changement. Cette économie explique le peu d'aptitude qu'ont ceux qui s'en présentent comme les experts de penser l'ipséité, la chose sensible, l'exception, le singulier, en retournant comme vain, voire dangereux, tout ce qui ne s'intègre pas à leur modèle aveugle. Est économique en ce sens l'appareillage qui permet d'intégrer, dans un moindre effort, tout changement extérieur et toute individualité, au profit d'un système – la pensée des «sciences» économiques – devenu destructeur, en raison de sa structure même, de tout ce qu'il ne comprend pas. On serait fou de penser que la discipline qui s'est approprié le nom d'«économie» ne puisse perdurer dans son mode régional sous la forme des débats ouverts qu'on lui souhaite prestement, comme champ d'analyse de la production, de la comptabilité et de l'échange des biens, mais de préférence sous d'autres appellations, celles qu'elle a déjà portées (chrématistique, physiocratie, économétrie).

L'art rappelle toutefois qu'il n'y a rien de tel qu'un art particulier de la pensée économique. Toutes et tous conçoivent une façon délibérée d'administrer en bonne intelligence avec l'altérité. C'est à cette puissance que l'esthétique renvoie. Il y va du sens même de l'économie.

PROTRAIT DE L'ARTISTE EN TRAVAILLEUR SOCIAL

Comme l'expert, l'artiste soumis aux paramètres de la gestion privée devient mobilisable en période de crise. Tandis que le premier cherche à rassurer en donnant à l'inexcusable et au scandaleux toutes les allures de la nécessité et de la rationalité, le second est appelé au chevet des victimes, pour dépolitiser l'événement par d'innombrables concerts-bénéfices et déclarations de soutien. On cherche alors à en faire le travailleur social de la vie collective. Contraint par le chantage des puissants, il est fortement incité à se montrer à la moindre catastrophe, dont la publicité fera éventuellement office pour lui de rétribution. Ce fut le cas lors de la tragédie de Lac-Mégantic, survenue le 6 juillet 2013. Ce jour-là, tout un train chargé de pétrole a sauté au visage de la population. Les entreprises liées au transport ferroviaire étaient indéniablement en cause, étant donné leur négligence, leur avarice. Mais, éplorée, chavirée, la population n'a pas piqué de colère noire, ne s'est pas révoltée, n'a pas remis radicalement en cause un modèle qui témoignait à nouveau de son potentiel destructeur. Justement, les artistes ont été appelés à la rescousse (des entités privées et des gouvernements) pour qu'on en reste à de la gestion d'affects. Surtout qu'on n'en vienne pas à cultiver de manière critique ces états d'âme.

Pourtant, à Lac-Mégantic ce jour-là, aucun *accident* n'est survenu. Autour de 23 heures la veille de la catastrophe, un incendie a été signalé au sein de l'engin qui devait exploser. Forcés d'éteindre un moteur qui fonctionnait jusque-là sans présence humaine, les pompiers ont désactivé le système de freinage hydraulique. Mal garé, mal sécurisé, quelques minutes avant qu'une heure du matin ne

sonne, le train de nouveau laissé à lui-même a amorcé sa folle descente. Dans les termes du Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST), en l'absence «de signal ou de circuit de voie [...] le contrôleur de la circulation ferroviaire n'aurait pas reçu d'indications qu'il y avait un train à la dérive». L'explosion de plusieurs wagons dévalant brutalement, chargés chacun de 113 000 litres de pétrole particulièrement inflammable, mal identifiés par des administrations incompetentes ou cyniques, ne constituait en rien un *accident*, soit un «événement imprévisible» (*Le Robert*). En 2012, plus de 1 000 accidents ferroviaires ont été recensés par le BST. À Lac-Mégantic, ce qui devait arriver arriva. Pour augmenter ses marges de profit, la Montreal, Maine and Atlantic Railway (MMA), responsable du train et du chemin de fer, minimisait les investissements en matière de sécurité et externalisait donc les risques de crise. Elle exposait ainsi à de très graves problèmes les communautés aux abords de ses circuits. Six millions de litres de pétrole se seraient libérés des wagons-citernes, selon le ministère québécois de l'Environnement. Lobbying? Corruption? Le ministère fédéral du Transport avait exceptionnellement autorisé la MMA, en 2002, à n'assigner qu'un seul cheminot à la conduite de ses trains. Le gouvernement du Québec, qui devait bien connaître l'existence de cette activité de transport, ne s'y est jamais opposé. Cancérigènes, les produits chimiques de fracturation que contenaient les wagons se propageraient dans la région à un taux 394 444 fois supérieur à la limite permise, selon la Société pour vaincre la pollution (SVP). Environ 100 000 litres de pétrole se sont déversés dans le lac Mégantic. Puisqu'il se trouve en amont de la rivière Chaudière, le site constitue maintenant une source de pollution pour le reste du Québec.

Des artistes ont été appelés à détourner l'attention de ce crime. Le pouvoir les a délégués en masse pour conforter une communauté secouée. On a érigé à l'extérieur une scène énorme pour accueillir une multitude de têtes d'affiche nationales, c'est-à-dire montréalaises. Les commanditaires ne se sont pas oubliés: les infortunés Méganticois ont eu la grosse enseigne Loto Québec au visage tout le reste de l'été. Sous le choc, le cœur y est, certes, mais pas encore la distance critique pour que s'impose à l'artiste concerné cette question: me manipule-t-on? À quoi est-ce que je sers dans ce régime qui m'emploie pour consoler les victimes de ce dont il est responsable? Ne suis-je pas en train d'accréditer la thèse du simple accident en volant au secours d'une population voulant prétendument seulement qu'on la console? Mon art n'a-t-il plus que cette fonction anesthésiante? Ma performance doit-elle vraiment être destinée à isoler les affects et à en amplifier la décharge pour mieux les détourner de tout objet circonstanciel? Les spécialistes en gestion de crise, qui profitent des dispositions généreuses d'artistes, ont une longueur d'avance pour organiser, grâce à ce concours, une catharsis d'État. Parangon de la bonne conscience, Paul McCartney lui-même invite les rescapés et membres éprouvés de la communauté à assister à son spectacle de Québec. Lac-Mégantic devient *people*. Subitement, l'affaire cesse d'être politique. Le chant des bons sentiments la recouvre. Le pouvoir évite ainsi toute fausse note.

Du reste, pour la postérité, il fallait faire de cet enjeu un tableau, un drame poignant. Dans l'ère du «capitalisme artiste» dont parlent Gilles Lipovetsky et Jean Serroy dans leur livre récent, *L'esthétisation du monde*, notre régime a complètement intégré les pratiques artistiques, au point de s'en soucier à toutes occasions. «Plus l'art s'infiltré dans le quotidien et l'économie, moins il est chargé de haute valeur spirituelle; plus la dimension esthétique se généralise, plus elle apparaît comme une simple occupation de la vie, un accessoire n'ayant d'autre finalité que celle d'animer,

décorer, sensualiser la vie ordinaire.» Et ce, sans scrupules. La destruction du centre de Lac-Mégantic a été l'occasion pour le gouvernement québécois de planifier sur un mode unilatéral la reconstruction de la zone où des résidents étaient sous le choc. Le pouvoir a du goût, même dans les temps sombres. Le souvenir de la catastrophe se donnera désormais en spectacle. On recouvrira la scène du crime d'un «parc commémoratif» entièrement destiné au tourisme, flanqué d'une aire commerciale complémentaire. La représentation infographique intitulée «Lac-Mégantic après...» que l'on peut trouver en ligne témoigne du rôle instrumental et stratégique que joue l'esthétique dans cette gestion de crise comme manipulation publique. Trois mois après la catastrophe, on a estimé que la ville allait recevoir 5 000 touristes venus visiter les décombres. Le «beau» étant désormais partout, tous les goûts se trouvant dans la nature et personne ne répugnant à faire de toute chose l'objet d'un marché, le paysage dévasté qu'est devenu le centre de Lac-Mégantic alimentera désormais une entreprise lucrative de voyeurisme, caméras à l'appui.

Pour faciliter la transition, la loi 57, votée à la hâte pour planifier la réorganisation des lieux par le gouvernement du Québec, menace d'expropriation de nombreux citoyens dont les maisons ont pourtant été épargnées. On les invite d'abord à déménager librement, en cédant leur maison à rabais aux entrepreneurs qui vont profiter des contrats correspondants. À une époque où les questions de corruption dans le secteur de la construction font l'objet de feuillets dans les médias, cela laisse songeur. À Lac-Mégantic, la situation d'exception dans laquelle l'État a plongé la communauté après l'explosion confère les pleins pouvoirs aux autorités publiques. Le mandat du conseil municipal est prolongé, le processus des appels d'offres court-circuité et le pouvoir de transfert des commerces et d'expropriation des résidents désormais arbitraire. La manne est de 60 millions de dollars. La firme Pomerleau (citée en mars 2013 par un témoin lors de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, présidée par la juge France Charbonneau, au sujet de questions de financement illégal de partis politiques par l'entremise de prête-noms) a décroché de gré à gré le contrat de nettoyage du site et de caractérisation des sols. Elle doit aussi planifier les différentes étapes de la restructuration ferroviaire. Déjà, certains employés de firmes sous-traitantes ont prétendu qu'on leur avait demandé de travailler plus lentement, voire de défaire ce qui venait d'être fait pour retarder l'exécution des contrats...

UN RAPPORT DISLOQUÉ AU RÉEL

Cette crise de Lac-Mégantic, qui s'en souvient vivement? À l'instar de tous les «grands événements», ces «moments historiques que nous vivons en direct», comme le dit la télévision, s'évanouissent aussitôt qu'on les a épuisés. Déjà en 1956, le philosophe allemand Günther Anders, dans son essai *Le monde comme fantôme et comme matrice*, présente la télévision comme une nuisance faite au rapport qu'une collectivité cherche à établir avec la réalité. Même la personne la plus réfractaire à ce média s'en trouve affectée. Si elle quitte son domicile pour retrouver ses semblables, c'est pour s'apercevoir que ceux sur qui elle compte pour qu'il y ait, au sens social, un «réel», sont pour la plupart demeurés chez eux pour en regarder le simulacre à la télévision. Loin d'être un média de masse, la télévision est au contraire une instance de *démassification*. Elle scinde et isole les sujets qui forment la collectivité pour leur offrir simultanément et similairement la même chose. On coexiste

socialement à partager un réel qu'on ne consomme plus qu'isolément. La télévision génère ainsi un être sociologique nouveau, l'*ermite de masse*. «Maintenant, ils sont assis à des millions d'exemplaires, séparés, mais pourtant identiques, enfermés dans leur cage tels des ermites – non pas pour fuir le monde, mais plutôt pour ne jamais, jamais manquer la moindre bribe du monde *en effigie*.» Ce réel apprêté, découpé, encadré, formaté, la télévision nous le livre à domicile comme une marchandise, tellement qu'elle dispense de le vivre et de le réaliser.

La télévision ne permet pas tant de vivre ce qui se produit à distance que de nier la distance de ce qui est vécu au loin. Elle ne semble pas se rapporter à quelque chose de grand et de profond qui se produirait indépendamment d'elle, elle se présente en tant qu'elle contient en tout et pour tout ce dont elle traite. C'est paradoxalement l'éloignement de ce que transmet la télévision qui est nié. D'abord parce que le petit écran se présente davantage comme une *fenêtre* sur le monde que comme une reproduction de celui-ci. Il ne compose pas son image d'après (*nach*) le monde, insiste Anders, il en tient lieu absolument. De telle sorte qu'on finira par ignorer sincèrement ce qui distingue le fait d'assister médiatiquement à un événement et le fait d'y participer physiquement. Ensuite, parce que les programmeurs d'émission ont su faire en sorte que les artisans imitent des rapports de pseudo-intimité avec leur auditoire. «Si j'allume le poste et qu'apparaît le président, il est là tout à coup, assis à mes côtés, près de la cheminée – même s'il est en réalité à mille lieues de moi –, pour discuter. Quand la présentatrice apparaît sur l'écran, elle me réserve les regards les plus appuyés en s'inclinant vers moi avec une spontanéité affectée, comme s'il y avait quelque chose entre nous. [...] Ils viennent tous me voir comme des visiteurs familiers et indiscrets, ils arrivent tous à moi pré-familiarisés.»

La technique télévisuelle transforme ainsi le *pouvoir* que donne ce moyen à ceux qui en disposent – pouvoir suivre un événement à distance, pouvoir connaître l'avis de ses semblables sans leur parler... – en un *devoir*: ne plus se rendre aux événements ni les constituer de par la présence conjointe de ceux qui en sont, ne plus engager la conversation avec ses semblables. Les «événements» autorisés restent ceux que la télévision organise, avec des gens faisant office de figurants au besoin. Cette fragmentation est idéale pour le commerce, puisqu'elle permet aux marchands de présenter par les voies de la télévision des produits qui, du point de vue affectif, deviendront le *tenant-lieu* du lien social interdit par le dispositif médiatique.

Le régime médiocratique continue de peser de tout son poids. C'est encore dans son langage qu'il faudra s'essayer à une critique si l'on souhaite qu'elle porte au-delà des cercles d'initiés – par la télévision en particulier. La magie délétère de ce média tient, toujours selon Anders, à ce qu'il présente un monde toujours déjà pensé, des assertions toujours déjà réfléchies. «La télévision fait oublier qu'elle est un jugement déjà effectué. [...] Le jugement transformé en image renonce à sa forme de jugement afin de faire croire au consommateur qu'on ne veut rien lui faire croire.» Du point de vue de la pensée, l'écran ne prétend pas faire entendre une élaboration intellectuelle, mais la vérité déjà entendue, livrée comme résultat sans qu'on ait eu à passer par les étapes qui l'ont permise. De la purée pour l'esprit. D'où la grande difficulté de penser à la télévision telle qu'elle est conçue. C'est violent pour tout le monde, autant que si l'on insérait directement une cuisse de poulet dans un estomac.

On tente parfois, bien qu'il s'agisse toujours d'y faire passer du *pensé*, de surprendre, bien qu'on y surprenne à la condition d'y passer, justement. Mais, comme l'indiquait Chomsky, la victoire de la

télévision tient au fait qu'elle oblige à des interventions succinctes. C'est un réceptacle à lieux communs, un espace de choix pour foire d'empoigne. Tout propos paradoxal et réfléchi s'en trouve expulsé comme on crache un noyau. C'est le drame que se préparent les intellectuels tentant d'user de ce formidable porte-voix: s'exposer à des centaines de milliers de personnes qu'on arrive désespérément à joindre autrement, à la condition de s'y surexposer jusqu'à y brûler. On trépane à la télé, on fait voir ce qui passe pour que ça passe. Rien ne reste. Sinon, peut-être – c'est là tout le pari – un doute, qui fera aller plus loin certains, et peut-être même plusieurs, en dehors du seul rapport à l'image.

L'ART SUBVERSIONNÉ

Certains artistes déplorent, comme Dries Verhoeven, que l'institutionnalisation de l'art en ait découragé plus d'un, dans l'histoire récente, à faire preuve de subversion. Leurs œuvres seraient standardisées pour satisfaire les attentes de ministères de la culture, musées et autres académies. Sa performance théâtrale intitulée *Ceci n'est pas...*, présentée à Montréal au printemps 2015 pendant dix jours en plein centre-ville, tentait d'y remédier. C'est une manifestation coup-de-poing. Dans une cage de verre d'à peine deux mètres carrés, une performance appelée à varier quotidiennement allait saisir l'attention du moindre badaud. Voici pendant des heures un soldat détruisant son tambour à répétition, voici un hockeyeur noir enchaîné par un pied comme une bête de cirque, voici une naine provocante draguant dans un bar, voici un père quasi nu lisant un conte pour enfants à sa fille sur ses genoux en sous-vêtements, voici une fille-mère, voici un mineur canadien exploitant le Sud... Cette cage est transparente, mais ne l'est pas. Ce sont bien des humains qui s'y manifestent. Voir un humain en cage n'est pas insignifiant. Voir un humain en cage suppose que l'on intègre cette dernière à la représentation. Ce qui s'y joue ne se déroule pas comme le veut l'ordinaire de la situation représentée. On ne voit pas ce soldat, ce noir, cette naine, cette fillette, cette fille-mère, ce mineur autrement qu'en cage, malgré, dans la plupart des tableaux vivants, la volonté d'instaurer le «quatrième mur» (ou quatre «quatrièmes murs»?). C'est subversif. Attention, ici, on choque! Cela est même stipulé sur une légende le premier jour. Il y a cependant un paradoxe. Ce *revival* de l'art choquant, pour déjouer les formes d'institutionnalisation de l'art, est lui-même subventionné. Produite dans le cadre du Festival TransAmériques (FTA) – financé par des ministères, agences gouvernementales, sociétés hôtelières et grands médias –, cette œuvre officiellement subversive est ici prise très au sérieux, annoncée nommément. On voulait subvertir, mais dans les paramètres indiqués par les institutions de l'art subventionné. L'acte de «subversion» se laisse reconnaître, certes, mais comme si on avait singé les fonctionnaires d'un ministère de la Culture chargés de classer la pièce dans la catégorie appropriée. On est en pleine institutionnalisation. Et l'œuvre de Verhoeven revient à nous rejouer les scènes jadis provocantes de Judith Malina et Julian Beck à l'époque où, en pleine rue, le Living Theatre prenait de court les New-Yorkais. Ces lieux communs du dérangement institutionnalisé, on les connaît autant que la *Fontaine* de Duchamp.

Les tabous notoires y passent et il n'en manque aucun. Le petit soldat ouvrier qui détruit son tambour à la manière des luddites, les noirs popularisés dans les jeux du cirque sportif rappelant les expositions coloniales, le père et la très jeune fille lisant ensemble quasi nus un conte pour enfant

dans un sain équilibre psychologique pourtant à deux doigts de l'inceste, la naine qui pose en célibataire aguichante au milieu d'un décor de bar pour marquer l'histoire discriminante de la sexualité... La «subversion» procède de manière signalétique, et si on ne comprend pas ce qui est dénoncé à grands traits, une légende explicative ou une chanson à message l'explicitent: la lutte contre le racisme, la dénonciation des politiques étrangères canadiennes, la nécessité des contacts physiques entre père et fille, le droit à la différence dans les contextes de séduction... On reste dans les limites de ce que peut comprendre et admettre cet art subversionné, une série de poncifs qu'on lit tous les jours dans les journaux à grand tirage, les publications gouvernementales ou les émissions de variété à la télévision.

L'art subversionné choque bel et bien. Mais ce n'est pas parce qu'il le fait qu'il agit sur le public de manière subversive. Le mauvais goût, l'outrage, la provocation ou l'insulte ont ici la faculté de nous déstabiliser. Mais c'est en fait notre intelligence qui reste agressée: difficile de croire qu'un artiste espère encore pouvoir nous choquer par des artifices aussi datés. Ce que l'on voit dans cette cage de verre, c'est la répétition sans relief d'un geste fatigué. Un témoin de la scène dira de l'autre bout du trottoir: «comme on est près du Musée d'art contemporain, j'ai cru que c'était de "l'art contemporain" et je n'ai même pas pris la peine de regarder». On connaît la chanson.

Ces stéréotypes de la subversion téléguidée nous dérangent plus en profondeur encore. Ils nous dégoûtent sans qu'on comprenne immédiatement pourquoi. Est-ce leur allure de mauvaise blague estudiantine? Le manque de courage de leur créateur? Le sentiment de déjà-vu? La réponse réside sans doute dans le dangereux voisinage des notions de subversion et de perversion, comme en a traité brillamment le philosophe Mikel Dufrenne en 1977, dans un livre dont le titre reprend les deux expressions. Au moindre dérapage, on passe de l'une à l'autre, et au nom de la «subversion» se manifeste crûment un plaisir pervers que l'on se plaît, mais en surface seulement, à dénoncer. Comme devant un téléviseur qui nous remontre obsessionnellement l'image sensationnelle d'un meurtre atroce ou d'une échauffourée dégradante, en prétendant tout ce temps dénoncer la chose.

Ces scènes qu'on nous jette au visage en plein centre-ville pour nous confronter à nos prétendus «tabous» en plaçant des acteurs et actrices dans un cube de verre – notamment une fillette en petit soutien-gorge n'ayant certainement pas l'âge de consentir à cette collaboration, filmée toute une journée par d'imbéciles passants, qui ne joue plus aucun rôle au fur et à mesure qu'elle est distraite par des cris de femmes dénonçant sa participation –, ces scènes, donc, génèrent de toutes pièces un moment pervers. Afficher la pédophilie, réduire un noir à une bête de cirque, exhiber une naine dans un accoutrement censé être ce à quoi aspirent les femmes normales alors que le féminisme dénonce cette réduction depuis des décennies, stigmatiser une jeune femme enceinte, voilà ce que se plaît à montrer l'œuvre, sous le prétexte de mettre à nu un malaise dont le public infortuné devrait s'estimer coupable.

Tout cela au nom d'un affranchissement des institutions culturelles alors que ce sont elles, plus que jamais, qui manifestent par cette étape obligée leur incurie.

D'autres procèdent avec tact. L'artiste visuel Mitch Mitchell a généré un malaise fécond en travaillant, lui, sur de petits conteneurs en carton. Objets simples, mais chargés de sens, les voilà reproduits par centaines, imbriqués ou amoncelés dans une grande pièce où on peut les regarder de haut en circulant. On acquiert alors un point de vue particulièrement significatif sur cette vaste industrie du transport de marchandises. Non pas notre point de vue, mais le point de vue des acteurs financiers et techniciens qui gèrent cette vaste entreprise mondiale. Le transport maritime et la surproduction marchande quittent soudainement le régime de l'abstraction qui lui donne des allures rationnelles et supportables pour se présenter dans son invraisemblable prolifération mégalomaniacale. Cette addition et cette multiplication de conteneurs miniatures, reproduits par centaines et étalés aux quatre coins de la salle d'exposition Sporobole de Sherbrooke, rappellent trois étapes importantes de la vie d'un conteneur. Mitchell nous montre d'abord l'entreposage de conteneurs imbriqués à l'infini dans un vaste agencement aléatoire. Il reproduit ensuite le moment de leur chargement dans divers véhicules de transport. Il donne à voir enfin le dernier pôle, le dépotoir de conteneurs massivement entassés dans un tout informe. La hauteur de vue que l'installation nous donne – tels des géants au milieu de ce qui paraît soudainement comme de petites boîtes risquant toujours de se faire écraser au passage – nous place dans la situation du gestionnaire ne voyant plus en un tel déploiement qu'un effet de sa comptabilité. Chaque élément devient en lui-même dérisoire. Le carton dans lequel chaque unité est confectionnée accentue cette impression d'insignifiance. Mitchell choisit de rendre disponible à la sortie de l'exposition un patron à partir duquel chaque visiteur pourra construire son propre exemplaire. Mitchell surmonte la tension classique entre esthétique et affaires, en recourant à la première pour signifier la vision d'ensemble en vigueur dans le monde des secondes.

Mais ce point de vue managérial est aussi celui de la méditation critique. L'exposition nous le fait remarquer. C'est en partageant le point de vue de l'idéologie qu'on peut chercher à le renverser. La révolution n'est point davantage spectaculaire. Réduite à sa dimension comptable, la vue d'ensemble occulte les répercussions sociales, politiques et économiques d'un tel déploiement industriel. Ouverte au questionnement politique qu'elle suscite, la voilà devenir l'occasion de mise en relation qui n'est à la portée d'aucun individu concevant les choses depuis son isolement. Les conteneurs renferment davantage que les biens et babioles que fabriquent les bagnards de l'Orient pour les titulaires du pouvoir d'achat en Occident. Ils font aussi transiter la cocaïne colombienne par les circuits discrets de Trinité-et-Tobago en direction de New York, ou les armes de l'ancienne URSS vers l'Angola, quand ils ne deviennent pas la caisse de résonance des râles d'immigrants clandestins voyageant depuis le Maroc, via le Portugal, sur les eaux du Saint-Laurent. Ces conteneurs sont une manifestation visible de réalités crues, qu'ils couvrent en même temps d'une sourde obscurité. La boîte noire dans les débris de la souffrance humaine, qu'on ne veut ni découvrir ni écouter. Gérés par des sociétés d'import-export inscrites dans les paradis fiscaux, ils sont transportés par des bateaux immatriculés dans les ports francs pour contenir des produits fabriqués dans les ateliers de misère de zones franches. Les poupées, chaises de plastique et goussets d'ail qu'ils transportent sont le symptôme de tout ce qu'on tait à propos des industries qui exploitent la force de travail comme si on était au XIX^e siècle. Le fétichisme de la marchandise comme fiction de l'autoproduction des biens trouve dans les conteneurs le lieu de ses coulisses.

À quelles réalités se rapportent les récits contenus dans ces boîtes noires? C'est dans le domaine de

l'art qu'on a fait cas des conteneurs ces dernières années. Parce qu'ils taisent ce qu'ils trahissent, ils choquent. Ils impressionnent. Les photographes nous les présentent souvent selon des perspectives imprenables. C'est le souffle coupé qu'on les voit occuper par dizaines de milliers des champs industriels monotones, dans les banlieues des centres où se déploie la marchandise fétichisée. C'est dans ce paysage qu'Andreas Gursky, par exemple, les photographie. Edward Burtynsky, pour sa part, en suggère la lourde froideur avec des clichés pris dans les ports industriels nordiques. Le festival de théâtre allemand Politik im Freien Theater en a fait son illustration en 2005. Le photographe Chris Jordan, lui, suscite la stupéfaction en les montrant relégués dans de banals dépotoirs de la côte ouest des États-Unis. En 2005, on comptait plus d'un million de conteneurs laissés à l'abandon aux abords des ports américains. Des investisseurs y ont évidemment vu une occasion d'affaires et les ont transformés en autant de modules tenant lieu de maisons, voire de prisons. Ce potentiel de récupération a eu vite fait d'inspirer des artistes d'un autre genre, qui ont cherché soudainement à les humaniser en mille et une propositions de recyclage insolites. L'architecte nippon Shigeru Ban a poussé la récupération jusqu'à concevoir un complexe immobilier à partir de conteneurs, essai d'un réel intérêt esthétique. Certains se sont spécialisés dans leur emploi scénographique. D'autres exemples ont été recensés sous le titre «containers 2.0» par le site Architechnophilia.blogspot.com, des récupérations si efficaces qu'on en oublie le caractère ténébreux de l'économie qu'elles subvertissent. On leur redonne une nouvelle vie. Moins pour oublier d'où ils proviennent que pour ajouter aux récits d'horreurs qu'ils contiennent un épisode qui puisse en sauver le sens, pour espérer que soit un jour révolu le système macabre qui les a d'abord rendus possibles.

CHAPITRE 4

LA RÉVOLUTION: RENDRE RÉVOLU CE QUI NUIT À LA CHOSE COMMUNE

ALBERT CAMUS se positionne ainsi dans son époque au moment de recevoir le prix Nobel de littérature en 1957: «Aujourd’hui, tout est changé, le silence même prend un sens redoutable. À partir du moment où l’abstention elle-même est considérée comme un choix, puni ou loué comme tel, l’artiste, qu’il le veuille ou non, est embarqué. Embarqué me paraît ici plus juste qu’engagé. Il ne s’agit pas en effet pour l’artiste d’un engagement volontaire, mais plutôt d’un service militaire obligatoire. Tout artiste aujourd’hui est engagé dans la galère de son temps.» On naît alors comme tout artiste en mer agitée, forcément embarqué.

Mais dans la production experte de connaissances conformes à l’idéologie, tout conspire à récuser cet état de fait. On nous invite à gérer le savoir du temps présent comme gage d’autopersuasion que tout reste sous contrôle. Le savoir, le seul qui compte parce qu’il se subventionne, reconnu par les pairs et complices, était l’empirie. Ce savoir officiel confère aux structures le sens attendu des puissants – bailleurs de fonds – comme un fait de nature, afin que par ce mortier sémantique s’ordonnent et tiennent dans les têtes les institutions d’autorité. Tout est fait pour qu’aucune rupture de ton n’advienne, sinon dans l’utopie rêveuse d’intellectuels égarés. Or, l’embarquement politique reste logiquement de nécessité. D’où qu’il nous démange encore collectivement d’engager d’intempestives et inquiètes réflexions de société, malgré que l’on croie avoir durablement circonscrit ce registre d’expression à la sphère marginale de la critique.

Essayiste marxiste au tournant des XIX^e et XX^e siècles, Rosa Luxemburg précisa avec à-propos que nul n’est révolutionnaire par amour de la crise et de la catastrophe, mais par appréhension de la crise et de la catastrophe vers laquelle nous mène le régime instauré de l’époque. Ainsi, au sujet de l’économie capitaliste, Luxemburg rappelait qu’elle courait à sa perte et concourait à celle des peuples qu’elle soumettait à son régime, et que c’était là la raison pour laquelle il importait de la renverser, notamment par le fait d’une volonté politique. C’était l’époque où on croyait dur comme fer aux prédictions de Marx, que Friedrich Engels avait tout fait pour présenter comme «scientifiques» – lire *positivistes*: que le capitalisme était voué à sombrer structurellement de lui-même et que les forces révolutionnaires n’avaient en réalité qu’à favoriser sa chute.

Cette lecture intransigeante s’est évanouie dans d’autres grandes approches, composant avec le pouvoir apparemment indélogeable du capital. La social-démocratie ou le social-libéralisme a consisté à maintenir sauve la structure de production et de financiarisation du capital, en militant seulement pour une atténuation des formes d’exploitation des travailleurs et employés qui rendent ce

système fonctionnel. Il s'est agi également de sauver parfois le capital lui-même de ses propensions à la crise, en absorbant les conséquences provoquées par les apprentis sorciers de la gestion privée.

Impuissante à transformer le grand monde, la critique s'est aussi parfois ingénierée à en construire de petits, des microcosmes d'utopie inversant les rapports d'autorité en se marginalisant du monde dont il n'y a plus rien à attendre, pour se placer soi-même au centre d'un petit tout. Ces mondes plébéiens, féconds en idées et en initiatives, parfois exemplaires dans leur renouvellement gracieux de moments démocratiques, peuvent aussi se développer comme des repaires de confusion où on réinvente l'eau chaude, recompose des «contrats sociaux» qui comportent tous les travers des anciens et se livre à la violence des fondations originelles qui, à leur échelle, n'ont rien d'étranger à certains régimes totalitaires. À la critique succèdent alors le prosélytisme et le manichéisme.

Éperdus, libertaires, libéraux et libertariens réorganisent désormais un semblant de spectre gauche-droite de la vie politique, exclusivement autour du terme lénifiant de «liberté». Les droits et principes semblent souvent, dans les réalités de ces approches et pratiques, surgir comme des éléments d'un magasin général que l'on brandit au gré des occurrences, des circonstances et des intérêts. «Mes droits» et ce que «je veux» devenant la devise, foin du reste! Le monde s'est tantôt disloqué, tantôt dissipé, de même qu'il est devenu difficile d'envisager toute élaboration non plus des «libertés», mais des contraintes. Concevoir sur un mode égalitaire l'élaboration des contraintes que nous voulons nous imposer au titre de la vie en société, lesquelles garantissent la possibilité des libertés pour tout un monde, cela ne paraît même plus envisageable.

Nous peinons du reste à instituer des rapports sociaux autres tout comme il nous paraît impossible de nous concevoir révolutionnaires de manière non romantique. Pourtant, rendre révolus les institutions et les pouvoirs qui portent gravement préjudice à la chose commune, soit la révolution, relève de la première des urgences, fût-ce pour maintenir saufs les écosystèmes qui peuvent encore échapper aux modes aveugles de destruction de la grande industrie et de la haute finance. Fût-ce en outre pour inciter les cercles économiques à repenser complètement les milliards d'indigents qui souffrent dans leur chair d'une folle exclusion.

À trop s'annoncer clairement, voire à se laisser chanter, la révolution risque fort de n'être plus qu'un élément de *the game* dont savent profiter inexorablement les notables et ayants droit. Le film *Le guépard* de Luchino Visconti l'exprime puissamment: la geste révolutionnaire peut se révéler une vague de changements structurels que les élites accompagnent pour que rien ne change. Penser la révolution dans un sens non romantique suppose de ne cultiver aucune préconception arrêtée de ce qu'elle doit être. Il s'agit de davantage reconnaître en ce mot un fait de nécessité que de stipuler telle tactique exclusive ou tel mouvement programmatique de l'histoire. Rendre révolu: il arrive maintenant que doive cesser le processus étendu de destruction des écosystèmes, tout comme la broyeuse des peuples qui s'annonce sous le jour de l'exploitation extractive, ainsi que les logiques financières étirant toujours davantage les douloureux points de comparaison entre opulents et indigents. Rendre révolues les institutions qui nuisent à la chose commune peut très certainement se révéler l'action historique dont les circonstances peuvent elles-mêmes se charger, mais tragiquement, si rien n'est fait pour infléchir la marche vers les catastrophes où elles nous mènent. C'est l'appel de démarches dans un désarroi dont on ne se cache plus. Que faire? N'importe quoi. N'importe l'attitude qui s'affranchisse des modes funestes de la médiocratie et n'importe l'idée qui contribue à

l'élaboration d'une vie publique dignement instituée, il y va d'avancées sans garanties. Pour Patrice Loraux, «une politique de gauche est une politique qui ne sait pas où elle va». Quitter les sillons de la débandade annoncée pour créer un sillage dans lequel abondera le banlieusard moyen devenant dubitatif le jour où il lui en coûte davantage de remplir le réservoir d'essence de sa voiture que ce que lui rapporte sa journée de travail. Quand le refrain de l'idéologie jurera, ce jour, souverainement, co-rompre. C'est le pari de Pascal adapté à la politique. Faire comme si nos actions tendaient nécessairement à rendre révolu un ordre dévastateur à grande échelle par-delà ses prétentions à nous nourrir à la petite cuiller, tabler sur le jour où vacillera la confiance de la majorité envers ses discours, escompter le caractère visible et criard de sa duplicité, avancer en une pensée néanmoins empreinte de précaution envers elle-même, croire que les actions mises en œuvre sont destinées à réussir dans l'histoire, afin qu'elles aient lieu en réalité, le cas échéant, et puissent alors porter au large.

CO-ROMPRE

À ce stade, la question de la corruption excède les problèmes du trafic d'influence, des enveloppes brunes et des traitements de faveur auxquels on la rapporte d'ordinaire. Ce sont là seulement des symptômes. La corruption consiste plus gravement en un processus d'altération radicale. Elle affecte en profondeur ce qui est essentiel à une chose.

Une œuvre ancienne, *De la génération et de la corruption* d'Aristote, contribue à asseoir selon deux aspects la définition du concept. Dans cet ouvrage correspondant aux livres III et IV de sa physique, Aristote précise ce qu'il en va de la corruption. Elle a cours non pas quand quelque chose simplement s'altère, se corrode, au sens où certains de ses attributs ou caractéristiques changent. Par exemple, une tige de métal qui passe du chaud au froid s'altère certes, mais ne se corrompt pas encore. Il y a seulement corruption lorsqu'une chose se laisse transformer tellement, en si grande profondeur, qu'on n'en reconnaît plus la nature. Il y a corruption «non pas du fait de l'union et de la séparation [d'éléments constitutifs], mais quand il y a changement total d'une telle chose à telle autre chose (317a20).» Une chose se corrompt donc lorsqu'elle subit un changement «en ses facteurs constitutifs mêmes», en ses éléments permanents. Par exemple, lorsque la semence devient blé, elle se corrompt pour générer autre chose. Le processus en fait advenir quelque chose de différent jusque dans ses composantes fondamentales.

Ensuite, les propositions d'Aristote suggèrent de définir la corruption comme un processus qui tôt ou tard connaît un terme. La corruption aboutit. Son cours s'accomplit. En ce sens, la corruption ne regarde pas une atteinte à la marge, un mal ponctuel, une marque superficielle. Elle est plutôt à concevoir nécessairement sous la forme de l'attentat. On ne saurait alors continuellement inscrire la corruption dans la perspective d'une menace ou d'un simple élément corrosif, mais plutôt en penser ce qui en résulte. Penser le processus de la corruption appelle une réflexion positive sur son résultat. Puisqu'il résulte quelque chose de la corruption, en traiter implique de nécessairement désigner ce qui s'ensuit, la conséquence, la chose nouvelle qui apparaît au terme du processus. De quel état de choses à quelle autre chose est-on passé?

Il ne peut pas y avoir éternellement corruption. Autrement dit, il n'y a rien de tel à l'œuvre qu'un processus ininterrompu de «corruptance». La corruption est une action qui, dans l'œuvre même de la transformation radicale qu'elle marque, arrive à son terme. En ce qui regarde les mœurs politiques et la vie publique, par exemple, on ne peut pas des décennies durant parler de la corruption d'institutions publiques et de principes politiques, sans s'enquérir de ce qui est advenu d'eux dans les changements en profondeur ainsi dénotés.

Nous en sommes là, historiquement, collectivement, à nous dire: corruption il y a eu. Et tel étant le cas, à quoi aboutit-on? Dans quoi et avec quoi nous retrouvons-nous?

C'est là le travail de la philosophie. Non pas de se satisfaire d'une connaissance pointue des classiques en tant qu'ils modéliseraient des ordres abstraits en regard desquels des savants apprécieraient négativement l'ordre contingent des choses. Mais de créer des concepts aptes à saisir le nouvel ordre qui découle du déroulement de la corruption. Comment nommer, penser et organiser ce qui s'ensuit de la corruption, cette chose, cette structure, cette organisation radicalement nouvelle? Non plus dire: la corruption menace indéfiniment la démocratie, mais du principe de démocratie désormais corrompu découle un nouveau régime qui répond au nom de «gouvernance». L'université corrompue débouche sur des institutions marchandes d'expertise. L'économie corrompue donne lieu à l'oligarchie financière. Les institutions de justice corrompues ouvrent sur des instances privées et dispendieuses de règlement des différends. Évidemment, ne pas se contenter de slogans ni de simples appellations. Définir les modalités de ces nouvelles instances. Penser leur fonctionnement. Et la façon de les entraver à nouveau.

Donc, considérer comme corrompu le principe démocratique. Témoin, dans les esprits, la transformation managériale du monde s'accomplit sous la nomenclature de la *gouvernance*. Les institutions publiques se voient caricaturées comme le repère d'une coterie de privilégiés (fonctionnaires et titulaires) dont il faut se méfier. Des faiseurs d'opinion prescrivent que des associations d'intérêts issus de la «société civile» ainsi que des entités du secteur privé les contiennent pour en contrer la menace. La citoyenneté ne se laisse plus penser que comme un agrégat d'acteurs militant pour des intérêts privés à la manière de petits lobbyistes. La visée d'un tel système est simple: qu'à tous ces acteurs inégaux il ne reste plus qu'à nouer des partenariats, les plus petits joueurs tentant de greffer leurs petits intérêts à ceux des grands – par exemple, pour les membres d'une communauté, trouver un sens local à ce qu'une multinationale vienne forer son territoire. L'injonction morale porte sur le partenariat, les uns et les autres devant faire preuve d'ouverture, dans un rapport de force pourtant totalement déséquilibré. De cela, disparaissent subrepticement les notions fortes de l'histoire démocratique, comme le *peuple*, la *chose commune* ou le *bien public*.

Considérer aussi l'État de droit comme une notion transformée en profondeur par les paradis fiscaux et autres législations de complaisance. Les États en concurrence les uns contre les autres face à des investisseurs devenus souverains entrent tous dans la spirale du dumping fiscal, réglementaire et judiciaire. Les paradis fiscaux et judiciaires ne sont plus seulement des États typés tels que les Bahamas, le Luxembourg ou Singapour, mais le Canada, le Delaware aux États-Unis, l'Autriche, l'Irlande et la Côte d'Ivoire. Tous «offshorisent» des pans entiers de leur législation de façon à organiser des aires administratives du laisser-faire au bénéfice de groupes industriels, de financiers

et de grands mafieux qui opèrent depuis longtemps de façon *transnationale*, c'est-à-dire indépendamment des cadres étatiques.

Convenir enfin que le régime dans lequel nous évoluons maintenant ne menace plus la démocratie, mais a mis ses menaces à exécution. Nommons-la ploutocratie, oligarchie, tyrannie parlementaire, totalitarisme financier... Débattons de la façon dont il convient de définir les assises de ce pouvoir ultraprivé. Une chose qui le caractérise, d'où son trait certainement oligarchique, est cette faculté qu'il a de capter et d'encoder toute activité sociale de façon qu'elle s'intègre et participe au processus de capitalisation et d'enrichissement de ceux qui trônent au sommet de la hiérarchie. Que ce soit chanter, se consacrer à la philatélie, frapper dans un ballon, lire Balzac ou fabriquer des moteurs, l'oligarchie s'assure que la moindre opération socialisée s'insère dans une gestion des inscriptions et des codes qui favorisent au sommet la concentration du pouvoir. Toute activité humaine s'organise de façon à ce qu'augmente le capital de ceux qui surplombent l'agrégat d'opérations. Cela nous rend pauvres, à tous égards.

La désignation appropriée de ces régimes commande ensuite que nous y résistions si tant est que nous soyons démocrates, voire que nous voyions historiquement à les renverser. Dès lors, rompre avec cet ordre nouveau. Procéder à une rupture avec des logiques pernicieuses et destructives. Collectivement s'affranchir. Rompre ensemble. Co-rompre.

À notre tour d'altérer fondamentalement le régime établi. Désormais, nous sommes la force corruptrice. Il nous reste à co-rompre avec ces formes terribles pour en générer d'autres.

Retour à Aristote. Le philosophe classique ne concevait pas la corruption sans la génération. «Dans les substances, la génération d'une chose est toujours la corruption d'une autre, et la corruption d'une chose la génération d'une autre (319a20).» On génère une situation nouvelle à partir de celle que l'on rend caduque. Générer et corrompre relève d'une même puissance, voire d'un même partage. Qu'est-ce qui distingue les deux opérations?

Sans donner explicitement dans des jugements de valeur moraux, Aristote tendra à inscrire le phénomène de la génération dans «la colonne positive des contraires». Est généré ce qui va dans le sens du mieux. Donc, la corruption, du pire. On trouve dans son œuvre l'exemple du savoir, qui relève de la génération, tandis que l'ignorance tient de la corruption (319a15).

On peut comprendre sans forcer le sens du texte que la génération relève de ce qui advient positivement d'un processus de transformation radicale. En forçant le langage, le programme politique en tension entre la corruption et la génération consiste à penser un projet politique comme une visée de transformation substantielle des choses dans une forme qui nous semble souhaitable.

Une polysémie adéquate s'installe ici, maintenant, quant à un processus de corruption qui nous endeuille des idées les meilleures que nous cultivions collectivement et la génération de carrés rouges, d'Occupy, des Printemps et des renouveaux émancipatoires, qui, malgré leurs mille défauts, continuent de chercher à ébranler et subvertir les fondements d'institutions médiocrates.

REMERCIEMENTS

C E LIVRE CONSTITUE la synthèse d'articles et de contributions à des ouvrages collectifs que j'ai proposés ailleurs. Je sais gré à Eve Delmas de Lux Éditeur de m'avoir incité à les organiser ainsi et remercie Mark Fortier d'avoir souhaité la constitution de ce recueil. La plupart des textes cités sont le fruit d'un travail que je mène comme chroniqueur pour la revue *Liberté*, lequel doit beaucoup au suivi minutieux de Pierre Lefebvre et Anne-Marie Régimbald à la rédaction, de même qu'aux discussions que j'ai eues avec son directeur Philippe Gendreau. Je dois à la confiance et à la relecture attentionnée de Françoise Miquet, la rédactrice en chef du journal des chargés et des chargées de cours de l'Université de Montréal, *Le Quorum*, le fait de plusieurs textes sur l'université. Je remercie enfin Jeanne Lebel, rédactrice en chef de la revue en ligne *Découvrir* de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), d'avoir commenté avec justesse les textes qu'elle a sollicités pour sa revue.

Ce livre a été conçu à partir des textes cités ici. Que tous les éditeurs qui y ont contribué soient dûment remerciés.

CHRONIQUES

Revue *Liberté, Art et politique, Montréal*

- «Hors la loi», n° 297, automne 2012
- «Conteneurs d'histoires», n° 298, hiver 2013
- «Les barons voleurs canadiens», n° 299, printemps 2013
- «L'économie stupide», n° 300, été 2013
- «Label Haïti», n° 301, automne 2013
- «Inhumain, trop inhumain», n° 302, hiver 2014
- «Tu n'as rien vu à Lac-Mégantic», n° 303, printemps 2014
- «L'aval», n° 304, été 2014
- «L'économie®», n° 305, automne 2014
- «La médiocratie», n° 306, hiver 2015

«Je ne savais pas que je savais», n° 307, printemps 2015

«Le colonisateur fantôme», n° 308, été 2015

Le Quorum, Syndicat des chargé.e.s de cours de l'Université de Montréal

«À quand la véritable “juste part”?», hiver 2013

«Les leçons du maître ignorant: à propos de Jacques Rancière, *La méthode de l'égalité*», hiver 2013

«Éloge de la précarité», printemps 2013

«La neutralisation des syndicats par la “gouvernance”: à propos de Ghislaine Raymond, *Le partenariat social*», printemps 2013

«Le héros de la science», été 2013

«L'enseignement et ses perversions: à propos d'Yvon Rivard, *Aimer, enseigner*», automne 2013

«L'intellectuel en chômage: à propos de Denis de Rougemont, *Journal d'un intellectuel en chômage*», automne 2013

«Mettre en place les conditions de la transmission: à propos de Jean-Pierre Winter, *Transmettre (ou pas)*», automne 2013

«De quelle subjectivité politique sommes-nous capables?», hiver 2014

«Comment l'Université de Montréal a-t-elle pu perdre 100 millions de dollars dans un paradis fiscal?», printemps-été 2014

«Sous le sens: à propos de *Libres d'apprendre. Plaidoyers pour la gratuité scolaire*», automne 2014

«De la généralité du discrédit universitaire», hiver 2015

«L'université, cliente des lobbyistes», printemps 2015

Revue Découvrir, Association francophone pour le savoir (ACFAS)

«Pourquoi penser la crise économique semble désormais impossible?», octobre 2013

«Juste le ton», décembre 2013

«La révolution au travers de la gorge», mars 2014

«Penser à la télé», avril 2014

AUTRES ARTICLES

«L'argent comme préconscient culturel: l'économie psychique selon Avenarius, Simmel et Freud», *Le Coq-Héron*, n° 183, décembre 2005

«L'argent comme écran psychique: l'étiologie des névroses et de la perversion en économie», *Sociologie et sociétés*, vol. 44, n° 12, automne 2012

«La médiocratie», texte d'accompagnement de l'exposition d'Alexis Desgagnés, *Le cabaret de Jackie*, Lévis, Centre d'artistes Regart, 2 mai au 2 juin 2013

- «Un Canadien errant... Comment Ottawa saborde sa bonne réputation internationale», *Diplomatie*, n° 64, septembre-octobre 2013
- «Pas assez de panacée de gouvernance», blogue de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), 9 décembre 2013
- «Entrepreneurs de la rosée», dans Marie Hélène Poitras (dir.), *Bonjour voisine!*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2013
- «“La béquille”: à propos de Franck Frommer, *La pensée PowerPoint. Enquête sur ce logiciel qui rend stupide*», *Quorum*, printemps-été 2014
- «La corruption et son œuvre», *Les Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 11, 2014
- «Un repère de moins: Peut-on encore concevoir l'Europe loin des extrêmes nationalistes et de l'ultralibéralisme mondialisé?», *Ovtig!*, vol. 5, n° 1, 2014
- «Les lobbies au pouvoir», dans Bernard Élie et Claude Vaillancourt (dir.), *L'économie toxique*, Montréal, M Éditeur, 2014
- «Portrait du colon: la question des classes sociales au Québec», dans Maurice Demers et Patrick Dramé (dir.), *Le Tiers-monde au temps de la décolonisation. Enjeux, espoirs et limites*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014
- «Chairs milliardaires», *Liberté*, hiver 2014; reproduit dans *L'austérité au temps de l'abondance. Un dossier de la revue Liberté*, Montréal, Liberté, 2015
- «L'artiste ne compte pas», dans *3 DIS/LOCATIONS*, Montréal, Dare-Dare, 2015
- «Rendre révolue la colonie», dans Ianik Marcil (dir.), *Sortir le Québec du pétrole*, Montréal, Somme toute, 2015
- «Si le mouvement syndical opérerait un virage politique...», dans Samuel Trépanier, Philippe Crevier et Hubert Forcier (dir.), *Renouveler le syndicalisme. Pour changer le Québec*, Montréal, Écosociété, 2015

RÉFÉRENCES

MONOGRAPHIES

- ADORNO, Theodor W., *Minima Moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, Paris, Payot, 2003 [1951]
- et Max Horkheimer, «La production industrielle de biens culturels. Raison et mystification des masses», dans *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 1974 [1944]
- ANDERS, Günther, «Le monde comme fantôme et comme matrice: considérations philosophiques sur la radio et la télévision», dans *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, L'Encyclopédie des nuisances / Ivrea, 2002 [1956]
- ARISTOTE, *De la génération et de la corruption*, Paris, Vrin, 1989 et 1934 [entre 345 et 335 av. J. C.]
- ARTAUD, Antonin, «La faim n'attend pas...», dans *Œuvres complètes*, tome 8, Paris, Gallimard, 1971 [1932-1933]
- AVENARIUS, Richard, *Philosophie als Denken der Welt gemäß dem Prinzip des kleinsten Kraftmaßes*, Berlin, Verlagsbuchhandlung J. Guttentag, 1903 [1876]
- BALZAC, Honoré de, *Eugénie Grandet*, éditions multiples [1834]
- BARRY-SHAW, Nikolas et Dru Oja Jay, *Paved with Good Intentions: Canada's Development NGOs from Idealism to Imperialism*, Black Point (N.-É.), Fernwood Publishing, 2012
- BÉNILDE, Marie, *On achète bien les cerveaux. La publicité et les médias*, Paris, Liber / Raison d'agir, 2008
- BENJAMIN, Walter, *Critique de la violence*, Paris, Payot & Rivages, coll. «Petite bibliothèque Payot», 2012 [1921]
- BEUYS, Joseph, *Qu'est-ce que l'argent? Un débat*, Paris, L'Arche, 1994 [2011]
- BOUILHET, Louis, *Dernières chansons. Poésies posthumes de Louis Bouilhet*, préface de Gustave Flaubert, Paris, Michel Lévy Frères, 1872
- BUFFON, Georges Louis Leclerc de, *Discours sur le Style*, éditions multiples [1753]
- CAMUS, Albert, *Discours de Suède*, Paris, Gallimard, 1958 [1957]
- CHALAMOV, Varlam, *Essais sur le monde du crime*, Paris, Gallimard, coll. «Arcades», 1993

- CHAR, René, *Fureur et mystère*, Paris, Gallimard, 1948
- DELÂGE, Denys, *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664*, Montréal, Boréal, 1991
- DELEUZE, Gilles, *Deux régimes de fou. Textes et entretiens 1975-1995*, Paris, Minuit, 2003
- DUFRENNE, Mikel, *Subversion perversion*, Paris, Presses universitaires de France, coll. «La politique éclatée», 1977
- DWORKIN, Andrea, *Les femmes de droite*, Montréal, Remue-ménage, 2012
- ENZENSBERGER, Hans Magnus, *Médiocrité et folie*, Paris, Gallimard, coll. «Le messager», 1991 [1988]
- EUGÈNE, Éric, *Le lobbying est-il une imposture?*, Paris, Cherche-midi, 2002
- FREUD, Sigmund, *L'interprétation des rêves*, Paris, Presses universitaires de France, 1973 [1900]
- , *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1988 [1905]
- , «Quelques remarques sur le concept d'inconscient en psychanalyse» [1912], dans *Nouvelles conférences d'introduction à la psychanalyse*, Paris, Gallimard, 1984
- , *Métapsychologie*, Paris, Gallimard, 1968 [1915].
- GENETTE, Gérard, *Figures II*, Paris, Seuil, 1969
- GEORGE, Susan, *Cette fois en finir avec la démocratie. Le rapport Lugano II*, Paris, Seuil, 2012
- GIDE, André, *Les faux-monnayeurs*, Paris, Gallimard, 1972 [1925]
- GRACIÁN, Baltasar, *Le Criticon*, Paris, Seuil, 2008 [1651, 1653 et 1657]
- GREIMAS, Algirdas Julien, *Du sens*, tome 2, Paris, Seuil, 1983
- HEDGES, Chris, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*, Montréal, Lux, coll. «Futur proche», 2012 [2009]
- KAFKA, Joseph, *Le procès*, éditions multiples [1925]
- KAR, Dev et Sarah Freitas, *Illicit Financial Flows From Developing Countries, 2001-2010*, rapport, Global Financial Integrity, Washington, décembre 2012
- KARP, Ervin, *6/5*, Bruxelles, Zones Sensibles (Z/S), 2013/2014
- LA BRUYÈRE, Jean de, *Les caractères ou Les mœurs de ce siècle*, Paris, Flammarion, 1965 [1688]
- LAJOIE, Andrée, *Vive la recherche libre! Les subventions publiques à la recherche en sciences humaines et sociales au Québec*, Montréal, Liber, 2009
- LELIÈVRE, Frédéric et François Pilet, *Krach machine. Comment les traders à haute fréquence menacent de faire sauter la Bourse*, Paris, Calmann-Lévy, 2013
- LIPOVETSKY, Gilles et Jean Serroy, *L'esthétisation du monde. Vivre à l'âge du capitalisme artiste*, Paris, Gallimard, 2013
- LORAUX, Patrice, *Le tempo de la pensée*, Paris, Seuil, coll. «Le tempo de la pensée», 1993

- LOTZE, Hermann, *Grundzüge der Metaphysik, Diktate aus den Vorlesungen*, Leipzig, Verlag von S. Hirzel, 1887
- LUXEMBURG, Rosa, *Réforme sociale ou révolution*, Paris, Les amis de Spartacus, 1997 [1899]
- MALLARMÉ, Stéphane, «Grands faits divers», *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, coll. «La Pléiade», 1945
- MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1968 [1964]
- MARX, Karl, *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, Paris, Gallimard, coll. «La Pléiade», 1965 [1857]
- MBAYE, Sanou, *L'Afrique au secours de l'Afrique*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'Atelier, 2009
- MCLUHAN, Marshall, *La mariée mécanique. Folklore de l'homme industriel*, Alfortville, Ère, 2012 [1951]
- MEMMI, Albert, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Paris, Gallimard, 1985 [1957]
- MONDZAIN, Marie-Josée, *Image, icône, économie. Les sources byzantines de l'imaginaire contemporain*, Paris, Seuil, coll. «L'ordre philosophique», 1996
- MUSIL, Robert, *De la bêtise*, Paris, Allia, 2009 [1937]
- PERNOT, Jean-Marie, *Syndicats: lendemains de crise?*, Paris, Gallimard, coll. «Folio actuel», 2005
- PESTRE, Dominique, *À contre-science. Politiques et savoirs des sociétés contemporaines*, Paris, Seuil, 2013
- PETER, Laurence J. et Raymond Hull, *Le principe de Peter, ou pourquoi tout va toujours mal*, Paris, Le livre de poche, 2011 [1969]
- PODUR, Justin, *Haiti's New Dictatorship. The Coup, the Earthquake and the UN Occupation*, Toronto, Between the Lines, 2012
- RANCIÈRE, Jacques, *La nuit des prolétaires*, Paris, Hachette, 1981
- , *La méésentente. Philosophie et politique*, Paris, Galilée, 1995
- , *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2010
- , *La méthode de l'égalité. Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan*, Montrouge, Bayard, 2012
- RAYMOND, Ghislaine, *Le partenariat social. Sommet socio-économique de 1996, syndicats et groupes populaires*, Montréal, M Éditeur, 2013
- READINGS, Bill, *Dans les ruines de l'université*, Montréal, Lux, coll. «Humanités», 2013 [1997]
- RIVARD, Yvon, *Aimer, enseigner*, Montréal, Boréal, coll. «Liberté grande», 2013
- RIVIÈRE, Tiphaine, *Carnet de thèse*, Paris, Seuil, 2015
- ROTHKOPF, David (David Joachanan), *La caste*, Paris, Robert Laffont, 2009 [2008]

- ROUGEMONT, Denis de, *Journal d'un intellectuel en chômage*, Chêne-Bourg (Suisse), La Baconnière, 2012 [1945]
- ROUMAIN, Jacques, *Gouverneurs de la rosée*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2007 [1944]
- SAÏD, Edward, *De l'intellectuel et du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996 [1994]
- SEYMOUR, Michel, *Une idée de l'université*, Montréal, Boréal, 2013
- SIMÉANT, Johanna, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, 2014
- SIMMEL, Georg, *Philosophie de l'argent*, Paris, Presses universitaires de France, 1987
- , «Le Concept et la tragédie de la culture», dans *La tragédie de la culture et autres essais*, Paris, Rivages, 1988
- , *L'argent dans la culture moderne, et autres essais sur l'économie de la vie*, Paris et Ste-Foy, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. «Philia», et Presses de l'Université Laval, coll. «Pensée allemande et européenne», 2006
- STEIN, Gertrude, *Money – L'argent*, Marseille, Harpo &, 2009 [1974]
- TARDE, Gabriel, *Psychologie économique*, tome 1, Paris, Félix Alcan, 1902
- THOREAU, Henry David, «Économie», dans *Walden ou La vie dans les bois*, Paris, Gallimard, 1922 [1854]
- TOCQUEVILLE, Alexis de, *Quinze jours au désert*, Le Pré Saint-Gervais, Le passager clandestin, coll. «Les transparents», 2011 [1831-1832]
- TURK, James L. (dir.), *Academic Freedom in Conflict: The Struggle Over Free Speech Rights in the University*, Toronto, Lorimer, 2014
- WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959 [1919]
- WHITE, Gilbert, *Histoire naturelle de Selborne*, Marseille, Le Mot et le reste, 2011, [1789]
- WINTER, Jean-Pierre, *Transmettre (ou pas)*, Paris, Albin Michel, 2012
- ZUPPIROLI, Libero, *La bulle universitaire. Faut-il poursuivre le rêve américain?*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2010

ARTICLES

- Anonyme, «L'université, ce partenaire abusif», *Mettre la thèse entre parenthèses* (blogue), 4 juillet 2014
- AFONSO, Alexandre, «How Academia Resembles a Drug Gang», *The Impact Blog* (blogue), London School of Economics and Political Science, 11 décembre 2013
- ANDERSON, Paul Allen, «“The Game Is the Game”: Tautology and Allegory in The Wire», *Criticism*, vol. 52, n° 3-4, été-automne 2010
- AQUIN, Hubert, «La fatigue culturelle du Canada français», *Liberté*, vol. 4, n° 23, mai 1962

- BONNEVILLE, Luc, «Les pressions vécues et décrites par des professeurs d’une université canadienne», *Questions de communication*, n° 26, 2014
- CAREY, Kate B. *et al.*, «Incapacitated and Forcible Rape of College Women: Prevalence Across the First Year», *Journal of Adolescent Health*, vol. 56, n° 6, juin 2015
- DESHOMMES, Fritz, «Haïti: Quelle refondation?», dans Pierre Buteau, Rodney Saint-Éloi et Lyonel Trouillot (dir.), *Refonder Haïti?*, Montréal, Mémoire d’Encrier 2010
- EL AZZOUZI, Rachida, «Jean-Marie Pernet: “La démocratie sociale à la française est un échec”», *Médiapart*, 26 mai 2015
- GHODSEE, Kristen R., «Ethnographers as Writers: An Introduction», *Savage Minds*, 1^{er} janvier 2015
- HARFI, Mohamed, «Les difficultés d’insertion professionnelles des docteurs», Commissariat général à la stratégie et à la prospective, République française, 2013
- MAILLÉ, Marie-Ève, «Ma réaction à la table ronde sur le doctorat envoyé à l’équipe de *Médium large*», lettre publiée sur les réseaux sociaux, 20 mai 2015
- MARTELLINI, Catherine, «J’ai mal à mon diplôme!», *Métro*, 10 août 2014
- MENURET, Jean-Joseph, «Économie animale», dans *L’Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, tome 11, Paris, 1^{re} éd., 1751
- PINKER, Steven, «Why Academics Stink at Writing», *The Chronicle of Higher Education*, 26 septembre 2014
- ZHOU KOVAL, Christy *et al.*, «The Burden of Responsibility: Interpersonal Costs of High Self-Control», *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 108, n° 5, mai 2015

VIDÉOGRAPHIE

- Anonyme, «The Making of...», producteur délégué: Oxygène, équipe de création: Paul Desmarais, Studio JP Molyneux et Les Ensembliers, Canada, Vidéo sans titre et sans date, diffusé publiquement par le mouvement Anonymous en mai 2012 [2008]
- ACHBAR, Mark et Peter Wintonick, *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, Office national du film du Canada, 1992
- COWAN, Paul et Amer Shomali, *Les 18 fugitives*, Office national du film du Canada, 2014
- DESJARDINS, Denys, *Au pays des colons*, Office national du film du Canada, 2007
- FALARDEAU, Pierre, *Le temps des bouffons*, production indépendante, 1993
- MACAUX, Ivan avec Ali Baddou, *Les nouveaux loups de Wall Street*, production: Chengyu Prod, avec la participation de Canal+, France, 2015
- PECK, Raoul, *Assistance mortelle*, production: ARTE France, Velvet Film, Figuier Production, Velvet Film Inc., RTBF, Entre Chien et Loup, France, 2013

PICHLER, Andreas, *Le syndrome de Venise*, production: Filmtank, Golden Girls Filmproduktion,
Miramonte Film, Italie, 2012

WAGENHOFER, Erwin, *Let's Make Money*, producteur: Helmut Grasser, Autriche, 2009

La révision du texte a été réalisée
par Laurence JOURDE

L'ePub et la mise en page sont
de claudebergeron.com

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc, H2J 4E1
www.luxediteur.com